

A Paris, M. Willy Brandt va s'entretenir avec les dirigeants du parti socialiste

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.60 F
Algérie, 1.30 F; Maroc, 1.60 F; Tunisie, 1.30 F; Allemagne, 1 DM; Belgique, 11 scs; Espagne, 20 scs; Grèce, 20 scs; Italie, 20 scs; Japon, 20 scs; Pays-Bas, 1.25 F; Portugal, 17 scs; Royaume-Uni, 1.25 F; Suisse, 1.25 F; Turquie, 10 scs.

L'ÉTAT DE L'ÉTRANGER

Le pari éthiopien de l'U.R.S.S.

Les événements se précipitent dans la corne de l'Afrique, dont Andrew Young disait, en 1977, que la situation y était explosive.

Les temps sceptiques, les chances occidentales — et notamment américaines — s'inquiètent aujourd'hui ouvertement des progrès militaires de Moscou et de ses alliés cubains.

L'année 1977 a frappé d'obscurité cette vision optimiste. Non seulement Moscou a consenti l'Éthiopie des livraisons considérables d'armement.

L'U.R.S.S. table désormais sur succès éventuels d'une contre-offensive éthiopienne, qui pourrait être le moyen de renverser la situation en Érythrée et dans les gorges et permettrait de faire l'Éthiopie, sauvée du danger, un bastion « socialiste ».

A Washington, on estime désormais que l'affaire d'Éthiopie compromet la détente et nécessite une « réponse » concertée du camp occidental.

À Paris, ni Londres, ni Washington ne peuvent donc voter un secours de Mogadiscio sans peine de compromettre toute une politique africaine.

CHINE

Une révolution dans l'industrie

La « spécialisation » de la production est présentée comme « nécessaire à la modernisation »

Le démantèlement des structures mises en place depuis 1949 par Mao Tse-toung se poursuit en Chine. Le Quotidien du peuple, le 1er février annonce l'abandon de la politique d'autosuffisance économique des régions, des localités et des entreprises au profit de la « spécialisation » et de la « coordination » entre les unités de production.

Aucun projet, depuis la tentative, vieille de vingt ans, du Grand Bond en avant n'a été porteur de transformations aussi profondes d'une économie que les dirigeants sont décidés à moderniser aussi rapidement que possible.

De notre correspondant

Pékin. — Un changement majeur dans la politique chinoise de développement industriel a été annoncé mercredi 1er février, par le Quotidien du peuple. Dans un éditorial marquant la clôture de la conférence sur la mécanisation agricole, qui vient de se tenir à Pékin, l'organe du P.C. proclame que « la spécialisation de la production est une condition nécessaire de la modernisation de l'industrie ».

Cette formule prend le contre-pied de pratiques en vigueur à peu près depuis le fondation de la République populaire. Au nom du principe « compter sur ses propres forces », appliqué à l'échelle de la nation, devant assurer l'indépendance de l'économie, la règle s'était généralisée pour chaque province, chaque commune, voire chaque entreprise de couvrir dans toute la mesure du possible l'intégralité de ses besoins.

On connaît les excès auxquels conduisirent l'interprétation de ce principe à l'époque du « Grand Bond en avant » de 1958. Mais, récemment encore, n'importe quel responsable d'unité industrielle était fier d'expliquer qu'il assurait de A à Z toutes ses fabrications. Ainsi avons-nous pu visiter des usines, dans des régions très diverses, d'où sortaient des véhicules dotés de toutes les pièces, du châssis au carburateur, en passant par le boîtier de vitesse, étaient fabriqués sur place. Du moins l'assuraient-ils.

À Changhaï, en novembre 1977, nous avons eu l'occasion de voir une usine d'impression textile dont les dirigeants annonçaient avec satisfaction qu'une partie importante des machines de l'établissement (presses, appareils de photogravure, etc.) avaient été construits dans leurs propres ateliers.

Cette conception — souvent difficile à comprendre pour des visiteurs occidentaux — est aujourd'hui condamnée. « Progressivement », écrit le Quotidien du peuple, nous devons passer à des productions spécialisées et à la coopération entre plusieurs usines. Il faut abolir la notion d'unités grandes ou petites (qui se veulent) « complètes », afin de produire en série, à un meilleur niveau de qualité et à un prix de revient moins élevé.

« La pratique », poursuit le journal, montre que les unités dites « complètes » entraînent le développement de la production, fabrication de produits de mauvaise qualité et à un prix de revient élevé. Le journal annonce ainsi « une réorganisation de l'industrie mécanique agricole », mais précise que ce secteur ne fait que « prendre la tête dans une réforme de la production industrielle » dans son ensemble.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 3.)

R.F.A.

Menace de crise à Bonn

L'offre de démission du ministre de la défense affaiblit le cabinet Schmidt

Le chancelier Schmidt n'a pas encore fait savoir s'il accepterait la démission de M. Leber, ministre de la défense, provoquée par différentes affaires récentes d'écoutes téléphoniques et d'espionnage en Allemagne occidentale.

La démission de M. Leber menacerait le maintien de la coalition des sociaux-démocrates et des libéraux actuellement au pouvoir à Bonn. D'autant que deux autres départs sont également annoncés : ceux de MM. Karl Ravens, ministre des travaux publics, et Helmut Rohde, ministre de l'éducation, tous deux membres du S.P.D.

De notre correspondant

Le drame s'est joué durant la nuit de mardi à mercredi au ministère de la défense. Au cours d'une très longue conversation avec le ministre, les responsables du MAD (contre-espionnage militaire) lui ont appris que leurs spécialistes avaient non seulement procédé à des écoutes téléphoniques illégales, mais, chose plus grave encore, aux termes de la Constitution ouest-allemande, placé des micros dans des lieux privés, au moins une douzaine de fois.

Personne ne met en doute la parole de M. Leber lorsqu'il affirme n'avoir jamais été au courant de ces activités particulières du MAD. Le ministre n'en a pas moins tenu à assumer la responsabilité politique de cette affaire. Afin, dit-il, que les contre-espionsnistes ne puissent pas mettre à la bonne réputation de la Bundeswehr. Aussi a-t-il offert sa démission mercredi matin, lors de la réunion du cabinet. Pendant quatre heures, le chancelier et ses collègues ont tenté de faire revenir M. Leber sur sa décision. Pour l'instant, son départ n'est pas encore entériné par M. Schmidt. A en croire certaines rumeurs, dont la presse d'opposition se fait naturellement l'écho, le chancelier aurait lui-même brandi la menace de sa propre démission durant cette dramatique séance du cabinet, qu'il l'ait vraiment fait ou non.

M. Schmidt ne paraît pas avoir sérieusement envisagé de « passer la main » à un successeur. Mais il pourrait être touché par le scandale qui frappe son ministre de la défense : il est presque certain désormais que les activités illégales du service de contre-espionnage de l'armée avaient déjà lieu lorsque le ministre responsable était encore M. Helmut Schmidt lui-même. De toute façon, cette crise terrait l'arabe du « tankneur de Mogadiscio ».

Le déclin de M. Leber a commencé en décembre dernier. Il fut reconnu alors qu'il n'avait jamais connu toute l'ampleur d'une affaire d'espionnage, pourtant déjà vieille de trois ans. Sa position devint encore plus précaire en janvier, lorsqu'il révéla que le MAD avait placé des micros au domicile de sa secrétaire; et cela sans en informer le ministre lui-même. Chose plus grave encore sur le plan politique : M. Leber avait eu connaissance de cette action illégale avant que n'éclate le scandale des écoutes dont fut victime le savant atomiste M. Klaus Straube. Le ministre de la défense garda alors le silence, et laissa son collègue de l'Intérieur, M. Maihöffer, assurer au Bundestag que le cas Straube était « absolument unique ».

JEAN WETZ.

(Lire la suite page 6.)

Brutal accès de faiblesse du franc

Le deutschemark à 2,27 francs

Déjà soumis depuis quelques jours à une certaine pression des vendeurs, le franc a été victime d'un brutal accès de faiblesse dans l'après-midi du mercredi 1er février et la matinée du jeudi 2 février. Il a fléchi très sensiblement par rapport à toutes les monnaies, notamment le deutschemark, qui a atteint son plus haut niveau historique, aux alentours de 2,27 F.

Le cours du dollar, qui était resté stable ces dernières semaines entre 4,71 F et 4,75 F — après sa chute de la fin 1977 et du début de 1978 — a bondi, en quelques heures, de 4,73 F à 4,80 F. Sans que le florin passait au-dessus de 2,10 F, que le livre suisse retrouvait les 2,40 F touchés il y a un mois. Les causes immédiates de cette chute brutale sont encore mal connues. Les meilleurs financiers avaient signalé des ventes de francs assez importantes dans l'après-midi de mercredi sur la bourse (fondée) d'un nouveau sondage très défavorable à la majorité.

La Banque de France intervenant modérément, le mouvement précédent de l'ampleur dans la soirée pour s'accélérer dans la matinée de jeudi, à la suite d'un phénomène de « boule de neige » bien classique.

À vrai dire, les autorités monétaires aussi bien que les cambistes privés, et redoutaient, une attaque sur le franc à l'approche des élections législatives, comme cela s'était produit après la mort du président Pompidou.

Certains le prévoient même beaucoup plus tôt, et se réjouissent du rempli qui était ainsi donné à notre économie. Cette fois-ci, il semble bien que l'inquiétude commencent à se répandre sur les marchés des changes, de nombreux opérateurs commençant à prendre leurs précautions.

Pour l'instant, la Banque de France intervient relativement peu, estimant que la situation peut encore être maîtrisée et qu'il convient de ne pas gaspiller ses munitions d'ici au 19 mars. Elle n'a même pas relevé ses taux sur le marché monétaire de Paris, s'abstenant, pour l'instant, de monter celle de son traditionnel Ceta.

Il n'en reste pas moins qu'en trois mois le franc a perdu 8,7 % par rapport au deutschemark, gagnant toutefois 5 % par rapport au dollar qui lui a baissé par rapport à presque toutes les monnaies.

F. R.

AU JOUR LE JOUR

COULEURS

La neige canadienne saute de débris radio-actifs, les océans noirs de pétrole ou rouges de Dioxine, les fruits couleur de mercure.

Le poète aura tort qui dira : « la terre est bleue comme un orange ».

FRANÇOIS DIANI.

La stratégie du recours

par JACQUES ROBERT

Ce n'est point là coïncidence. Dans un pays divisé en deux mondes hostiles, chaque camp doit toujours envisager le pire, c'est-à-dire la victoire de l'autre. Le chef de l'Etat est nécessairement conduit à devoir jouer, au hasard de la conjoncture, le rôle d'un guide, d'un sage, d'un conciliateur, d'un arbitre, d'un rassembleur.

La théorie du « recours » repose toujours sur la même analyse. Mais elle s'appuie, en fonction des objectifs et des ambitions avancées, sur des styles, des méthodes et des comportements différents.

La politique du pire

Toute stratégie du recours est d'abord une stratégie du pessimisme. Elle ne peut reposer que sur l'échec. On ne devient un recours que par la défaite.

Le P.R.R., qui veut être aujourd'hui une espérance, se pourrait, demain, en recours, si la gauche triomphait.

Le parti communiste ne pour-

Un important contrat pour l'aéronautique LE BRÉSIL CONSTRUIRA 230 HELICOPTÈRES AVEC L'AIDE DE LA FRANCE (LIRE PAGE 29.)

La Gauche battue? Non bien sûr. Mais la politique est trop sérieuse pour l'abandonner aux gens tristes. Alors... rions un peu. Editions Ramsay

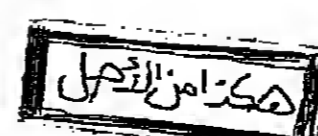
D'AMOUR ET D'AVENTURES...

Romans pour tous du siècle dernier

Les Français lisent-ils en 1978 ? Oui, beaucoup : toutes choses égales par ailleurs, davantage qu'aujourd'hui. Le nombre des titres publiés dans la France est révélateur : de 1966 à la fin du siècle, mises à part les années de guerre et de la Commune, il ne descend pas en dessous de quatorze mille. On n'en sera guère édité plus de dix-huit mille en 1977, avec une proportion beaucoup plus grande de textes techniques.

C'est dire que la production romanesque n'est plus en quantité, et de loin, ce qu'elle était au siècle dernier. Mais en qualité ? Les historiens de la littérature, exception faite de l'histoire littéraire de la France, qui consacre de très bonnes pages à l'« autre littérature », n'ont retenu que les grands noms : Flaubert, Zola, Hugo, Gautier, etc. Mais, dans le même temps, paraissent cent autres romans « populaires » d'une qualité surprenante.

Nous avons perdu le recensement de ce genre de roman. Entre la littérature pour initiés et le roman populaire, il y a plus grand-chose. Des grands romanciers du siècle dernier, tels qu'ils régnèrent sur le public (qu'on pense encore à Xavier de Montepin, à Jules Larmain, à Gaboriau, à Aristide Bruant), Guy des Cars et San Antonio ne nous restent que les isusses élégance larmoyante et le ricanement argotique. A ce compte, autant valent Montpin et Bruant !



# idées

## PROCHE-ORIENT

### Le formalisme de M. Begin

par ROBERT MISRAHI (\*)

On se souvient de la signification morale et politique du voyage de M. Sadate à Jérusalem : c'était le grand geste symbolique et nouveau qui, dans la reconnaissance d'Israël, ouvrait brusquement la préparation de la paix. On doit bien reconnaître maintenant que M. Begin est en train de gâcher cette chance de la paix qu'il avait contribué à faire éclore.

Il ne s'agit pas de porter des jugements moralisateurs contre M. Begin : on ne pourrait le faire qu'au nom d'un purisme idéologique que nous récusons. Il s'agit bien plutôt, au nom d'une nouvelle éthique et d'une nouvelle politique, de mettre en évidence la grave incohérence de M. Begin dès lors qu'il se refuse en fait à la réciprocité.

Seul le principe de réciprocité peut véritablement inspirer, aujourd'hui, une morale qui soit en même temps une politique responsable ; or on constate de plus en plus que, dans ces négociations qui s'annoncent, M. Begin perd de sens de la réciprocité qui inspire pourtant (dans une perspective d'ailleurs miraculeuse) le religion qu'il prétend défendre.

Regerçons de très près : an apparence M. Begin se place sur le terrain de la réciprocité par rapport à M. Sadate puisqu'il invoque des échanges de territoires et un traité de paix, c'est-à-dire un contrat. En outre, il se réfère aux conquêtes de l'U.R.S.S. après la guerre d'agression de la part de l'Allemagne. En réalité, il y a là (outre l'imprudence de se comparer à l'U.R.S.S.) un formalisme juridique qui recouvre une sorte d'aveuglement à l'égard de la situation réelle du Moyen-Orient. Quand M. Begin conçoit cette réciprocité uniquement en termes matériels (territoires et sécurité) et en termes juridiques, il « décroche » totalement par rapport à la situation réelle du Moyen-Orient qui est une situation « existentielle », idéologique et psychologique.

#### Légitimité politique

Ici, les enjeux et les éléments de l'échange sont tout autres : au-delà de l'équilibre des forces militaires, ces enjeux sont symboliques et affectifs. C'est pourquoi le formalisme de M. Begin (qui est curieusement matérialiste dans sa formulation juridique) tombe à côté du flux réel de réciprocité qu'évoque le créer ensemble les deux chefs d'Etat. M. Sadate, offrant la reconnaissance et la paix, devait recevoir en retour quelque chose qui vaille comme reconnaissance et comme paix : il fallait que M. Begin reconnaisse symboliquement et solennellement la souveraineté arabe au Sinaï et en Cisjordanie. A partir de là pouvaient s'organiser des négociations d'un type nouveau qui auraient été fondées sur la confiance réciproque.

On serait alors passé d'une simple réversibilité politico-juridique à une authentique réciprocité politique et humaine, c'est-à-dire morale.

Il est d'autant plus étrange que M. Begin s'en tienne à un formalisme rigoriste qu'il se réfère à une religion fondée (selon Martin Buber) sur le principe du face à face : recevoir et donner doivent être les moments d'un dialogue authentique et non les mesures matérielles d'un marchandage et d'un commerce.

En fait, l'attitude de M. Begin n'est peut-être pas si étrange qu'il y paraît. Il tira sa religion vers le formalisme rigoriste pour y trouver des justifications et tenter de faire croire que, Judée et Samarie étant écrits dans les textes bibliques, ils doivent être inscrits dans l'Israël moderne ; mais ce formalisme juridico-religieux peut tourner aujourd'hui à l'aveuglement irresponsable et ignorer les évolutions concrètes de l'histoire.

Bien entendu, nous savons que l'O.L.P., dans sa charte, vise à la négation et à la suppression de l'Etat d'Israël ; cela signifie simple-

ment par la S.A.B.I. Le Monde, Génève : Jacques Faure, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 1, rue de la Harpe, PARIS-13<sup>e</sup> 1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

### Méfiance ou expansionnisme ?

par MAHMOUD BOUCHNAK (\*)

DANS son article « La tragédie de la méfiance », publié dans Le Monde du 24 janvier, M. André Fontaine, soutenant que M. Sadate, par son voyage à Jérusalem, procède vraiment à la reconnaissance d'Israël, s'interroge sur l'attitude aberrante du gouvernement israélien à l'égard de son geste. Dans sa réponse, M. Fontaine attribue ce comportement à la « méfiance ».

Bien que M. Fontaine conclue que, une fois son existence reconnue, Israël n'a plus d'anciens raisons d'être méfiant, il nous paraît que son explication de l'intransigeance israélienne par la méfiance est loin de la vérité : il n'est pas vrai que le gouvernement israélien agit par méfiance. En réalité, il est motivé par des visées expansionnistes

#### Le refus d'un droit et le refus de la paix

En vérité, le prétendu refus arabe n'était pour les responsables israéliens qu'une façade pour voiler leurs intentions expansionnistes. La guerre de juin 1967 en est la meilleure preuve. Au début, le gouvernement israélien a déclaré qu'il déclençait une guerre préventive, mais, dès que ses soldats ont mis les pieds au-delà des frontières, les mêmes responsables ont commencé à parler de la libération et du retour. Les implantations des colonies, quatre-vingt-onze jusqu'à présent et plusieurs autres prévues dans un avenir proche, dans les territoires arabes occupés, sont le résultat d'une telle attitude. Le refus d'Israël de reconnaître le droit légitime du peuple palestinien, et particulièrement le refus de l'autodétermination et de l'établissement de son propre Etat dans sa patrie, il est temps d'appeler les choses par leur nom. Trente ans de mensonge et de tromperie suffisent. Aujourd'hui, il est clair pour tous qu'Israël refuse de reconnaître le droit des Palestiniens à l'existence. Il refuse donc la paix, et quand il en parle, ce n'est que pour gagner du temps en dissimulant son vrai visage.

Que peut-on comprendre de la déclaration du chef du gouvernement israélien, M. Begin, en ce moment que les journalistes israéliens qui lui ont dit que l'Egypte reconnaissait le droit d'Israël à l'existence ? « Israël, a-t-il dit, n'a jamais demandé à quiconque de reconnaître son droit à l'existence, ce droit sur cette terre lui a été conféré par le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob » (Le Monde du 31 janvier 1978). Les déclarations des responsables israéliens aujourd'hui ne sont-elles pas en

contradiction avec celles d'hier ? Le droit d'Israël à l'existence n'a-t-il pas été l'obsession de tous les responsables israéliens ? Si Israël ne demande pas la reconnaissance de son droit à l'existence, que veut-il d'autre, sinon l'occupation ?

Après avoir accepté la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies et la visite de M. Sadate en Israël, les Arabes n'ont plus rien à douter.

Jusqu'à présent, Israël n'a rien cédé, il s'obstine de plus en plus dans son idéologie sioniste, tout en refusant de se retirer des territoires arabes occupés et de reconnaître le droit légitime du peuple palestinien, et particulièrement le refus de l'autodétermination et de l'établissement de son propre Etat dans sa patrie. Il est temps d'appeler les choses par leur nom. Trente ans de mensonge et de tromperie suffisent. Aujourd'hui, il est clair pour tous qu'Israël refuse de reconnaître le droit des Palestiniens à l'existence. Il refuse donc la paix, et quand il en parle, ce n'est que pour gagner du temps en dissimulant son vrai visage.

(\*) Assistant à la faculté des lettres de l'université de Lattaquié (Syrie). Etudiant à Paris.

### Désacraliser le conflit

par DOV PUDER (\*)

L'ESPRIT de Jérusalem se perd déjà dans les tourments du désert. Un fol espoir né le 19 novembre 1977 se transforme en déception. On craint des lendemains menaçants. La passion déchaînée, les limitations astreignantes de la diplomatie, auront-t-elles un instant par des hommes parvenant à dépasser les normes de l'histoire, retrouvé une place inquiétante dans des discours que l'on pouvait croire rangés sur les tablettes de l'histoire.

M. Sadate, M. Begin, arrêtez un instant la marche du temps ! Placez-vous en face d'un écran et examinez lucidement le film des quarante-quatre heures de Jérusalem. Vous avez proclamé à la face du monde votre volonté de ne plus avoir recours à la guerre. Vous avez proclamé que tout est négociable. Vous avez parlé avec émotion et sincérité des mères, des sœurs, des veuves, des enfants. Elles sont toujours là, les mères égyptiennes et israéliennes, tenant dans leurs bras ces enfants qui, de par votre volonté, seront demain soit des soldats préceptés dans l'enfer de la guerre, soit les bûcherons de la paix.

M. Sadate et M. Begin, l'immense majorité de vos peuples veulent la paix. Ne vous laissez pas détourner par les fanatismes, les extrémistes, qui ne savent que violer la marche de l'histoire. Employez toute votre sagesse à faire la paix.

La paix ne peut-être l'œuvre de deux équilibristes tentant de redresser un écorché parqué sur une corde tendue au-dessus des cimes ténébreuses du Sinaï. Vous ne pouvez pas être présent dans un équilibre précaire que peut être le feu de la paix sur le plateau public mais il vous faut, maintenant, le préparer dans le calme et la sérénité. Prenez votre temps.

Lorsque vous aurez dit cela, lors que vous aurez trouvé les compromis nécessaires et les modalités, prévoyez-vous à la face de vos peuples à la face du monde et annoncez une seule nouvelle : nous sommes prêts. Nous allons signer un accord de paix ! La tête populaire, la tête de peuples écartera alors à Jérusalem et au Caire. Elle balatera tous ceux qui, aujourd'hui, hésitent, ne croient pas à la possibilité de paix, ou peut-être même osent encore s'y opposer. Les peuples, nos peuples égyptiens et israéliens, vous accordent un immense crédit. Il n'est pas nécessaire de faire état au jour le jour des divergences de vues, de contradictions. Les déclarations de principe sont importantes mais insuffisantes. Les pourparlers doivent permettre de trouver un compromis dans la temps, dans l'espace géographique et établir une formule qui concilie les contradictions toujours d'hui encore contradictoires sur ce que doivent être des frontières de paix.

#### Une terre commune aux deux peuples

Avant 1948, la colonisation servait la réalisation du but sacré du sionisme : la création d'un Etat juif, l'Etat d'Israël. Cette première étape a été franchie. Nous avons dû assurer l'existence, la survie de cet Etat, par une guerre qui dura depuis trente ans, mais c'est la paix qui permettra au peuple juif et aux Israéliens de retrouver un nouveau souffle dans l'histoire de ce dernier quart de siècle. La seconde étape nécessaire à la réalisation du sionisme est la paix. Et elle ne sera obtenue que par un compromis entre Israéliens et Arabes. Or, dans la recherche d'un compromis, il est parfois nécessaire de désacraliser certaines conceptions et les colonies installées dans les territoires administrés par Israël ne pouvant avoir un caractère sacré, et il est possible que les Israéliens soient amenés à

renoncer pour la paix. Le plan proposé par le gouvernement israélien concernant l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza a été l'objet d'un grand débat à la Knesset, il a provoqué le colère des partisans d'un Grand Israël.

Par ailleurs, la proposition d'« autonomie de gestion » paraît imprécise à tous ceux qui préconisent une solution de compromis dans un cadre jordanien-palestinien. Elle est cependant un progrès par rapport aux positions initiales du gouvernement de M. Begin.

Le refus de la reconnaissance de l'existence nationale des Israéliens exprimé dans la charte palestinienne par les termes « destruction des structures de l'Etat sioniste » conditionne la politique palestinienne. Il existe en Israël des hommes politiques, des organisations politiques qui ont proclamé la reconnaissance du droit à l'autodétermination nationale des Palestiniens. Il est pratiquement impossible de progresser dans le voie d'une solution de l'aspect palestinien du conflit sans l'élaboration d'une formule reconnaissant le droit mutuel à l'autodétermination nationale du peuple juif en Israël et du peuple palestinien. Cette formule existe, et elle est préconisée par le Mapam depuis de longues années : « La terre d'Eretz Israël est une terre commune à deux peuples : le peuple juif, qui revient dans sa patrie ; le peuple arabe de Palestine, qui y vit. »

Cette formule renferme la reconnaissance mutuelle et simultanée de deux fait nationaux : israéliens et palestiniens. En tenant compte de leurs particularismes, elle permet d'analyser la seule possibilité de solution politique ; un compromis sur la terre d'Eretz Israël, qui assurerait l'existence de tous les Etats de la région dans la paix et la sécurité. Une fois cette formule adoptée, on peut concevoir des solutions politiques. Cependant, les forces politiques israéliennes, plus variées et importantes qu'on ne le suppose généralement, qui envisagent une solution dans le cadre de l'autodétermination nationale, ne peuvent ignorer la charte palestinienne. Ces forces politiques sont formées d'hommes et de femmes porteuses de la mémoire collective du peuple juif. L'holocauste n'a pas été seulement un événement historique tragique. Il a été le résultat de la remise en cause de l'existence du peuple juif. Le président Sadate a compris cette dimension majeure dans la conscience juive en se référant au mémorial de Yad Vashem.

La rencontre Sadate-Begin a provoqué un déboisement psychologique important, mais les réalités psychologiques sont, elles, toujours existantes. Les déclarations françaises sont inutiles, dangereuses même si elles ne sont que tactiques, et elles blessent profondément la sensibilité des peuples égyptien et israélien.

(\*) Représentant du Mapam en Europe.

### RÉPLIQUES

« La tragédie de la méfiance » nous a valu bien d'autres lettres. Voici un extrait de l'une des plus significatives, due à M. Alex Derzavsky, de Vincennes :

Ce n'est pas la méfiance seule qui dicte la conduite des Israéliens. Il est bon que ce soit Begin qui ait eu à assumer la responsabilité des négociations afin qu'il vide jusqu'à la lie la coupe de solitude d'Israël conforme aux promesses bibliques.

Ce n'est pas plus la triomphalisme que l'arrogance qui dicte cette apparente mesquinerie, mais la conscience de la spécificité israélienne. Les colonies qui auraient été créées en Judée et en Samarie parce qu'il y a plus que cela : le me demande si Begin, qui n'est certainement pas un lecteur de la Bible aussi assidu que Ben Gourion, est capable d'autre chose que d'assumer les interdits, c'est-à-dire de ne pouvoir assumer que des concessions apparentes.

Voudrions mettre sur le même plan l'arrogance juive et les difficultés palestiniennes trise l'indécence. Je crois que ce n'est pas là le problème. Il s'agit de bien autre chose : les Arabes et les Juifs ont-ils le souci de l'avenir de leur région ? Le dogme moderne de l'Etat-nation est-il un absolu intangible dans la conscience des Juifs modernes, voire de ces héritiers qui ont emprunté d'autres voies ?

N'est-ce pas d'un Moyen-Orient viable dont nous avons besoin plutôt que d'une mosaïque d'Etat-nations ? La piste de la Palestine serait plus aisément réalisable dans ce contexte plutôt que de vouloir à tout prix faire survivre l'autre refus : il n'y a pas que le refus arabe, il y a aussi le refus des Juifs à reconnaître un Etat palestinien. Les partisans de cette reconnaissance n'ont à aucune époque

dépassé les dix pour cent de la population juive. Tout protagoniste de la reconnaissance juéodraite a été sinon ridiculisé, du moins ridiculisé. Tout cela découle à la fois d'une certaine tradition religieuse et du dogme de l'Etat-nation.

Le docteur Albert Libman, de Paris, réplique, d'autre part, à Bernard Chapuis. (Le Monde du 20 janvier.)

Le savetier Begin, riche de l'expérience du génocide et de cinq guerres menées contre Israël, a été très étonné (et son peuple avec lui) de la déclaration de paix de Sadate ; devait-il pour cela sacrifier l'existence de ceux qui n'avaient que leur travail pour leur capital ? Le financier Sadate, investi de la confiance des émir de l'or noir et d'un roi Khaled ayant déclaré : « Il y a quelques mois, qu'il n'accepterait jamais l'entité sioniste », ne pouvait-il pas proposer, en échange du plan de paix de Begin, un plan qui ne reprenne pas celui élaboré il y a quatre ans par un Bourgeois aguerri par l'indépendance tunisienne, qui n'aboutirait pas à la liquidation par étapes, du seul Etat (de 20 000 kilomètres carrés) où le juif n'est pas un répréhensif ?

La négociation engagée par Begin, sur les bases d'un plan de paix approuvé par des chefs d'Etat ou de gouvernement comme Carter, Ford ou Callaghan, n'est sans doute que « marchandage » ; certains ont même comparé le premier ministre israélien à Shylock, un oubliait que Shakespeare avait transposé la réalité et que c'était son interlocuteur chrétien qui avait proposé le marché !

« Je ne suis que paix, mais, lorsque je parle, eux sont la guerre » (Psaume 120/7), mais B. Chapuis considère certainement qu'Israël devait se soumettre, accepter une capitulation sans conditions devant l'Arabisme qui exige sa disparition. Il est vrai que l'agression pale-

## Le travail en question



Claude Durand  
**Le travail enchaîné**  
Organisation du travail et domination sociale

Crise de l'organisation scientifique du travail ou crise de l'idéologie du progrès ? L'analyse des expériences concrètes d'amélioration prouve qu'une transformation des conditions de travail suppose des nouvelles formes de contrôle social. 192 pages 37 F.

ADRET  
**Travailler deux heures par jour**

1936 : la semaine de 40 heures. 1978 : 42 heures et plus d'un million de chômeurs. Où est le progrès ? Travailler moins est possible, il suffit de le vouloir vraiment et de s'en donner les moyens. 102 pages 35 F.

SEUIL

مكتبة من الأصل

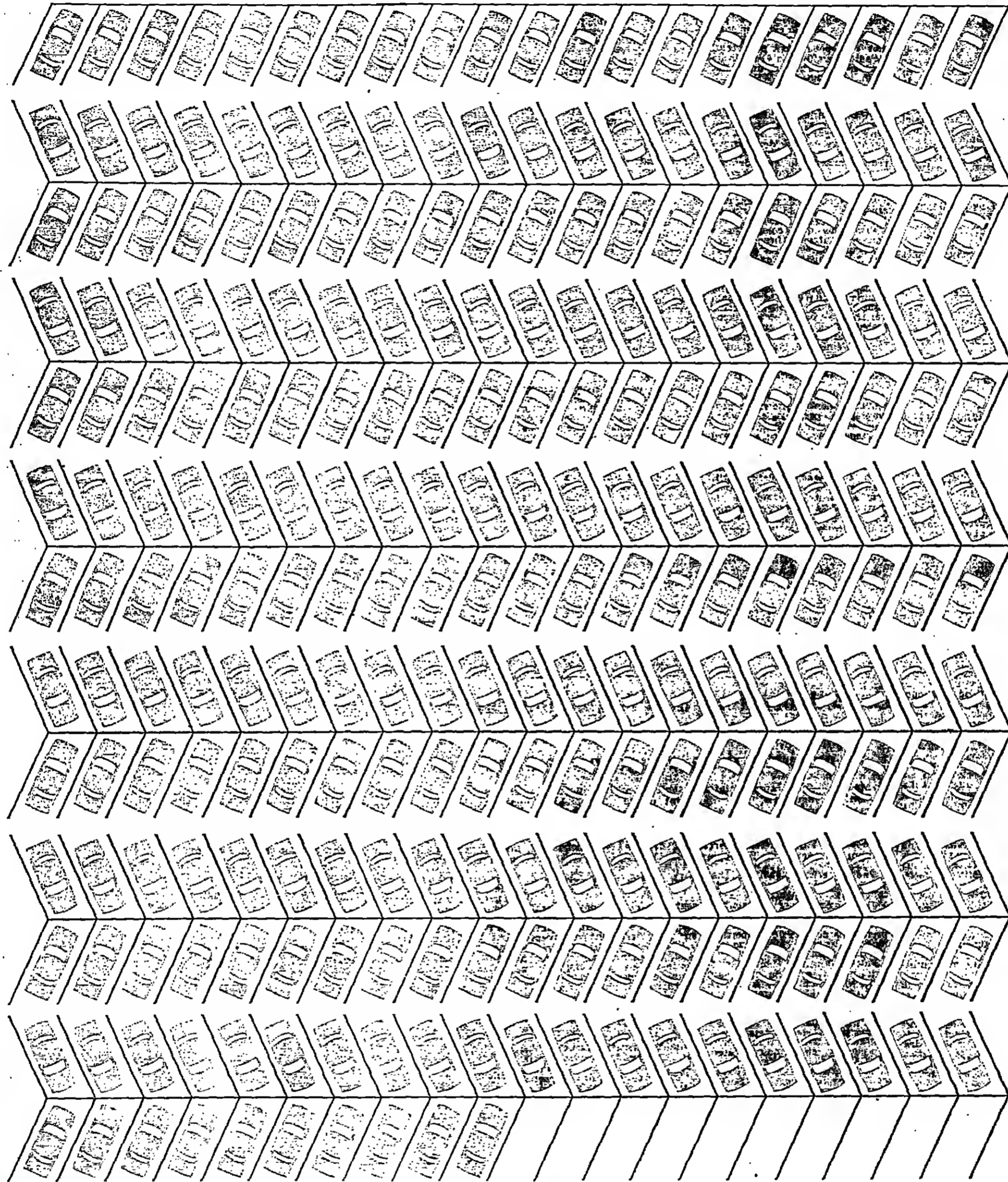
LES DIFFICULTÉS  
participants à la commission  
sont restés sur la  
que les trois  
dans l'Etat  
Une révolution





geant des États-Unis

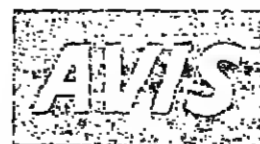
# A Paris, pour vous offrir davantage de voitures, Avis a changé de garage.



DE PARIS-HONAY-RELAISSE

Le garage Avis Duplex est transféré  
**5, rue Bixio. Paris 75007**

(derrière les Invalides). Nouveau téléphone: 550 32 31.



Le nombre de voitures que peut contenir le garage Invalides est équivalent au nombre de voitures que vous trouverez sur cette page: 250 exactement.  
Le garage Invalides, c'est un plus grand garage pour mieux vous servir.

reporter cherché  
sagement à Paris

AVIS

# EUROPE

## Les Canaries, maillon faible de l'Espagne

### II. — LA DÉRIVE A COMMENCÉ

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Le gouvernement de Madrid s'inquiète du mouvement de contestation qui se développe aux Canaries... Les Canaries estiment que leurs îles, envahies par le tourisme international, ont une originalité qui mérite considération. (Voir « le Monde » du 2 février 1978.)

Las Palmas. L'inquiétude grandit au sujet des Canaries. Lorsque les députés ont reçu en commission, le ministre de la défense, le lieutenant-général Guiterres Meliá, ils l'ont interrogé sur la défense de l'archipel... Le ministre a répondu que celle-ci serait assurée « à tout prix » ; il a même évoqué l'installation d'une base aéronavale destinée à riposter d'éventuelles attaques.

Les insulaires se sont alarmés pour de bon quand Madrid a « décolonisé » le Sahara occidental... Le chef du M.P.A.I.A.C. est un avocat exilé à Alger depuis une dizaine d'années, M. Antonio Cabillo. De M. Cabillo, certains Canariens — parmi les plus compréhensifs — disent qu'il est un « prophète », mais un « prophète sans foi ».

#### Un porte-avions idéal

« Face à l'Afrique, nos îles sont un porte-avions idéal pour bombarder. Pour envoyer des missiles. Pour contrôler et endoctriner ceux d'en face. » Le langage est quelque peu apocalyptique. Mais comment ne pas y succomber quand les journaux captent, jour après jour, les signes d'un feu croisé de convulsions internationales ?

#### Et comment ignorer le « péril marocain »

Et comment ignorer le « péril marocain », que certains, il est vrai, font remonter au temps des « Barbaries » ? La pénétration de Rabat dans la zone commerciale, sa présence diplomatique et même policière, les accords de pêche signés avec le gouvernement d'Hasan II. Après l'occupation du Sahara, le Maroc a revendiqué des eaux territoriales où les bateaux canariens exploitaient, de façon artisanale, un des bancs de poissons les plus riches du monde.

#### « Nous sommes entrés dans la zone de déstabilisation »

« Nous sommes entrés dans la zone de déstabilisation », ont écrit pour l'occasion, en tout le nord de l'Afrique, de nombreux dirigeants communistes, M. José Carlos Maurício. Et un député socialiste, M. Jerónimo Saavedra, professeur à l'université, voit dans l'anarchisme latent « des jeunes dans le chômage et le bas niveau culturel de la population, tous les éléments propices à une turbulence prolongée ».

#### « Une conduite de pétrole »

« Une conduite de pétrole » a été endommagée par une bombe dans la nuit du 31 janvier au 1<sup>er</sup> février, à Santa-Cruz de Tenerife. L'attentat n'a pas été revendiqué. D'autre part, l'Association des amis du Sahara a affirmé mercredi, à Las-Palmas, qu'un bureau d'engagement de mercenaires européens pour les conflits africains était installé aux Canaries. Selon l'association, les mercenaires seraient dirigés vers l'Afrique du Sud, la Rhodésie et le Tchad. — (A.F.P.)

troublent les plus optimistes : par exemple le haut pourcentage d'abstentions (près de 40 %), le double de la moyenne nationale. Les 5 % de voix obtenues en Grande-Canarie — la seule province où elle se présentait — par la coalition Peuple canarien uni (P.C.U.) qui n'avait changé le mot « indépendance » pour celui d'autodétermination « afin de pouvoir concourir aux urnes. Et, enfin, les bombes de M. José C. (Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien) qui, à l'inverse du P.C.U., utilise la lutte armée pour obtenir la « libération » d'un « joug colonial ».

« Pas plus de 5 % de la population, confirme M. Ernesto Salcedo, directeur du quotidien *« El Día »*. Mais si Madrid poursuit sa politique d'abandon, je ne donne pas plus de cinq ans pour que les Canaries ne soient plus espagnoles. » M. Antonio Armas, sénateur socialiste qui n'abuse pas du « colonialisme » dans ses analyses, affirme que des gens qui, auparavant « se sentaient tout à fait espagnols, aujourd'hui commencent à avoir des doutes ».

Le chef du M.P.A.I.A.C. est un avocat exilé à Alger depuis une dizaine d'années, M. Antonio Cabillo. De M. Cabillo, certains Canariens — parmi les plus compréhensifs — disent qu'il est un « prophète », mais un « prophète sans foi ». M. Cabillo dit-il, est justement le meilleur allié du fascisme. « Formule péroratoire qui couvre le raisonnement suivant : en exploitant le malaise social, les syndicats et les indépendantistes qui se heurtent à la petite et à la moyenne entreprises, qui sont en pleine crise économique, ils déclenchent des réactions droitières qui affectent l'ensemble des classes moyennes, c'est-à-dire la moitié de la population. »

Même un homme comme M. Carlos Suarez, leader du Peuple canarien, un partisan de la révolution sociale et de l'indépendance, estime que celle-ci ne peut être conçue qu'à terme, car dans l'immédiat, affirme-t-il, « il est nécessaire d'imprimer l'indépendance ». Selon M. José Carlos Maurício, dirigeant communiste, les États-Unis seraient en effet intéressés à l'installation de bases militaires dans l'archipel au sein de l'O.T.A.N. Si les Soviétiques ont une politique, toujours selon M. Maurício, elle consiste moins à appuyer le Cabillo qu'à soutenir l'option démocratique caparotée d'écarter l'installation de l'O.T.A.N.

Neutraliser et démanteler les C.A. n'ont été négociés avec Madrid, telle est la solution formulée par la gauche. L'Union du centre, le parti socialiste ouvrier, le parti

socialiste populaire, l'Alliance populaire (droite), le parti communiste, ont commencé à élaborer un projet de pré-autonomie. Une junte des Canaries serait formée, d'une cinquantaine de membres, avec un conseil exécutif chargé d'appliquer les décisions de la junte. Contrairement à la Généralité de Catalogne, qui doit négocier son budget avec Madrid pour pouvoir fonctionner, la junte des Canaries aurait un budget immédiatement disponible : les quelque 10 milliards de pesetas que les *« cabildos »* (administrations insulaires) se répartissent chaque année, en vertu d'un régime fiscal particulier accordé en 1972, qui permet à l'archipel de recueillir directement les taxes prélevées sur le trafic des marchandises.

Dix milliards pour affronter la crise, disent les partis de gauche. Et pour « canariser » les Canaries. Mais le projet de pré-autonomie se heurte à de nombreuses difficultés. Un sénateur centriste de l'île de La Palma soulève, en effet, que les petites îles doivent avoir la même représentation que les grandes au sein de la junte, et son argumentation irraisonnée bloque les négociations. En outre, de l'aveu général, la « demande autonomiste » n'est pas très élevée chez les Canariens, et beaucoup la confondent avec l'indépendance, dit le député socialiste Jerónimo Saavedra.

Les indépendantistes rejettent le projet actuellement en discussion, qui leur paraît un traquenard où ils seraient pris. « L'autonomie ne servirait qu'à la bourgeoisie locale pour changer ses formes de domination », dit M. Carlos Suarez. D'ailleurs, comment croire à un gouvernement autonome qui répète le parti communiste ? « L'Alliance populaire ? » A l'inverse, certains hommes politiques pensent qu'un gouvernement autonome se heurterait à l'hostilité de l'oligarchie locale et des *« cabildos »*. La propriété du sol et des eaux, la gestion des fonds des caisses d'épargne et des ressources de l'Etat profitent surtout aux militaires dans l'archipel, un petit nombre de privilégiés, qui ont tout à redouter d'une démocratisation du pouvoir. Mais bien qu'elle soit attaquée de toutes parts, la pré-autonomie apparaît, au centre et à gauche, comme la seule possible. « Il n'y a pas d'autre moyen d'empêcher la radicalisation des deux bords », assure certains. « Nous savons d'une catastrophe. »

#### Union soviétique

##### Un collaborateur de « Temps nouveaux » se plaint de l'interprétation donnée par « certains partis frères » à sa critique d'un dirigeant communiste espagnol

Moscou. — Les commentateurs soviétiques se sentent incompris, non seulement de la « presse bourgeoise », ce qui va de soi, mais aussi — malheureusement — de certains partis frères. Dans une mise au point diffusée par l'agence Tass, mercredi 1<sup>er</sup> février, l'auteur d'un article de l'habdomadaire « Temps

#### De notre correspondant

contrarier leur entente éventuelle. Si les dirigeants soviétiques n'ont jamais remis formellement en cause les principes acceptés à la conférence des partis communistes européens, réunie à Berlin-Est, en juin 1976, ils n'en définissent pas moins à chaque occasion les limites tracées à l'indépendance politique et doctrinale des partis frères, limités au-delà desquels on devient l'allié objectif des impérialistes. Certains articles insistent plus sur l'indépendance des partis communistes et d'autres sur la nécessité de défendre l'internationalisme prolétarien. Mais il existe des principes intangibles dans trois domaines : la doctrine, l'aide vis-à-vis de l'Union soviétique et la définition par chaque parti d'une politique « nationale ».

La référence pour les dirigeants soviétiques reste le marxisme-léninisme. (On a préféré oublier que le terme lui-même a été forgé par Staline.) Renoncer au marxisme-léninisme, ou à certains de ses aspects, comme le proposent quelques responsables des P.C. occidentaux, est aller au-devant des souhaits du « capital monopoliste et de l'aide droite de la social-démocratie ».

Le rôle d'avant-garde du parti communiste, le dictateur du prolétariat et l'internationalisme prolétarien demeurent des principes sacro-saints qui, pour Moscou, sont la pierre de touche des vrais communistes. « Le Premier Etat socialiste au monde » s'est développé en conformité totale avec la doctrine marxiste-léniniste. L'attitude envers l'U.R.S.S. est donc le deuxième critère qui définit le bon communiste. L'Union soviétique et, accessoirement, les autres pays socialistes sont en train de bâtir le socialisme réel, qui remporte d'immenses victoires impossibles

socialiste populaire, l'Alliance populaire (droite), le parti communiste, ont commencé à élaborer un projet de pré-autonomie. Une junte des Canaries serait formée, d'une cinquantaine de membres, avec un conseil exécutif chargé d'appliquer les décisions de la junte. Contrairement à la Généralité de Catalogne, qui doit négocier son budget avec Madrid pour pouvoir fonctionner, la junte des Canaries aurait un budget immédiatement disponible : les quelque 10 milliards de pesetas que les « cabildos » (administrations insulaires) se répartissent chaque année, en vertu d'un régime fiscal particulier accordé en 1972, qui permet à l'archipel de recueillir directement les taxes prélevées sur le trafic des marchandises.

Dix milliards pour affronter la crise, disent les partis de gauche. Et pour « canariser » les Canaries. Mais le projet de pré-autonomie se heurte à de nombreuses difficultés. Un sénateur centriste de l'île de La Palma soulève, en effet, que les petites îles doivent avoir la même représentation que les grandes au sein de la junte, et son argumentation irraisonnée bloque les négociations. En outre, de l'aveu général, la « demande autonomiste » n'est pas très élevée chez les Canariens, et beaucoup la confondent avec l'indépendance, dit le député socialiste Jerónimo Saavedra.

Les indépendantistes rejettent le projet actuellement en discussion, qui leur paraît un traquenard où ils seraient pris. « L'autonomie ne servirait qu'à la bourgeoisie locale pour changer ses formes de domination », dit M. Carlos Suarez. D'ailleurs, comment croire à un gouvernement autonome qui répète le parti communiste ? « L'Alliance populaire ? » A l'inverse, certains hommes politiques pensent qu'un gouvernement autonome se heurterait à l'hostilité de l'oligarchie locale et des « cabildos ». La propriété du sol et des eaux, la gestion des fonds des caisses d'épargne et des ressources de l'Etat profitent surtout aux militaires dans l'archipel, un petit nombre de privilégiés, qui ont tout à redouter d'une démocratisation du pouvoir. Mais bien qu'elle soit attaquée de toutes parts, la pré-autonomie apparaît, au centre et à gauche, comme la seule possible. « Il n'y a pas d'autre moyen d'empêcher la radicalisation des deux bords », assure certains. « Nous savons d'une catastrophe. »

#### Union soviétique

##### Un collaborateur de « Temps nouveaux » se plaint de l'interprétation donnée par « certains partis frères » à sa critique d'un dirigeant communiste espagnol

Moscou. — Les commentateurs soviétiques se sentent incompris, non seulement de la « presse bourgeoise », ce qui va de soi, mais aussi — malheureusement — de certains partis frères. Dans une mise au point diffusée par l'agence Tass, mercredi 1<sup>er</sup> février, l'auteur d'un article de l'habdomadaire « Temps

#### De notre correspondant

contrarier leur entente éventuelle. Si les dirigeants soviétiques n'ont jamais remis formellement en cause les principes acceptés à la conférence des partis communistes européens, réunie à Berlin-Est, en juin 1976, ils n'en définissent pas moins à chaque occasion les limites tracées à l'indépendance politique et doctrinale des partis frères, limités au-delà desquels on devient l'allié objectif des impérialistes. Certains articles insistent plus sur l'indépendance des partis communistes et d'autres sur la nécessité de défendre l'internationalisme prolétarien. Mais il existe des principes intangibles dans trois domaines : la doctrine, l'aide vis-à-vis de l'Union soviétique et la définition par chaque parti d'une politique « nationale ».

La référence pour les dirigeants soviétiques reste le marxisme-léninisme. (On a préféré oublier que le terme lui-même a été forgé par Staline.) Renoncer au marxisme-léninisme, ou à certains de ses aspects, comme le proposent quelques responsables des P.C. occidentaux, est aller au-devant des souhaits du « capital monopoliste et de l'aide droite de la social-démocratie ».

Le rôle d'avant-garde du parti communiste, le dictateur du prolétariat et l'internationalisme prolétarien demeurent des principes sacro-saints qui, pour Moscou, sont la pierre de touche des vrais communistes. « Le Premier Etat socialiste au monde » s'est développé en conformité totale avec la doctrine marxiste-léniniste. L'attitude envers l'U.R.S.S. est donc le deuxième critère qui définit le bon communiste. L'Union soviétique et, accessoirement, les autres pays socialistes sont en train de bâtir le socialisme réel, qui remporte d'immenses victoires impossibles

## République fédérale d'Allemagne Menace de crise

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, M. Leber suit la même mésaventure que le ministre de l'intérieur. La semaine dernière, il proclamait lui aussi, en toute bonne foi, que l'affaire des micros chez le secrétaire avait été une exception tout à fait malencontreuse. En même temps, d'ailleurs, et d'une façon quelque peu contradictoire, le ministre de la défense menaçait les chrétiens-démocrates de leur retirer les micros, afin d'établir que les activités anormales du M.A.D. ne s'étaient pas seulement déroulées sous le règne des sociaux-démocrates.

Cette enquête vient donc d'avoir lieu. Personne ne sait encore si elle a permis de mettre en cause des ministres de la C.D.U.-C.S.U. Il est cependant admis que le recours illégal aux écoutes téléphoniques et aux micros a eu lieu ces dernières années, dans un nombre de cas qui, selon le secrétaire de l'information, varient entre douze et vingt et un. Le K.B.W., petite organisation maoliste très active dans le nord de l'Allemagne, figurait parmi les victimes de ces opérations. Des officiers et des soldats de la Bundeswehr auraient également été l'objet des attentions du M.A.D. qui s'efforçait, dit-on, de combattre des « cellules rouges » au sein de l'armée.

#### Des « tuites » organisées ?

Dans ses efforts pour gagner du temps et pour rétablir, si c'est possible, la réputation du gouvernement, le chancelier Schmidt a invité, ce jeudi, tous les chefs de partis et les dirigeants des groupes parlementaires à une réunion au cours de laquelle M. Leber devrait faire part de ses constatations sur l'activité du M.A.D. Mais l'opposition chrétienne-démocrate a décliné cette invitation. Son leader, M. Kohl, a, en effet, estimé que l'on ne se trouvait nullement confronté à une « crise de l'Etat », exigeant, comme lors de l'enlèvement de M. Schleyer, une coopération de tous les partis. A ses yeux, il s'agit aujourd'hui d'une crise du gouvernement, que ce dernier doit résoudre sans faire appel à l'aide de ses adversaires politiques.

La crise est encore aggravée par le fait qu'en dehors de M. Leber, deux autres membres du cabinet ont profité de l'occasion pour annoncer leur départ. Le cas de M. Karl Ravens, ministre des travaux publics (S.P.D.), ne cause aucune surprise : il était attendu qu'il quitterait le gouvernement dans les semaines à venir afin de mener le combat de son parti lors des élections qui doivent avoir lieu en Basse-Saxe au mois de juin. Il n'en va pas de même pour le ministre de l'éducation, M. Helmut Rohde, également membre du S.P.D., et qui depuis quelque temps déjà n'avait guère été appuyé par le chancelier. Plutôt que d'attendre un remaniement qui lui serait défavorable, M. Rohde a préféré prendre les devants en annonçant une démission qui accroît encore l'embarras de M. Schmidt.

Quelle que soit l'issue de cette crise, il est difficile de ne pas y voir aussi une manœuvre organisée contre la coalition gouvernementale. Les tuites successives

touchant l'affaire Luitze d'abord, puis le scandale des micros, paraissent avoir été orchestrées de la façon la plus savante. Les dirigeants sociaux-démocrates s'estiment victimes d'un complot associant certains membres des services secrets à la presse (droite et à l'opposition parlementaire).

JEAN WETZ.

[M. Georg Leber est né le 7 octobre 1920 à Oberstiefenbach, en Basse. Après avoir suivi un enseignement commercial, il est devenu journaliste. Il a également adhéré au parti social-démocrate. En 1955, il a été élu à la tête de la fédération syndicale du bâtiment. Deux ans plus tard, il est entré au Parlement fédéral. Depuis 1961, il a également été ministre de l'Économie et des Finances, en juillet 1972, M. Helmut Schmidt fut nommé à ce poste. M. Leber abandonna alors le portefeuille des transports pour celui de la défense, occupé jusqu'à la par l'actuel chancelier.

A partir de décembre 1972, M. Leber a mis en œuvre, par étapes, une profonde réforme de la Bundeswehr, ce qu'on a appelé la « nouvelle phase ». M. Leber visait notamment à répondre aux prescriptions de l'O.T.A.N. sans augmenter exagérément le budget de la défense ouest-allemande. Il a donc les objectifs de concilier d'un aspect moderne et libéral. Il avait été nommé dans son poste par M. Helmut Schmidt, qui était devenu chancelier fédéral, en mai 1974.]

## AMÉRIQUES

### Nicaragua

#### NOUVEAUX AFFRONTEMENTS ENTRE LES GRÉVISTES ET LA GARDE NATIONALE

Managua (A.F.P. Reuters). — La garde nationale est intervenue mercredi 1<sup>er</sup> février pour obliger les techniciens grévistes de l'Union des raffineries de pétrole du pays, Esso Standard Oil, à la remettre en marche. Ces derniers avaient cessé le travail lundi pour manifester leur accord avec la grève générale déclenchée le 24 janvier par les syndicats, en vue de protester contre la mort, le 10 janvier, de M. Pedro Joaquín Chamorro, directeur du quotidien *« La Prensa »* et principal leader de l'opposition. Les files de voitures s'allongèrent mercredi devant les rares pompes à essence ouvertes.

De nouveaux affrontements entre grévistes et policiers ont eu lieu mercredi à Matagalpa (à 80 kilomètres au nord-est de Managua). *« La Prensa »* a annoncé que six personnes ont été tuées par la garde nationale et vingt autres blessées. Le gouvernement affirme de son côté qu'il n'y a eu qu'un tué ; une femme d'une soixantaine d'années.

Plus de cent cinquante personnes ont été arrêtées dans l'ensemble du pays. En revanche, un dirigeant de l'opposition, M. Carlos Peres Arevalo (Union démocratique de libération), arrêté samedi dernier, a été libéré mercredi.



**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75271 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 437-23

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
115 F 210 F 305 F 400 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
205 F 300 F 375 F 500 F  
(par mandat)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
145 F 285 F 385 F 510 F  
II. — TUNISIE  
180 F 360 F 500 F 600 F

Par voie aérienne  
Tant sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse  
Les abonnés qui envoient des lettres ou des cartes postales doivent joindre à leur demande un avis de changement d'adresse.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts par chèques ou mandats.

**Le Monde**  
pieds larges  
grands ou  
38 au 50

Un choix unique de chaussures exclusivement pour homme, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> largeur.

**PALAIS DE LA CHAUSSURE**  
39, av. de la République  
75011 Paris Tél. : 357.45.92  
Catalogue gratuit - Parking

**LE MONDE**  
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques et annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être l'APPARTEMENT que vous recherchez.

DANIEL VERNET.

Organisation  
Quatre cent de  
Union pour

Jeannot Servant  
nous voter

AMÉRIQUES  
Nicaragua  
NOUVEAUX AFFRONTEMENTS  
ENTRE LES GRÉVISTES  
ET LA GARDE NATIONALE

**KL.M.I.N.**  
A partir de 400  
milliards d'artistes, les

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75271 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 437-23

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
115 F 210 F 305 F 400 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
205 F 300 F 375 F 500 F  
(par mandat)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
145 F 285 F 385 F 510 F  
II. — TUNISIE  
180 F 360 F 500 F 600 F

Par voie aérienne  
Tant sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse  
Les abonnés qui envoient des lettres ou des cartes postales doivent joindre à leur demande un avis de changement d'adresse.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts par chèques ou mandats.

**Le Monde**  
pieds larges  
grands ou  
38 au 50

Un choix unique de chaussures exclusivement pour homme, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> largeur.

**PALAIS DE LA CHAUSSURE**  
39, av. de la République  
75011 Paris Tél. : 357.45.92  
Catalogue gratuit - Parking

مكتبة الأصل

# politique

Le Monde

## L'ORGANISATION DU COURANT GISCARDIEN

### Quatre cent cinq candidats sous le sigle de l'« Union pour la démocratie française »

Les dirigeants des formations non gaullistes de la majorité, réunis mercredi après-midi 1<sup>er</sup> février au siège du Centre des démocrates sociaux, ont rendu publique une nouvelle liste de candidats communs comportant quarante-cinq noms. Dans certaines circonscriptions, notamment des Bouches-du-Rhône (3<sup>e</sup>), de la Gironde (3<sup>e</sup>) et du Haut-Rhin (2<sup>e</sup>), deux représentants des partis intéressés demeurent en présence. Ces assemblés réexaminent ultérieurement, afin qu'un seul candidat non-R.P.R. demeure en lice.

Après en avoir discuté pendant plusieurs

semaines, centristes, giscardiens et radicaux ont enfin décidé de placer leurs candidats sous une bannière commune. Encore s'entourent-ils de précautions particulières en précisant que les candidats en question « pourront » se réclamer de l'« Union pour la démocratie française » et qu'il n'est donc pas question d'une étiquette obligatoire. Les dirigeants non gaullistes se gardent d'affirmer eux-mêmes qu'il s'agit véritablement d'un « sigle commun ».

L'U.D.F., n'en est pas moins née. Apparemment sans la bénédiction officielle de M. Raymond Barre, mais en tout cas avec

une claire référence giscardienne. Le cabinet du président de la République n'est sans doute pas étranger au choix d'un sigle dont l'essentiel est constitué par le titre du livre de M. Giscard d'Estaing, *Démocratie française*. De la sorte, radicaux, centristes et républicains écartent les qualifications négatives comme « non gaullistes » et « non R.P.R. » mais sont de plus en plus près de retrouver même sous la dénomination commune de « giscardiens ». Ce qui ne déplairait sans doute pas au chef de l'Etat.

N.-J. B.

La liste publiée mercredi après-midi est précédée de la déclaration suivante : « Voici la deuxième liste de candidats d'union présentée par le parti républicain, le Centre des démocrates sociaux et le parti radical. Cet accord porte à quatre cent cinq le nombre des candidats qui pourront se réclamer de l'union pour la démocratie française. »

**AUDE :** Mme Nicole Bertrou, C.D.S. (1<sup>er</sup>).  
**BOUCHES-DU-RHÔNE :** MM. Pierre-Yves Rambert, rad., et Garello, C.N.I.P. (3<sup>e</sup>).  
**DRÔME :** M. Henri Durand, C.N.I.P. (3<sup>e</sup>).

**EURE :** M. Jean-Henri Jacobs, rad. (4<sup>e</sup>).  
**GIROUDE :** MM. Didier Cazabonne, C.D.S., et Alain Guglielmi, P.R. (3<sup>e</sup>); Jacques Levassor, C.D.S. (8<sup>e</sup>).  
**ISÈRE :** M. Michel David, C.N.I.P. (4<sup>e</sup>).  
**HAUTE-MARNE :** M. Guy Sulter, C.D.S. (2<sup>e</sup>).  
**MEURTHE-ET-MOSELLE :** général Marcel Bigeard, anc. secr. d'Etat, maj. prés. (5<sup>e</sup>).  
**MOSELLE :** M. Jean Kiffer, dép. C.N.I.P. (1<sup>er</sup>).  
**NIÈVRE :** M. Bernard Allaire, P.R. (1<sup>er</sup>).  
**NORD :** MM. Claude Vouters, C.D.S. (3<sup>e</sup>); André Dilligent, anc. sén. secr. gén. du C.D.S. (8<sup>e</sup>); Jacques Baudoin, P.R. (21<sup>e</sup>).

**PAS-DE-CALAIS :** MM. Roger Pruvost, maj. prés., investi par le R.P.R. (3<sup>e</sup>); Jean Dagouneau, rad. (10<sup>e</sup>); Albert Caron, C.D.S. (11<sup>e</sup>); Lucien, C.D.S. (13<sup>e</sup>).  
**RAS-REIN :** MM. Emile Koch, C.D.S. (1<sup>er</sup>); Alexandre Zahuracher, P.R. (3<sup>e</sup>); Joseph Klein, C.D.S. (4<sup>e</sup>).  
**HAUTE-REIN :** MM. Eugène Spliss, C.D.S., et Jean-Martin Jessé, P.R. (3<sup>e</sup>); Pierre Brant, C.D.S. (3<sup>e</sup>); Emile Müller, dép. sort. M.D.S.P.  
**RHONE :** MM. Jacques Soustelle, anc. min. dép. sort., maj. prés. (3<sup>e</sup>); Michel Richelmy, C.N.I.P. (6<sup>e</sup>).  
**SAVOIE :** M. Jacques Joud, C.D.S. (1<sup>er</sup>).  
**SOMME :** MM. Richard Masson-

det. rad. (1<sup>er</sup>); Yves de la Romiguière, P.R. (4<sup>e</sup>).  
**REGION PARISIENNE**  
**ESSONNE :** MM. Marc Bourgeois, C.D.S. (1<sup>er</sup>); Jean Fuzer, P.R. (4<sup>e</sup>).  
**PARIS :** MM. Philippe Saint-André, C.D.S. (4<sup>e</sup>); Philippe Tolu, C.D.S. (6<sup>e</sup>); Rollin, P.R. (10<sup>e</sup>); Edgar Peretti, P.R. (10<sup>e</sup>); Paul Perrin, C.D.S. (11<sup>e</sup>); Jean-Charles de Vinchent, C.D.S. (17<sup>e</sup>); Francis Raffanel, C.D.S. (18<sup>e</sup>); Alain Destreux, P.R. (18<sup>e</sup>); Robert Cassa, maj. prés. (29<sup>e</sup>); Didier Bariani, sec. gén. du parti radical (30<sup>e</sup>); Claude Gourbeyre, P.R. (31<sup>e</sup>).  
 Dans la 15<sup>e</sup> circonscription de Paris, le parti républicain soutient M. Michel Poigès.

### M. Jean-Jacques Servan-Schreiber : si nous gagnons, nous devons proposer des réformes que voteront les socialistes

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical a déclaré jeudi matin

### LES DEPUTES REFORMATEURS REDOUTENT UNE CRISE DE REGIME SI LA GAUCHE L'EMPORTE AUX ELECTIONS

Le groupe réformateur de l'Assemblée nationale s'est réuni, mercredi 1<sup>er</sup> février. Le président du groupe, M. Edouard Ollivro, a déclaré que les députés réformateurs s'interrogent sur « le destin institutionnel de leur pays ».

« Ce problème institutionnel, a-t-il ajouté, devient l'un des problèmes de fond de la campagne électorale. Beaucoup de nos compatriotes, désormais, se demandent : va-t-on voter sans hésitation le président de la République n'a dit lui-même qu'il ne pourrait s'opposer à la mise en application du programme commun ? »

Les députés réformateurs, a ajouté M. Ollivro, « appellent les Français et les Françaises à réfléchir au péril qu'il y aurait à ajouter, à la crise économique, une crise de régime qui ébranlerait jusqu'aux fondations mêmes du pays ».

2 février au micro de France-Inter : « Les hommes qui étaient réunis mercredi après-midi, qui ont pris la décision de créer l'union pour la démocratie française, il leur faut trois quarts d'heure pour se mettre d'accord sur ce qu'ils proposeront aux Français. »

Il a ajouté : « Si nous gagnons les élections, il faudra, non pas aller trouver tel ou tel homme de peinture, tel ou tel député, pour lui demander de rallier la majorité, il faudra proposer au Parlement des réformes que voteront les socialistes et même souvent les communistes. Des réformes portant sur l'équité, la solidarité et la diffusion « des responsabilités ». Il serait stérile et bête de vouloir à l'avance exclure qui que ce soit de cette union, a précisé M. Servan-Schreiber en réponse à une question sur l'attitude qu'il conviendrait d'adopter, à l'égard du R.P.R. »

La veille, le président du parti radical avait rendu compte, devant la presse, des travaux du comité directeur de sa formation. Cette instance a ratifié à l'unanimité la stratégie électorale rendue publique la semaine précédente. Aucun communiqué n'a été rédigé. Le 29 janvier à Nancy, M. Servan-Schreiber avait indiqué qu'il acceptait la règle des délégués au sein de la majorité et « l'accord loyal du second tour ». Il a souligné, mercredi, que les radicaux appliqueraient « la stratégie des primaires généralisées ».

### D'un département à l'autre

**ARDECHE** — M. Louis Berthon, conseiller général du canton d'Antraigues, candidat aux élections législatives dans la 3<sup>e</sup> circonscription, a donné sa démission du Mouvement des radicaux de gauche parce que cette formation lui a refusé son investiture.

**CALVADOS** — M. Guy Bolvin-Champeaux (C.N.I.P.), qui avait annoncé sa candidature dans la deuxième circonscription du Calvados (Lisieux, Falaise), a déclaré, mardi 31 janvier, qu'il retirait après avoir entendu le discours du président de la République et pour « réaliser l'unité en dehors de toute autre considération ». Les candidats de la majorité dans cette circonscription sont donc, désormais, au nombre de deux : M. Robert Blisson, député sortant (R.P.R.), et M. Arnaud de Rouville (C.D.S.), qui bénéficie de l'appui du P.R. et des radicaux voisins. — (Corresp.)

**ILLE-ET-VILAINE** — Nous avons indiqué dans le Monde du 1<sup>er</sup> février que M. Paul Collinot (P.S.D.) avait été « écarté » de l'accord conclu dimanche 29 janvier entre les différentes formations de la majorité dans le département. M. Collinot, dont la candidature avait été annoncée officiellement par le P.S.D. dans la 2<sup>e</sup> circonscription, avait été contacté par le coordonnateur de la majorité dans le département, M. Henri Fréville, sénateur C.D.S., auquel il avait déclaré qu'il n'était pas candidat. Pourtant, à notre connaissance, aucun document officiel de la candidature de M. Collinot, annoncé « par l'état-major du P.S.D. », n'a été

publié. Il était, en conséquence, tout à fait logique de s'étonner de l'absence de M. Collinot dans l'accord de désistement qui est d'autant plus qu'il appartenait jusqu'aux dernières élections municipales à l'équipe de M. Fréville. — Y. E.

**SEINE-MARITIME** — Le P.S.U., l'O.C.T. le G.E.R.R. (Groupe écologiste de la région rouennaise) et des militants de divers groupes se sont mis d'accord pour présenter quatre candidats dans les quatre premières circonscriptions. Il s'agit de Mme Ginette David (1<sup>er</sup>), M. Jean-Paul Nicolle (2<sup>e</sup>), Mmes Anne-Marie Caron (3<sup>e</sup>) et Monique Wable (4<sup>e</sup>). Les membres du collectif dont le slogan sera « Femmes, travailleurs, écologistes, imposons l'unité-postière », ont indiqué qu'ils feront « barrage » aux candidats de droite lors du second tour. La L.C.R., qui avait entamé des discussions avec ce collectif, a décidé de présenter ses propres candidats, qui seront MM. Jean-Louis Bamans (1<sup>er</sup>), René Cotteret (2<sup>e</sup>), Mmes Michèle Erms (3<sup>e</sup>) et Muriel Guesdon (4<sup>e</sup>).

### M. Chirac : la bataille ne se livre pas dans les états-majors

Crétail. — A l'issue d'une journée passée dans le Val-de-Marne, M. Jacques Chirac, président du R.P.R. a brièvement évoqué, mercredi 1<sup>er</sup> février à Crétail, la publication d'une nouvelle liste de candidats non gaullistes, en disant seulement : « La bataille politique ne se mène pas dans des bureaux, à coups de condoléances ou de réunions d'état-major, elle doit se livrer sur le terrain. Je regrette que les autres mouvements et parlementaires de la majorité consacrent trop de temps aux condoléances et aux réunions d'état-major et pas assez de temps au travail sur le terrain des élections ». « Les chances de la majorité seront encore réduites par la constitution d'un front uni et co-partementé. Le soir, une représentation des jeunes R.P.R. prenant la parole avant lui sous le chapiteau lui avait lancé : « Nous réclamons non des maîtres à penser mais des maîtres à agir. Soyez cela et nous nous suivrons ».

« Le parti communiste est un appareil lourd, seul le R.P.R. peut lui opposer un appareil sérieux. Dans les mois et les années à venir, quel que soit le résultat des élections, dans ce pays comme dans l'ensemble de l'Europe, un grand combat se livrera pour les libertés. Il faudra des formations structurées. C'est le 20 mars que reprendra la campagne suivante. Dès le 20 mars on mettra en place notre appareil, quelle que soit la date des élections suivantes. M. Chirac était arrivé à Nogent-sur-Marne par le R.E.R. et il a toute la journée parcouru le département. Le soir, une représentation des jeunes R.P.R. prenant la parole avant lui sous le chapiteau lui avait lancé : « Nous réclamons non des maîtres à penser mais des maîtres à agir. Soyez cela et nous nous suivrons ».

### UNE « INITIATIVE LOCALE » DE GAULLISTES DANS LA CIRCONSCRIPTION DE M. PONIATOWSKI

Dans la première circonscription du Val-d'Oise, le maire R.P.R. de Parmain, M. Christian Tessier, a annoncé qu'il serait candidat en raison de l'exploitation abusive de la qualité de gaulliste faite par M. Dominique Gallet, secrétaire général de l'Union des gaullistes de progrès. Dans cette circonscription M. Michel Poniatowski, ancien ministre d'Etat, avait été reconnu comme candidat unique de la majorité. M. Nicolas Châtelain, sénateur communiste, s'était retiré au profit de M. Gallet.

### Le vote des Français de l'étranger

### M. FRANCOIS MITTERRAND DEMANDE LA PUBLICATION DU RAPPORT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

À la cours d'une visite dans le huitième arrondissement de Paris, mercredi 1<sup>er</sup> février, M. François Mitterrand a demandé la publication du rapport du ministère des Affaires étrangères sur les conditions dans lesquelles ont été appelés à voter les Français résidant au Gabon.

« Devant le scandale qui entoure ce problème et qui met en cause le ministère des affaires étrangères tout entier, la publication de ce rapport serait la seule façon de déjouer l'administration de la suspicion qui pèse sur elle », a notamment déclaré le premier secrétaire du P.S.

Après avoir rappelé que ce rapport, établi par M. Jacques Viot, inspecteur des postes diplomatiques, avait été remis au ministre des Affaires étrangères le 7 janvier, M. François Mitterrand a indiqué : « Dans le dixième arrondissement de Paris, nous nous trouvons au stade indicible. Il est intéressant d'observer que, après les résultats de Grenoble et d'autres villes, les magistrats font valoir tous les moyens d'annulation dont ils disposent. Notamment dans le dixième arrondissement de la capitale, on a demandé aux Français du Gabon s'ils authentifient leur volonté de s'inscrire dans la huitième circonscription. Aucun d'entre eux n'a répondu au magistrat. »

### POUR LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE

Les élections législatives vont être l'occasion d'exprimer des choix fondamentaux sur le type de société à construire. Nous voulons que puisse s'affirmer le choix d'une « nouvelle gauche » socialiste, écologiste et autogestionnaire : celle qui, de Lisieux aux autres formes de prise active, de Malville au Larzac et aux syndicats de soldats, des comités de quartier aux combats des femmes, de la grève du lait en Bretagne à la lutte des viticulteurs occitans traduit des aspirations nouvelles que les partis politiques traditionnels n'ont pas eu voulu prendre en compte.

### POURQUOI UNE « NOUVELLE GAUCHE »

Notre courant se situe clairement à gauche : c'est une société socialiste que nous voulons construire, dans l'unité, par l'action de toutes les forces populaires.

Mais il s'agit d'une gauche nouvelle par rapport aux partis de la gauche traditionnelle qui n'ont pas refusé à s'entendre sur une politique de rupture décisive avec le capitalisme, ouvrant une perspective véritablement autogestionnaire.

Nous avons avec les partis de la gauche traditionnelle des accords importants, sur des questions décisives :

- la fin de la guerre nucléaire ;
- la défense et l'armement nucléaire ;
- la nécessité de la mobilisation populaire pour l'autogestion.

Nous désaccordez fondamentalement avec les partis de la gauche traditionnelle ne construisant pas pour nous une raison de être le levier de la droite. Bien au contraire, c'est en prenant toute sa place dans le combat contre la droite que le courant socialiste, écologiste et autogestionnaire pourra s'imposer à gauche, et changer ainsi la politique. C'est pourquoi, nous appelons à la constitution d'un large FRONT AUTOGESTIONNAIRE pour lequel nous proposons les OBJECTIFS FONDAMENTAUX suivants :

- la socialisation des moyens de production essentiels, le développement du contrôle ouvrier et du contrôle populaire dans les entreprises, les quartiers et les villages ;
  - la fin de la guerre de la croissance pour un autre développement ;
  - la délimitation de la société pour une défense populaire, le veto du nucléaire civil et militaire ;
  - pour les droits des femmes, le droit à l'identité, les libertés.
- Le Front Autogestionnaire vise à regrouper tous ceux qui aspirent à un authentique pouvoir populaire.
- Dans cette perspective, nous appelons à la création de collectifs autogestionnaires régionaux ou locaux, constitués par tous ceux qui luttent pour l'autogestion, l'écologie, une défense populaire et pour les droits des femmes, des immigrés, des minorités.

Le Front Autogestionnaire présente dans 380 circonscriptions aux législatives un besoin urgent de votre soutien politique et financier ! Rejoignez le Front Autogestionnaire : R.P. 39 - 75722 PARIS, Cedex 15. Demandez le texte de l'Appel.

### PREMIERS SIGNATAIRES DE L'APPEL

Huguette ROUCHARDEAU, Claude BOURDET, Paul-Henri CROMBART de LAURE, Jean-Pierre FAYE, Daniel GENTOT, Pierre JALEE, Alain JOYE, Michel LODE, Georges MINAZZI, Michel MOURSEL, Jean-Marie MULLER, Maurice NABEAU, Jacques PARIS de BOLAUBIÈRE, Geneviève PETIOT, Charles PIAQUET, Jean RAGUENES, REZVANZ, Gérard BOULIER, Baroud TAZIEFF, Claude-Marie VADROT

## KLM. INDONESIAIE.

A partir de 4.130F nous vous offrons les villages d'artistes, les singes sacrés et le Legong de Bali.

Fermez les yeux. C'est le matin à Mas et à Ubud, dans l'île de Bali. Sous les toits de chaume, de bambous ou de ruelles noyées dans la mer végétale, les communautés ici de peintres, là de sculpteurs sur bois s'attellent à leur art minutieux. Gardez les yeux fermés. Après l'admirable Palais Royal de Mengwi, vos pas vous mènent dans Sangeh, la forêt sacrée où les paillements suraigus des singes déchirent l'épais manteau vert qui recouvre leur temple. Voici venu le crépuscule, troué de flambeaux et de lampes à huile. Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé : nous, KLM, vous offrons les

inépuisables beautés de l'Indonésie à partir de 4.130 F. pour 10 jours (avion Paris-Paris et hébergement en hôtel, petit déjeuner compris). Et pour vous y conduire, nous vous offrons le sérieux et la gentillesse qui ont fait notre réputation. Tradition hollandaise oblige.

Ecrivez ou téléphonez à KLM 36 bis, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 742.37.29 ou allez voir votre Agent de Voyages.



**KLM**

Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

## Barnett

Chemisier Habilleur

# SOLDE

les fins de séries de sa collection d'hiver

**LODENS 650 398**

**COSTUMES avec gilet 890 468**

**PARDESSUS cashemere 980 498**

etc., SPECIALISTE DES GRANDES TAILLES

19, AV. VICTOR-HUGO, 106

Mars 1978 : Législatives  
 Mars 1979 : Cantonales  
 Septembre 1980 : Sénatoriales  
 Mai 1981 : Présidentielles

Pour éviter les erreurs, pour lutter contre les fraudes.

## LE GUIDE PRATIQUE DES ELECTIONS

10.000 exemplaires vendus  
 5<sup>e</sup> édition actualisée au 15.1.1978

par A. Jabin et J. Vacherand, administrateurs civils spécialistes du contentieux électoral.

250 pages sous reliure mobile avec service mise à jour  
 190 réponses à toutes questions pratiques.

Le Code Electoral et les nouveaux textes actualisés  
 Tous les formulaires et leur mode d'emploi.

Vente par correspondance 139 F franco  
 Editions EUROPA  
 24 rue Truffaut - 75013 Paris  
 Tél. 387.63.95 - Télex : 300.022 F

Expédition immédiate

arges ds 1050

# POLITIQUE

## M. Marchais : la composition d'un gouvernement de gauche doit être décidée en fonction du nombre de suffrages obtenus

M. Georges Marchais était, mercredi 1<sup>er</sup> février, l'invité de l'émission d'Antenne 2 « Cartes sur table ». Fidèle à son rôle de secrétaire général du P.C.F., il a monopolisé l'écran et le micro, réduisant ses interlocuteurs au rôle de figurants. Décontracté et plein d'assurance, il a longuement exposé les raisons qui, selon lui, doivent conduire à voter dès le 12 mars pour le parti communiste, et il a renoué de plus belle ses attaques contre le parti socialiste.

Le premier secrétaire du P.C.F. a également souligné que des négociations s'ouvrent avec ses partenaires dès le lendemain du premier tour de scrutin. Dans l'esprit de M. Marchais, cette discussion doit englober non seulement le problème des désistements mais aussi l'actualisation du programme commun et la composition de l'éventuel gouvernement d'union de la gauche. Sur ce dernier point, le secrétaire général du P.C.F. se montre, en théorie, plus exigeant que lors de l'élection présidentielle de 1974.

A l'époque, entre les deux tours de scrutin

M. Georges Marchais commence par évoquer la controverse sur les institutions entre MM. Barre et Mitterrand. Il affirme : « Je dirai que cette controverse est une petite diversion qui arrange tout le monde. Cela évite de discuter de ce qui intéresse les Français. »

Il revient sur le discours de M. Veléry Giscard d'Estaing à Verdun-sur-le-Doubs, le secrétaire général du P.C. estime que, puisque le chef de l'Etat a admis qu'il ne pourrait empêcher la mise en œuvre du programme commun en cas de victoire de la gauche, « pour la première fois un président de la République n'a pas eu recours à une espèce de pression sur l'opinion publique ».

M. Marchais aborde ensuite le problème des relations du P.C.F. avec ses partenaires. Il relève une phrase de M. François Mitterrand prononcée le 25 janvier dans le quotidien le *Provençal*. Le premier secrétaire du P.S. déclarait : « Pour le parti socialiste, le redressement de la situation exige d'abord dix-huit mois d'efforts particuliers : ce n'est qu'à partir de 1980 que pourront être entamées les réformes de structures. » M. Marchais explique que cette position est contraire au programme commun de 1974, selon lequel, « dès le début de la législature, un seul minimum de nationalisations sera franchi ». Il ajoute : « Voilà que maintenant Mitterrand dit aux Français : « Nous sommes les mieux placés pour vous demander de nous servir d'avant-garde la centaine », et il ajoute : « Quant aux réformes des nationalisations, nous les nationalisons, nous les nationalisons à deux ans. » M. Marchais revient sur la nécessité de procéder à l'actualisation du programme commun et il déclare : « Evidemment, je préférerais que nous signions un accord avant le premier tour, et je reste disposé à accepter ce moment, mais puisque Mitterrand ne le veut pas maintenant, je pense qu'il peut être sensible à la pression que j'exerce sur lui au premier tour et que nous pourrions conclure un accord avant le deuxième tour. »

« C'est dans cette perspective que je vois la victoire de la gauche et la participation des ministères communistes au gouvernement. (...) Nous voulons participer au gouvernement à égalité de droits et de responsabilités avec nos partenaires. (...) Nous voulons une équipe solidaire derrière un premier ministre décidé à appliquer la politique que la majorité du peuple aura ratifiée. (...) Selon certains, il devrait y avoir discrimination à notre égard. Nous sommes pourtant en premier lieu les plus attachés à l'indépendance nationale et à la paix. »

En second lieu, nous n'avons jamais levé la main, nous les libéraux, mais nous avons toujours été au premier rang pour les nationalisations. En troisième lieu, nous sommes le seul parti dans ce pays à avoir proposé un programme avec un calendrier d'application et à l'avoir chiffré. Et enfin, en quatrième lieu, nous sommes les meilleurs défenseurs des revendications des travailleurs. On peut nous confier n'importe quel portefeuille. »

En ce qui concerne la méthode de travail, M. Marchais déclare : « Nous sommes prêts à déterminer le nombre de ministères communistes qui doivent figurer dans un éventuel gouvernement de gauche. M. Marchais nous donne à Marseille le 24 janvier le nombre de voix obtenu par chaque parti soit sur le nombre de sièges. Il ajoute : « M. François Mitterrand a choisi la seconde, c'est-à-dire le mesurage avec ses engagements. Il a reconnu avec nous que le système électoral actuel était profondément injuste et qu'il fallait par conséquent modifier le système électoral. (...) Ce qui est honnête et loyal c'est de prendre en compte l'influence que nous donneront démocratiquement, par la voix du suffrage universel, les Français et les Françaises. »

Je suis d'autant plus surpris quand j'entends aujourd'hui Mitterrand parler comme si c'était de la composition du gouvernement que, durant la campagne des élections présidentielles, nous avions eu un entretien sur cette question, chez lui, rue de Bièvre. Nous nous étions mis d'accord sur le principe d'une répartition des ministères fondée sur l'influence recueillie aux élections. »

Comme on rappelle au secrétaire général du P.C.F. qu'en 1974 il avait dit : « M. Mitterrand dispose de six ou sept portefeuilles dans un gouvernement de vingt et un membres, il répond : « Ce serait raisonnable. »

(1) N.D.L.R. — La phrase rapportée par le *Provençal* dans le compte rendu d'une conférence de presse donnée à Marseille le 24 janvier par M. Mitterrand, a été démentie, jeudi 3 février, par le P.S. « Il s'agit d'un mensonge, indique le parti socialiste. François Mitterrand a répété que les réformes de structures, et notamment les nationalisations, devraient être entamées immédiatement, mais que c'est seulement au terme des deux premiers tours de scrutin qu'il faudrait en discuter pourrions chiffrer les résultats. »

## Le secrétaire général du P.C.F. prie M. Barre d'accepter un face-à-face télévisé

M. Georges Marchais a adressé mercredi 1<sup>er</sup> février, à M. Raymond Barre, une lettre dans laquelle il demande, une nouvelle fois, au premier ministre d'accepter un face-à-face télévisé. Accusant le chef du gouvernement d'avoir, à l'égard des propositions des partis de gauche, un comportement « qui relève de l'insouciance et de la justification », le secrétaire général du P.C.F. écrit notamment : « Ce débat est d'autant plus nécessaire que vous ne cessez de répéter aux Français que l'austérité, la misère et le chômage sont fatals. Or, nous montrons, au contraire, qu'une autre politique est possible. Nous ne nous contentons pas de proposer d'importants objectifs sociaux, nous définissons en même temps les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Nos propositions sont soigneusement étudiées, cohérentes et chiffrées. »

L'intérêt que présente pour les Français la confrontation de ces deux politiques, fondamentalement opposées, est évident. Après les graves accusations que vous venez de proférer, elle s'impose plus que jamais. »

« Les Français et les Françaises ne comprennent pas que nous vous y dérobions plus longtemps, et que vous vous contentiez de nous mettre en cause — et avec nous des millions d'autres eux — en notre absence. »

M. Georges Marchais explique, en conclusion, qu'il renouvelle sa demande « au nom d'un parti (...) qui porte les espoirs de millions d'électrices et d'électeurs (...) et qui, de main de gauche, l'emporte, assumera d'importantes responsabilités gouvernementales. »

brutale de la conjoncture, alors que le P.S. sera beaucoup plus progressif. Par la mise en place des réformes de structure, nous serons en mesure de créer vingt-quatre mois, qui restera les grands équilibres. La croissance française est en retard ainsi 5,6 en 1978, après 4,9 en 1977 (F.O.C.D.E. prévoit 3,7 % seulement si la majorité reste au pouvoir en mars).

La hausse des prix serait limitée grâce à « un contrôle strict des prix industriels et des marges des intermédiaires et à un blocage sélectif ». L'effet de l'augmentation du SMIC sur la comptabilité des coûts sociaux, évalué en partie par le transfert de charges sociales des entreprises vers l'Etat, qui porterait sur une trentaine de milliards », (voir exemple 2 000 F par salarié dans une petite entreprise). Nous amorçons les réformes fiscales prévues au programme commun. Nous fiscalisons la relance en attendant de réformer complètement les cotisations sociales. Dans l'immédiat, leur montant sera réduit en fonction du relèvement du SMIC et des emplois créés, et elles seront assises sur les salaires, pour ne pas pénaliser les industries de main-d'œuvre. »

[Jusqu'ici le P.S. avait prévu un changement progressif de l'assiette des cotisations sociales, étalé sur plusieurs années.]

Pour limiter le déficit commercial malgré la relance, le P.S. indique M. Attali, « donnera une incitation très forte à la consommation de produits français », s'alignera « sur la pratique des partenaires du Marché commun » pour limiter les importations et stimuler les exportations : crédits privilégiés aux entreprises économiques en devises et en énergie, commandes plus rationnelles des entreprises publiques et des collectivités locales « donnant la préférence, à qualité égale, à la production intérieure ». L'objectif étant de « maintenir le franc à sa valeur actuelle. »

## M. Attali précise les intentions économiques du parti socialiste

M. Attali, membre du comité directeur du P.S., critique dans l'Expansion de février le « scénario de développement » que vient de révéler le chef du gouvernement dans son discours précédent et qui avait été exposé lors du « forum » auquel l'Expansion avait invité M. Barre (le Monde du 7 janvier). La hausse des prix envisagée par le P.S., si les élections portent la gauche au pouvoir, serait un pas de 16 % en 1978, comme l'avait affirmé la revue, mais de 9 %, indique M. Attali. L'objectif d'investissement des socialistes n'est pas de 0,3 %, comme indiqué par l'Expansion, mais de 0,2 %, vingt fois plus. Enfin, l'objectif commercial ne serait pas en 1978 de 35 milliards, mais de 15 seulement (moitié moins), chiffre intermédiaire entre les situations de 1976 (28 milliards) et de 1977 (12).

Pourquoi l'Expansion s'était-elle à ce point méprise sur les intentions économiques du P.S. ? Parce que, répond M. Attali, elle a prêté au parti socialiste l'intention d'un développement « à la chilienne, qui marque une rupture

brutale de la conjoncture, alors que le P.S. sera beaucoup plus progressif. Par la mise en place des réformes de structure, nous serons en mesure de créer vingt-quatre mois, qui restera les grands équilibres. La croissance française est en retard ainsi 5,6 en 1978, après 4,9 en 1977 (F.O.C.D.E. prévoit 3,7 % seulement si la majorité reste au pouvoir en mars).

La hausse des prix serait limitée grâce à « un contrôle strict des prix industriels et des marges des intermédiaires et à un blocage sélectif ». L'effet de l'augmentation du SMIC sur la comptabilité des coûts sociaux, évalué en partie par le transfert de charges sociales des entreprises vers l'Etat, qui porterait sur une trentaine de milliards », (voir exemple 2 000 F par salarié dans une petite entreprise). Nous amorçons les réformes fiscales prévues au programme commun. Nous fiscalisons la relance en attendant de réformer complètement les cotisations sociales. Dans l'immédiat, leur montant sera réduit en fonction du relèvement du SMIC et des emplois créés, et elles seront assises sur les salaires, pour ne pas pénaliser les industries de main-d'œuvre. »

[Jusqu'ici le P.S. avait prévu un changement progressif de l'assiette des cotisations sociales, étalé sur plusieurs années.]

Pour limiter le déficit commercial malgré la relance, le P.S. indique M. Attali, « donnera une incitation très forte à la consommation de produits français », s'alignera « sur la pratique des partenaires du Marché commun » pour limiter les importations et stimuler les exportations : crédits privilégiés aux entreprises économiques en devises et en énergie, commandes plus rationnelles des entreprises publiques et des collectivités locales « donnant la préférence, à qualité égale, à la production intérieure ». L'objectif étant de « maintenir le franc à sa valeur actuelle. »

● M. Ahmed Kabereti, secrétaire général du Comité national de coordination des associations de rapatriés musulmans, souligne que, « en cette période électorale, les musulmans français sont l'objet de beaucoup de sollicitations, principalement de la part des partis et groupements qui ne se sont pas ou jamais préoccupés de leur sort ni de leur insertion au sein de la nation française. »

Il ajoute : « Ouvertes à toutes les propositions qui pourraient leur être faites, les associations regroupées au sein du Comité national de coordination étudieront et participeront à toutes les discussions auxquelles on voudra bien les convier, étant entendu qu'en dernier ressort elles s'honoreront sans faiblesse par un vote hostile tous les indifférents à leurs problèmes. »

● M. Ahmed Kabereti, secrétaire général du Comité national de coordination des associations de rapatriés musulmans, souligne que, « en cette période électorale, les musulmans français sont l'objet de beaucoup de sollicitations, principalement de la part des partis et groupements qui ne se sont pas ou jamais préoccupés de leur sort ni de leur insertion au sein de la nation française. »

Il ajoute : « Ouvertes à toutes les propositions qui pourraient leur être faites, les associations regroupées au sein du Comité national de coordination étudieront et participeront à toutes les discussions auxquelles on voudra bien les convier, étant entendu qu'en dernier ressort elles s'honoreront sans faiblesse par un vote hostile tous les indifférents à leurs problèmes. »

## Le P.S. attache une importance particulière à la visite de M. Willy Brandt à Paris

Une délégation du parti social-démocrate ouest-allemand, conduite par M. Willy Brandt, ancien chancelier fédéral et président du S.P.D., est attendue vendredi matin 3 février à Paris. Ses membres doivent avoir une série d'entretiens avec la direction du parti socialiste.

M. Brandt sera notamment entouré de MM. Klaus von Dohnanyi, secrétaire d'Etat aux

affaires étrangères, et Alwin Bröck, secrétaire d'Etat parlementaire à la coopération économique. La rencontre s'inscrit dans un programme mis sur pied depuis deux ans par les deux formations. Les circonstances politiques intérieures françaises, en particulier la rupture de l'union de la gauche et l'approche des élections législatives, lui donnent toutefois un relief et une signification particuliers.

Depuis deux ans, trois groupes de travail communs au P.S. et au S.P.D. se réunissent régulièrement pour parler des « choix de société », de la politique européenne et du tiers-monde. Au programme officiel des travaux de vendredi figure principalement l'examen d'un certain nombre de questions économiques : un long document sur le plein emploi doit notamment être publié à l'issue de la rencontre, ainsi qu'un autre texte, plus court, sur les problèmes du développement.

La proximité des élections législatives françaises peut difficilement, toutefois, éviter que cette rencontre ne revête un caractère plus directement politique, même si son report de décembre à février n'était pas intentionnel. Tout en se défendant de vouloir en faire l'objet principal de la venue de M. Willy Brandt à Paris, on ne fait pas mystère, au P.S., de l'importance que l'on attache, de ce point de vue, à sa rencontre avec M. Mitterrand. On attend la confirmation du fait que la gauche, si elle remporte les élections de mars prochain, ne se trouvera pas placée dans un environnement international hostile, sur le plan européen en particulier.

Plus concrètement encore, les responsables socialistes ne cachent pas qu'ils entendent préparer, dans cette hypothèse, « un certain nombre d'actions communes », et prendre, de concert avec leurs amis sociaux-démocrates, « les précautions destinées à limiter certains risques immédiats présentés par le toute première phase de l'application du programme commun », selon le prudence formulée de M. Robert Pontillon, membre du secrétariat national du P.S. Les socialistes français estiment que les sociaux-démocrates, tout en demeurant assez méfiants à l'égard de la stratégie du P.S., l'ont désormais adopté. D'autant plus que la rupture de l'union de la gauche, même si le P.S. assure toujours vouloir partager le pouvoir avec ses anciens alliés, a plutôt rassuré les amis de M. Brandt.

Si cette nouvelle rencontre, en particulier le fait que le président des sociaux-démocrates se rende en personne à Paris, doit, dans l'esprit du P.S., conforter la position intérieure et extérieure de ce dernier, la direction socialiste semble se résigner, inversement, à ce qu'elle lui vaille de nouveaux reproches du

part communiste. Ce dernier n'a pas ménagé ses critiques au P.S. dans plusieurs circonstances récentes, dont l'élection de M. Pontillon à la tête de l'Union des partis socialistes de la C.E.E. (le Monde du 21 janvier). « Il est pourtant tout à fait normal que nous nous concertions avec certains de nos amis et voisins ouest-allemands, et s'il me M. Pontillon. D'abord parce que l'internationalisme est une tradition du mouvement socialiste, faut-il le rappeler au P.C. ? Ensuite parce que le social-démocrate est un courant politique pour lequel nous éprouvons sympathie et estime, ce qui n'exclut pas toujours la critique. Enfin, parce que c'est servir la gauche tout entière que d'expliquer inlassablement à ses futurs partenaires européens éventuels comment et pourquoi elle entend gouverner. »

Le S.P.D. pourrait également profiter de cette occasion pour réaffirmer que les socialistes français sont des interlocuteurs « fréquents et fiables ». Les sociaux-démocrates se voient reprocher par l'opposition chrétienne-démocrate ouest-allemande d'être associés, sur le plan européen, à des partis qui envient de gouverner avec les communistes, en France, en Italie ou en Espagne. Ils cherchent donc, en se prêtant à de nombreuses rencontres avec une telle hypothèse, à se réaliser, et en multipliant les déclarations communes espérantes, à ramener les choses à leurs justes proportions. Un autre objectif de la visite de M. Brandt au P.S. est peut-être aussi de recueillir de nouvelles assurances.

BERNARD BRIGOULEIX.

## Écologie 78 et S.O.S. - Environnement confirment leur accord électoral

Les porte-parole d'Écologie 78 et les représentants du mouvement S.O.S. - Environnement ont confirmé, mercredi 1<sup>er</sup> février, les termes de l'accord électoral du 21 décembre 1977 (le Monde du 23 décembre). Une première liste de soixante-trois candidats a été publiée. Il convient d'y ajouter les noms de onze candidats de S.O.S. - Environnement déjà connus (le Monde du 1<sup>er</sup> février), l'objectif étant, pour les signataires de l'accord, d'être présents dans au moins cent cinquante-cinq circonscriptions. Ces candidats se présenteront sous l'étiquette de « collectif Écologie 78 » et ne devront donner aucune consigne de vote pour le second tour de scrutin. Les partenaires de ce collectif se sont en effet engagés à ne « rien dire ou faire qui puisse favoriser une autre formation ».

des Amis de la Terre de Paris, dont le principal animateur, M. Brice Lalonde, a été désigné comme candidat dans la troisième circonscription de la capitale (cinquième arrondissement). M. Lalonde sera notamment opposé à M. Jean Tiberi (R.F.P.), député sortant, adjoint au maire, et à M. Jean Ellenstein (P.C.). De son côté, M. René Dumont, ancien candidat à l'élection présidentielle de 1974, a accepté d'être le suppléant d'un candidat du « collectif Écologie 78 » dans une circonscription qui n'est pas encore déterminée.

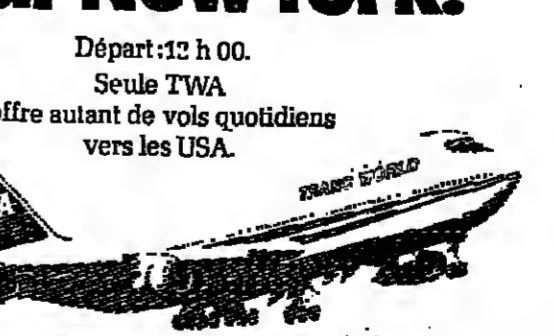
Les dissensions préélectorales ont donc pu être surmontées au niveau national, mais elles n'ont pas totalement disparu sur le terrain. Ainsi, à Caen (première circonscription du Calvados), où le groupe local des Amis de la Terre a constitué avec d'autres écologistes un « collectif Écologie et Action », qui présente M. Michel Morel, alors que la CRSPAN (Comité régional d'études de protection et d'aménagement de la nature) souhaite présenter, sous la bannière du « collectif Écologie 78 », M. Mme Josette Béard. — J.-M. C.

## Une nouvelle liste de candidats

- AIN : MM. Alain Partensky (2<sup>e</sup>) ; Philippe Lebreton (3<sup>e</sup>).
- CORREZE : M. Marchand (4<sup>e</sup>).
- CALVADOS : Mme Marie-Françoise Lebel (5<sup>e</sup>).
- DROME : M. Robert Lassaigue (2<sup>e</sup>).
- FINISTÈRE : MM. François de Beaulieu (1<sup>er</sup>) ; Jean Moalic (7<sup>e</sup>).
- ISÈRE : M. René Commaudier (4<sup>e</sup>) ; Mme Mireille Mauchamp (5<sup>e</sup>) ; M. Christian Gegauff (6<sup>e</sup>).
- LOIRE : MM. Christian Brodier (1<sup>er</sup>) ; Paul Privat (3<sup>e</sup>) ; René Brunel (7<sup>e</sup>).
- LOIRE-ATLANTIQUE : Mme Marie-Françoise Gerfa (1<sup>er</sup>) ; M. Albert Héridet (8<sup>e</sup>).
- MANCHE : MM. Ricordean (2<sup>e</sup>) ; Claude Vallé (3<sup>e</sup>) ; Didier Anger (4<sup>e</sup>) ; Alexandre Boivin (5<sup>e</sup>).
- NORBIÈRE : M. Michel Le Corre (3<sup>e</sup>).
- NORD : MM. Christian Lapère (1<sup>er</sup>) ; Jean-Marie Gieuten (2<sup>e</sup>) ; Michel-Antoine Cellene (3<sup>e</sup>) ; Philippe Carron (10<sup>e</sup>) ; Marc Liagre (13<sup>e</sup>) ; Luc Coppin (18<sup>e</sup>) ; Raymond Depotier (19<sup>e</sup>).
- ORNE : M. Pichois (3<sup>e</sup>).
- PARIS : MM. Bidou (2<sup>e</sup>), Brice Lalonde (3<sup>e</sup>), Hervé (4<sup>e</sup>), Mmes Voiturier (5<sup>e</sup>), de Boisrouvray (6<sup>e</sup>), Dahan (8<sup>e</sup>), MM. Baumgar-ten (9<sup>e</sup>), Rossin (10<sup>e</sup>), Mme Hely-tesz (13<sup>e</sup>), MM. Brossat (14<sup>e</sup>), Lavergne (15<sup>e</sup>), Mme Franchi (18<sup>e</sup>), M. Bertrand (17<sup>e</sup>), Mmes Bertrand (17<sup>e</sup>), Bernard (19<sup>e</sup>), Lhermitte (20<sup>e</sup>), MM. Chassaigne (21<sup>e</sup>), Samarin (24<sup>e</sup>), Mme Gaur-trat (25<sup>e</sup>), M. Henri Faivre-Luce (26<sup>e</sup>), Mme Chan (27<sup>e</sup>), M. Ha-xaire (30<sup>e</sup>), Mme Fernandez (31<sup>e</sup>).

- RAYMOND LEEROT (3<sup>e</sup>) ; Michel Dupuyet (4<sup>e</sup>) ; Jean Brière (5<sup>e</sup>) ; Richard Ceterini (6<sup>e</sup>) ; Patrick Gervais (7<sup>e</sup>) ; Bernard Dumontet (10<sup>e</sup>) ; Mme Marcelle Dous-sot (13<sup>e</sup>).
- SAVOIE : M. Joël Mounis-seus (3<sup>e</sup>).
- HAUTE-SAVOIE : M. Pierre Précias (1<sup>er</sup>).
- VAUCLUSE : M. Jean-Louis Millet (3<sup>e</sup>).
- YVELINES : M. Bodu (1<sup>er</sup>) ; Mme Anna Tabakhoff (3<sup>e</sup>).

Est accordé à été rendu possible, à Paris, par les concessions faites par S.O.S. - Environnement, qui a accepté de retirer six candidats de la liste qui avait été publiée le 29 janvier (le Monde du 1<sup>er</sup> février), et par l'attitude conciliante du groupe



N°1 sur l'Atlantique TWA. TWA la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

La stratégie

socialisme reprise palais des

TWA. Le seul vol quotidien pour Boston. N°1 sur l'Atlantique TWA.

مكذبا من الأصل



سكز ان الالصل

législatives

POLITIQUE

La stratégie du recours

(Suite de la première page.)

La situation du président de la République est différente. Elle ne dépend point aussi nettement du résultat des prochaines élections. Dans les deux hypothèses — victoire de la gauche ou victoire de la droite — le président sera institutionnellement le seul « recours » obligé. Mais il est évident que son rôle sera plus décisif encore en cas d'échec des ses partisans.

La stratégie du recours est bien une stratégie de la défaite. Mais si tous ceux qui la choisissent jouent ou envisagent la politique du pire, tous n'adoptent point obligatoirement un même style, une même méthode, une même tactique. Chacun affine à sa manière ses armes, cisele à son goût son image de marque. Car tous n'opèrent pas sur un même registre, ne font pas vibrer les mêmes cordes, n'appellent point aux mêmes émotions.

Il y a une typologie des stratégies de recours.

« L'appel au soldat »

— Le « recours chiracien » est la version actualisée de l'appel au soldat.

Quand l'ennemi est aux portes, quand la tentation vient trop vite aux faibles de l'aider dans ses entreprises pour monnaier ensuite ses faveurs, il faut qu'un homme — ou un parti — ou les deux à la fois, se dressent, comme naguère Charles de Gaulle, face à l'abandon, pour fournir, au peuple, dans l'immédiat son chef de combat, dans l'avenir son recours.

Pour cela, il faut utiliser ensemble les cartes efficaces de la clarté, du dynamisme et de l'unité.

Ainsi Jacques Chirac s'efforce-t-il de démontrer que, dans une France bipolaire, il n'y a pas de troisième solution, de troisième force, de social-démocratie possible. C'est, soit la démocratie française, libérale, sociale, frater-

nelle, participationniste, soit le collectivisme marxiste. L'adversaire est nettement désigné. Nulle compromission n'est envisageable avec lui. Comment pourrait-il en être autrement puisque, dit-on, l'objectif de son leader, M. Mitterrand, est de créer une crise institutionnelle, d'ouvrir une crise présidentielle pour accéder à l'Élysée ? On mêle habilement ici l'évidence et la crainte. La perspective du chaos est toujours payante.

Il faut, en second lieu, paraître dynamique et fort. Le plus dynamique et le plus fort. On insistera alors sur la légèreté, la versatilité, l'insignifiance de ses alliés pour dénoncer ensuite leur hypocrisie et leur perfidie. Ainsi s'érige la statue du héros valeureux et trahi, dans une stratégie, voulue, de la tension.

Restera ensuite à se poser en champion magnanime qui pardonne les offenses et oublie les coups fourrés au nom de l'unité nationale nécessaire pour affronter le danger. Plus de poésie. Plus de procès d'intention. Un désistement automatique avec report obligatoire des voix pour ses candidats les moins bien placés au premier tour.

Le peuple se souviendra, dans l'adversité, du rassembleur qui avait raison trop tôt, et l'affolement des jours sombres le poussera dans ses bras.

Le « retour à la pureté »

— Le « recours communiste » est d'une autre nature. Le parti communiste pratique une stratégie originale : celle du « retour à la pureté ».

Consécutif à partir des résultats des élections municipales et cantonales, que la stratégie de l'union de la gauche profiterait essentiellement au parti socialiste, convaincu qu'il vaut mieux ne pas aller au pouvoir que d'y aller trop minoritaire, pouvoir que d'y aller minoritaire, le P.C. préfère préserver ses acquis, se replier sur sa doctrine

et ses militants, continuer à servir la classe ouvrière, se poser comme son seul et vrai champion dans l'irrésistibilité d'une doctrine renouvelée.

Dans tous les pays où leur puissance empêche le parti socialiste d'être majoritaire à lui tout seul, les communistes n'ont jamais pratiqué l'union de la gauche après la dernière guerre. Or, sans une telle alliance, réalisée en 1972, en France, mais vite torpillée, communistes et socialistes n'ont pas d'autre choix que de rester dans l'opposition ou de « collaborer » avec des partis bourgeois. Et c'est bien sur quel épécule le parti communiste français.

Il compte que les compromissions de certains de ses alliés, déçus par la défaite, avec les miraculeux du capitalisme discréditeront une gauche non communiste qui sera tenue alors pour responsable de l'échec d'une gestion — empirique — de la crise.

Alors un « compromis historique » apparaîtra-t-il possible entre une droite désespérée et essangue et un parti communiste fort, intact et rassemblé.

« L'invocation de la loi »

— Le « recours giscardien » constitue, à lui tout seul — on vient de le voir confirmer à Verdun-sur-le-Doubs — une troisième catégorie. Il repose sur l'invocation de la loi.

Quand la conjonction se dégrade et que les structures vacillent, un pays se raccroche toujours à son droit, à sa charte, à ses textes. Or le président de la République en est, de par la Constitution, le gardien. La nation attend de lui qu'il maintienne la légalité, qu'il utilise ses pouvoirs constitutionnels, que, ancré dans sa légitimité, il demeure le garant du fonctionnement régulier et normal des pouvoirs publics.

Proposez « le bon choix » n'est pas s'interdire de composer un jour avec les zéloteurs du mauvais. Il faudra bien s'entendre dans le respect des textes juridiques strictement interprétés. Chaque protagoniste s'appuyant sur les dispositions constitutionnelles qui affirment ses propres compétences.

Si les partis de gauche gagnent la majorité aux élections, ni eux ni, o fortiori, le président ne pourraient s'écarter de la Constitution qui deviendrait la seule charte fondamentale de leurs rapports.

Sur ce point, M. Giscard d'Estaing a tout à la fois tort et raison lorsqu'il avertit solennellement les Français que le président de la République n'a pas, dans la Constitution, les moyens de s'opposer à l'application du programme commun.

Il a tort au plan de la théorie juridique. D'abord, en cas de troubles graves, dans un scénario de catastrophes, il pourrait ouvrir la voie de l'article 16 et reprendre l'initiative. Il ne lui serait point, en outre, interdit de recourir au référendum prévu par l'article 11, même s'il s'y refuse en principe. Il aurait également à sa disposition l'arme dissuasive de la dissolution. Surtout il pourrait utiliser les mille petites armes d'usage de la vie gouvernementale — refus, par exemple, de signer les ordonnances et les décrets délibérés en conseil des ministres, ce qui bloquerait la nomination de tous les hauts fonctionnaires, saisine fréquente, voire systématique, du Conseil constitutionnel, demandes constantes de seconde lecture.

Mais M. Giscard d'Estaing a raison au plan politique. Il ne pourrait, à la longue, s'opposer efficacement aux entreprises du premier ministre. C'est ce dernier qui l'emporterait inévitablement sur lui parce que la Constitution lui donne presque tous les pouvoirs gouvernementaux et qu'une nouvelle majorité ne comprendrait pas que son leader n'utilise point toutes les ressources de la Constitution.

Le peuple français n'attend pas de son président qu'il soit un « otage », mais un « recours ».

Il n'en demeure pas moins que M. Giscard d'Estaing devra nécessairement choisir une stratégie de la coexistence, nuancée, habile, honnête, prudente, sur laquelle planera, bien sûr, l'arme maîtresse de la dissolution. Ainsi sera-t-il possible à un président, bien décidé, comme il l'a dit à juste titre, à accomplir jusqu'au bout son mandat, d'interrompre à tout moment l'expérience d'un ministre dont l'action lui paraîtrait contraire aux intérêts fondamentaux de la nation.

« une « monarchie élective » succéderait une « présidence-contrôle ». Cela exigera de l'intelligence, du tact et de la volonté. Mais M. Giscard d'Estaing n'est-il point parfaitement bien armé pour jouer, demain, ce rôle subtil de « régulateur de la République » ?

JACQUES ROBERT.

LE NOUVEL ECONOMISTE

Les cadres exclus de la politique

Demandez-le chez votre marchand de journaux

le succès des succès 250 000 ex.vendus

Il faudrait faire lire à tous les hommes politiques, à tous les diplomates appelés à être en relation avec le Président Giscard d'Estaing le livre « Cool » et spirituel de Françoise Giroud, écrit avec un rare détachement. Loin de nuire, Mme Giroud rend service aux institutions françaises en révélant la troublante vérité de la comédie du pouvoir.

The Manchester Guardian

FRANCOISE GIROUD

LA COMEDIE DU POUVOIR

FAYARD

socialisme & entreprise

Samedi 4 Février 78

ouvre le débat

palais des congrès

de 9 heures à 18 heures avec la participation de

- F. Mitterrand
J.P. Bachy
J. Delors
L. Jospin
G. Martinet
L. Mexandeau
Ch. Pierre
P. Uri

les cadres et le socialisme

25, rue du Louvre, 75001 Paris Tél.: 261.42.99

TWA. Le seul vol quotidien pour Boston.

Départ: 13 h 45.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les USA.

N°1 sur l'Atlantique

TWA

TWA: la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

ion des élect...
ance particu...
Brandt à Paris

onnement conf...
lectoral

du candidats

TWA.
aque jour
remier 78
ir New York

SUR l'Atlantique
TWA

# DU NOUVEAU DANS LA VOITURE D'OCCASION. GERCA NE PROPOSE QUE DES VOITURES GARANTIES.

Tous les jeudis, dans le Monde, Gerca, centrale des spécialistes de l'automobile, vous proposera un choix impressionnant de voitures d'occasion.

Toutes sont révisées, contrôlées, essayées et garanties\* par des spécialistes de l'automobile et par des concessionnaires de marque.

Vous les trouverez à partir de 8.000 F.

Désormais, grâce à Gerca, vous avez le choix, vous gagnez du temps, vous achetez au juste prix et vous bénéficiez de la garantie conventionnelle du vendeur.



**LA CENTRALE DES SPÉCIALISTES DE L'AUTOMOBILE.**

\*Garantie conventionnelle du vendeur selon le véhicule choisi et le type de garantie souhaité.

مركز من الأصل





# POLITIQUE

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

M. Valéry Giscard d'Estaing a réuni le conseil des ministres mercredi matin 1er février. A l'issue de la délibération, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

### ● ACCORDS INTERNATIONAUX

Le conseil a adopté les projets de loi portant approbation des accords signés avec la République arabe du Yémen, la République arabe libyenne et la République des Comores.

L'accord signé avec le Yémen le 16 février 1977 définit le cadre juridique de la coopération avec ce pays dans les domaines culturel et technique.

L'accord maritime signé avec la République arabe libyenne le 22 mars 1976, précise l'aido que la France pourra être amenée à fournir pour le développement de la pêche la formation de personnel et la réalisation des installations portuaires de ce pays. Il précise également les conditions dans lesquelles la France bénéficiera de facilités et de garanties pour ses activités commerciales, maritimes et portuaires.

Le conseil a également adopté un projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à l'opposition sur titres au porteur à circulation internationale, signée par la France le 25 mai 1970, sous l'égide du Conseil de l'Europe.

L'accord instaure un système autonome d'opposition sur les titres au porteur à circulation internationale et prévoit un système de publication internationale de l'opposition auprès d'un organisme national désigné par chaque Etat.

### ● FONCTION PUBLIQUE

Le conseil des ministres a adopté un décret portant majoration des rémunérations des personnels civils et militaires de l'Etat, à compter du 1er février 1978.

Les augmentations qui sont déjà intervenues ont maintenu, au cours de l'année 1977, le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Ainsi, la revalorisation de 1,5 % qui fait l'objet de ce décret concerné l'échelle 1977, c'est la première des revalorisations qui interviendront à ce titre. Cette mesure est prise en attendant l'ouverture de négociations salariales pour 1978.

### ● CONTROLE DE L'ÉTAT SUR LES ENTREPRISES PUBLIQUES

La loi de finances rectificative du 22 juin 1976 a réformé le dispositif de contrôle des comptes des entreprises publiques et a confié à la Cour des comptes, cette réforme prévoit la modification du décret du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques; en effet, ce décret s'appliquait aux entreprises et organismes qui relevaient, jusqu'à maintenant, de la compétence de l'ancienne commission de vérification.

L'objet de ce projet consiste d'abord à redéfinir les organismes soumis au contrôle de l'Etat : les établissements, organismes ou sociétés dans lesquels l'Etat possède la majorité du capital, c'est-à-dire ceux qui relèvent de la compétence obligatoire de la Cour des comptes, sont assujettis de plein droit au contrôle de l'Etat, et les sociétés dans lesquelles l'Etat ou les organismes du secteur sont majoritaires peuvent être également assujetties à ce contrôle de façon facultative.

D'autre part, le projet allège les formalités du contrôle de manière à en accroître l'efficacité et à raccourcir les délais.

Enfin, les occasions de participation des organismes publics seront désormais soumises à autorisation, au même titre que les prises ou les extensions de participation.

### ● SUITE AU RAPPORT SUR LA VIOLENCE

Le garde des sceaux a fait, au conseil des ministres, une communication sur l'ensemble des mesures prises à la suite du rapport sur la violence, qu'il avait remis au président de la République au juillet dernier.

Préparés par un comité d'application, en liaison avec les administrations concernées, ces mesures comprennent quinze lois, huit décrets, trente et une circulaires et directives.

Elles s'ordonnent autour de deux idées : faire sécher aux manifestations de la violence, s'attaquer à ses racines.

Pour atteindre le premier objectif, il est jugé nécessaire d'accroître l'efficacité du système pénal en différenciant davantage le traitement des grands criminels de celui des petits délinquants ; plus de fermeté à l'égard des premiers dans la sanction et son exécution moins de rigidité dans les mesures concernant les seconds.

Des dispositions sont prises pour que le régime des permissions de sortir soit réaménagé. Le gouvernement ne néglige pas non plus la délinquance économique, qui fera

l'objet d'une répression plus sévère. Pour accroître la protection des citoyens, les forces de sécurité seront renforcées et les opérations d'assistance leur présence permanente dans les zones où elles sont actuellement en nombre insuffisant.

Le deuxième objectif est de prévenir la naissance et le développement de la violence.

Toute une série de mesures sont arrêtées pour favoriser l'épanouissement de l'individu, dans la famille, l'école, les loisirs, le sport.

En matière de spectacle, des dispositions seront prises en vue d'éviter que les jeunes ne soient exposés à des scènes de violence ou à des spectacles de violence.

Le principe d'un projet de loi d'orientation contre le gigantisme et la ségrégation en matière d'urbanisme, de construction et d'équipement public a été retenu.

Enfin, pour suivre d'une manière permanente, à l'échelon national et local, le phénomène de la violence, il sera créé, dans les jours qui viennent, des comités départementaux de prévention de la violence qui réuniront des élus, des fonctionnaires et des personnalités qualifiées. Leur action sera coordonnée par un comité national.

Le président de la République a déclaré :

« La préoccupation de sécurité nationale doit être la première préoccupation des Français. Le gouvernement a le devoir d'y répondre, tout en respectant les principes fondamentaux de la société française, qui sont le droit des personnes et le respect des procédures de justice. Le mal doit être extirpé à sa racine par un ensemble d'actions de prévention et dans les domaines de la sécurité humaine et matérielle permettant d'assurer la sécurité quotidienne dans les rues, dans les lieux publics et dans les transports. »

### ● COMMISSION MIXTE FRANCO-POLONAISE

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a rendu compte des travaux de la grande commission mixte franco-polonaise qui s'est réunie à Varsovie, le 29 janvier. Les représentants des deux

pays ont fait le point des travaux des divers groupes spécialisés et des divers secteurs de coopération. Ils ont, en outre, examiné et commenté les Urums de crédit consentis à la Pologne, en particulier dans les secteurs intéressant les petites et moyennes entreprises, la sidérurgie et l'industrie chimique.

M. Boutin a également fait part au conseil des entretiens qu'il a eus avec M. Gierak, avec le premier ministre, le président de la planification et le ministre du commerce extérieur.

Ces résultats favorables sont l'effet de la politique de rigueur qui a été menée depuis septembre 1976 par le gouvernement dans le domaine des prix et des salaires, comme dans celui de la défense de la monnaie. La compression des coûts de production a permis de maintenir la compétitivité relative de nos produits, tandis que le maintien de la valeur de notre monnaie évitait tout dérapage supplémentaire dans le prix que nous payons nos importations. Ils témoignent également aux efforts faits depuis dix-huit mois pour modérer la progression de nos importations, développer l'exportation des biens de consommation, améliorer l'environnement du commerce extérieur, organiser le cadre des échanges internationaux.

Envoquant les perspectives pour l'année 1978, le ministre a précisé que le volume de nos exportations devrait continuer à se développer à un rythme au moins comparable à celui observé en 1977 et que, en l'absence probable de hausse des prix du pétrole et des matières premières, il était raisonnable de prévoir une balance commerciale en équilibre sur l'ensemble de l'année 1978.

Sur proposition de M. Alain Feyrerille, garde des sceaux, ministre de la justice, le conseil des ministres a désigné les membres de la commission des sondages, instituée par la loi du 19 juillet 1977, relative à la publication et à la diffusion des sondages d'opinion à caractère électoral.

### ● AU TITRE DU CONSEIL D'ÉTAT

M. Huet, président; de Christen, Baquet (titulaires); Gilbert, Baudouin, François Bernard (suppléants).

### ● AU TITRE DE LA COUR DE CASSATION

M. Olivier, Amalry, Seasmel (titulaires); Sinaart, Mlle Lecœur (suppléants).

### ● AU TITRE DE LA COUR DES COMPTES

M. Sapet, Partrat, Gourmay (titulaires); Pierre Richard, Epinoff, Mans (suppléants).

### ● CHARTRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

Conformément à la décision du conseil des ministres du 4 janvier, le ministre de la culture de l'environnement a présenté au conseil des ministres le texte de la charte de la qualité de la vie.

Elaborée à la demande du président de la République, cette charte a été préparée en étroite concertation avec les associations écologiques. Dans le cadre de l'action d'ensemble conduite par les pouvoirs publics pour améliorer l'environnement, qui avec la qualité de la vie grâce à la poursuite d'une croissance conçue pour l'homme, la charte manifeste la volonté du gouvernement d'adopter des mesures concrètes pour améliorer la vie quotidienne des Français. Elle constitue un guide d'action pour les cinq prochaines années.

Les mesures décidées, outre un renforcement de l'action en faveur de la protection de la nature et de l'amélioration de l'environnement, visent principalement quatre objectifs :

- Rendre le cadre de vie des citadins et des ruraux plus accueillant et plus chaleureux ;
- Développer les loisirs en facilitant l'accès aux vacances et en favorisant les loisirs quotidiens ;
- Aménager le temps pour réduire les encombrements et accroître la liberté de choix dans les modes de vie ;
- Libérer les initiatives locales grâce, notamment, au développement de la vie associative.

La création dans les tout prochains jours, d'une délégation à la qualité de la vie et l'établissement d'un « enveloppe » environnemental pour 1979 garantiront la mise en œuvre des mesures inscrites dans la charte.

### ● COMMERCE EXTÉRIEUR

Le ministre du commerce extérieur a dressé le bilan du commerce extérieur pour l'année 1977. L'excédent de 1 800 millions de francs enregistré en 1977, a été obtenu grâce au redressement du commerce extérieur opéré au cours de l'année 1977. Sur l'ensemble de l'année, le déficit atteignait 11 milliards de francs alors qu'il était de 20,5 milliards en 1976. Ce redressement est d'autant plus remarquable que, de 1976 à 1977, nos échanges agro-alimentaires, sous l'effet de la sécheresse et de l'envoie des cours mondiaux de matières premières alimentaires, ne sont, eux, défectueux. Le déficit mensuel moyen est passé, progressivement, de 2,3 milliards de francs au quatrième trimestre de 1976 à moins de 300 millions de francs au quatrième trimestre de cette année. Nos échanges peuvent être considérés comme pratiquement équilibrés à la fin de cette année.

Le redressement opéré cette année a été obtenu non pas par une diminution des importations (celles-ci progressent de 12,5 % en valeur, et augmentent légèrement en volume),

# DÉFENSE

## M. Bourges se déclare solidaire des propos du général Méry sur l'« incohérence » de la politique militaire de l'opposition

« Le général Méry mérite pleinement ma confiance, celle du gouvernement et celle du chef de l'Etat », a déclaré le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, qui participait, mercredi 1er février sur les antennes d'Europe 1, à un débat sur la politique de défense avec trois députés : MM. Louis Baillet (P.C.F.), Jean-Pierre Cot (P.S.) et Jean-Marie Daillet (C.D.S.).

Au cours de ce débat, M. Cot a reproché au général d'armée Guy Méry, chef d'état-major des armées, d'avoir soutenu la thèse, reprise selon le député socialiste de la Savoie, lundi 30 janvier à Rennes, par le ministre lui-même, selon laquelle le parti socialiste n'aurait pas de politique de défense (le Monde des 26 janvier et 1er février).

En visite le 11 janvier dernier, au siège du commandement de la 1re armée à Strasbourg, le général Méry avait déclaré à l'Assemblée nationale : « L'incohérence, à l'impossibilité de mettre en œuvre une véritable politique de défense. » Dans une question écrite à M. Bourges, M. Robert Pontillon, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine, a dénoncé « l'interférence de cet officier général dans le débat politique actuel ». Une semaine avant cette déclaration, que le général Méry n'a pas démentie à ce jour, le ministre de la défense avait renouvelé aux militaires les consignes traditionnelles de « neutralité de l'armée » durant la campagne des législatives.

Pour M. Bourges à Europe 1, le général Méry « a examiné, sur un plan purement technique et sans citer de parti, différentes hypothèses qui concernent tous les partis politiques français ».

« Le général Méry », a expliqué M. Bourges, « mérite pleinement ma confiance, celle du gouvernement

et celle du chef de l'Etat. C'est un homme de très grande valeur, d'un très grand caractère et d'une très grande capacité ». Faisant allusion au fait que le général Méry a été déporté pendant la dernière guerre mondiale, le ministre a ajouté : « Le chef d'état-major des armées n'a pas de l'apogée de patriotisme à recevoir. Je suis fier d'être solidaire d'une personne de sa qualité ».

De son côté, M. Baillet (P.C.F.) a estimé que « dans les conditions actuelles, un an de service militaire n'est pas un temps long ». Le responsable de la commission de la défense du P.C.F. a considéré que la réduction du service militaire est conditionnée n'aurait pas de politique de défense (le Monde des 26 janvier et 1er février).

### LE GÉNÉRAL BOURGIS EST NOMMÉ CONSEILLER DU GOUVERNEMENT

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 1er février a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● TERRE. — Est nommé conseiller du gouvernement pour la défense et mis à la disposition du ministre de la défense, le général de corps d'armée Jean Bourgis.

Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Pierre Lallart.

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Claude Le Borgne, Jacques Verguet, Jean Berthélémy, Abel Desandre, Charles Vincent ; général de brigade, les colonels Jacques Dard, Didier Tabouis (nommé commandant de la 13e division militaire territoriale à Tours), Jean Gillard, Olivier Le Tallandier de Galory (nommé adjoint au général commandant l'artillerie du 2e corps d'armée et des forces françaises en Allemagne), Michel Berthier, François Magné, Guy de la Rochette de Rochebonne, Gilbert Forray ; intendants généraux de deuxième classe, l'intendant militaire de première classe René Javelaud.

● AIR. — Sont promus généraux de brigade aérienne, les colonels Maurice Couret et Louis Frestat. Est nommé général de division aérienne, au titre du congé du personnel navigant, le général de brigade aérienne Albert Pestre.

● MARINE. — Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Maurice Sabatier, nommé inspecteur du matériel naval ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Jacques Raison et Georges Tilmont.

Est chargé des fonctions de sous-chef d'état-major « logistique » à l'état-major, le contre-amiral Jean Gorce.

● CONTROLE GÉNÉRAL DES ARMÉES. — Est nommé directeur de la caisse nationale militaire de sécurité sociale, le contrôleur général des armées Fernand Duoc.

● Le capitaine de frégate Jean-Marie Lauga, commandant l'escadron d'escadron Duperré qui avait talonné dans le raz de Sein le 12 janvier, a été suspendu de ses fonctions. Il a été affecté en service à terre en 2e région maritime à Brest ; à compter du 1er février. Les autorités maritimes, en « suspendant » le capitaine de frégate Lauga et en ne le « relevant » pas de son commandement, ont par cette mesure, moins brutale, tenu compte de ce que, après le talonnage dans le raz de Sein, dans une violente tempête, le commandant du Duperré avait parfaitement conduit les opérations de sauvetage des hommes et du bâtiment.

# EXCLUSIF:

## Les deux meilleurs avions vers les deux Amériques.


### CONCORDE

En diminuant de moitié la durée du vol, Concorde permet non seulement de gagner un temps précieux, mais aussi de mieux supporter le décalage horaire et d'arriver en forme à Rio, Caracas, Washington, New York.

### BOEING 747

Le long-courrier subsonique le plus spacieux vous emmène dans les meilleures conditions de confort vers New York, Chicago, Los Angeles, Houston, Montréal, Toronto, Mexico, Caracas, Rio, Bogota, Lima, Quito, Santiago, Cayenne, Manaus, São Paulo, Buenos Aires, Montevideo.

Vers les deux Amériques, seule Air France vous propose uniquement les deux long-courriers les plus performants.



**AIR FRANCE**  
Le monde plus proche.



**NEW YORK**  
Chaque samedi, du 21 janvier au 25 mars.  
1 semaine avec hôtel  
**1999F.**  
dans toutes les agences de voyages.

## Annales

Economies - Sociétés - Civilisations

N°6 - 1977

### MYTHES ET RELIGIONS

Athéna Apaturia et la ceinture, par P.Schmitt - Le mariage dans l'héroïsme de l'An III, par H.Taviani - Vie religieuse et christianisme (comptes rendus)

### LES DOMAINES DE LA RECHERCHE

Credit et conjoncture économique en Provence XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, par M.Lacave - Une sociologie de la rente au XVIII<sup>e</sup> siècle, par C.Michaud - Pour une nouvelle histoire urbaine, par J.-P. Bardet, J.Bourvier, J.-C. Perrot, D.Rochet et M.Ronayrol - Histoire économique, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles (comptes rendus)

### LES FORMES DU POLITIQUE

Clauserwitz et l'Etat, par R.Aron - Lectures de la guerre : le Clausewitz de Raymond Aron, par C.Lefort.

**armand colin**

مكتبة من الأصل

سكزنا من الامل

# Le Monde DES LIVRES

## La nouvelle symphonie de Pierre Emmanuel

**Un grandiose corps-à-corps avec le réel et l'absolu.**  
A sens beethovenien du terme, Pierre Emmanuel, à côté d'œuvres poétiques moins vastes, publie des symphonies qui forment, dans les profondeurs de son psychisme, les étapes capitales de son évolution. Ainsi, on peut dire que Babel, après les poèmes de la Résistance, marquait le souci de construire un monde moral et chrétien, dans les années 50. Ainsi, en 1970, Jacob était une réflexion sur la finalité de

l'homme, à la fois détaché du siècle et plongé au pleine ère atomique. Ainsi, en 1973, Sophia traduisait, avec toutes les ambiguïtés souhaitables, le balancement entre le tourment intérieur et la sagesse fugacement entrevue.  
Tu, somme de souffrances, de discours pour l'honneur de l'homme et de tentatives pour saisir l'impondérable, relève de la même ambition : c'est assurément le livre de poèmes le plus ample, le plus épique et le plus passionné de ces dernières années, avec ses alluvions immenses, son accumulation de pensées et de mots d'ordre, et

quelquefois ses facilités ostensibles.  
Conçue en six mouvements, la symphonie est un bilan de l'homme moderne accroché à sa foi mais conscient de ses contradictions. Tout au long de la composition court, tantôt en sourdine, tantôt de manière plus manifeste, la référence à la femme, considérée comme l'élément premier et le principe biblique à partir duquel chaque être reçoit la connaissance et la perfection de soi-même. La femme, créature et créatrice, est symbole d'amour donc de devoir. Elle est, de surcroît, le visage même de l'idéal qu'on entrevoit et qu'on ne saurait atteindre. Elle nous donne par conséquent mille tourments et, cessant d'être ou Eve ou Lilith, elle n'est parfois, dans le siècle actuel, que la sexualité animale.

La dernière suite, la *Porte*, est aussi bien un appel à la maîtrise dans l'incertitude complète qu'une ouverture sur l'abstraction bénéfique, comme si soudain, dans l'œuvre de Pierre Emmanuel, les images et les terreurs chrétiennes avaient fait une place, plus grande que prévu, à des concepts d'une autre civilisation. « Quelque



★ Dessin d'Oric.

## Kusniéwicz, citoyen de la « Mittel-Europa »

**Une révélation, une vraie.**  
ANDRZEJ KUSNIEWICZ, dont Albin Michel a commencé de publier l'œuvre en traduction française, appartient à cette « Mittel-Europa », cette Europe centrale, profonde, dont le chant du cygne fut le régime de François-Joseph. L'empire biéphone, Kusniéwicz le connaît et parcourt dans son enfance. Il est né au début du siècle en Galicie orientale, dans cette ombreuse terrienne qui faisait la guerre comme on chasse, allait prendre les eaux en Bohême et le soleil en Dalmatie. Un de ses oncles possédait une île au large de Raguse, l'actuelle Dubrovnik, ancienne base navale impériale achetée aux anglais, où l'écrivain vécut, nous dit-il, des séjours enchanteés.  
Diplomate, il sillonne l'Europe d'entre les deux guerres et quitte Budapest, pour devenir, en mai 1939, consul de son pays — la Pologne — à Toulouse. Dès le début de l'occupation, il entre dans la Résistance française. Il est arrêté en janvier 1943 et déporté à Mauthausen. Libéré par le général Patton en personne, il revient en France comme consul général jusqu'en 1950.

Rappelé en Pologne, il travaille au bureau des expositions de l'industrie de Varsovie, puis à partir de 1955, et cela pendant quinze ans, comme rédacteur à la radiodiffusion. C'est alors qu'il commence à écrire. Des poèmes, puis cinq romans, dont deux lui valent dans son pays le Prix national de littérature, ce qui est une référence pour la culture polonaise d'aujourd'hui. Actuellement rédacteur en chef adjoint de la *Revue mensuelle littéraire* de Varsovie, Kusniéwicz prépare un roman qui se déroulera dans la France de Vichy.  
Rien à voir avec ce requiem pour un empire déchu qu'est le *Roi des Deux-Siècles*. Rico à voir non plus avec les quatre autres romans à venir, tel est celui qui nous entraîne sur les bords de la Baltique ou au Ukraine. Le champ de Kusniéwicz est celui d'un citoyen de l'Europe. De celle d'avant. C'est d'ailleurs ce qui émane de sa personne. Avec beaucoup de fermeté, cet homme aux traits aigus nous dit sa joie de retrouver contacts des deux parisiens qu'il découvre, et aime, dès 1925, « il y a un demi-siècle ». Il dit aussi : « *L'écrivain est un lieu libre, nous savez, un asile.* »  
FRANÇOISE WAGENER.  
(Voir en page 17 le compte rendu du Roi des Deux-Siècles.)

Dire « tu » à un être conduit à touter aussi bien Dieu que l'inconnu ou le néant. Le commerce avec la femme s'éclaire d'abord à un commerce avec l'absolu, que l'on nomme — et même que l'on déçoit, en invoquant les personnalités des deux Testaments — comme pour prendre appui sur eux et se placer dans une tradition chrétienne, dont Pierre Emmanuel ne consent jamais à s'éloigner ; il arrive cependant, l'espace de quelques poèmes plus affolés et plus turbulents, que l'on s'adresse aussi à des divinités asiatiques, ou nietzschéennes, comme pour éprouver le vertige de la désincarnation et de la réincarnation.  
L'interrogation fondamentale exprimée, il est possible, dans les mouvements plus serins, de passer en revue, transcendés et pourvus de dimensions bien nettes, les valeurs éternelles de la morale, de la raison, de la sensibilité ; c'est à quoi s'emploient Moïse et Eris. Ensuite, repris par la coécrit et le toutouement de tout ce qui en lui est viscéral, plus qu'intellectuel, le poète reprend le cours de sa crucifixion individuelle, hautaine et prodigieuse en déclarations sublimes.  
L'avant-dernier mouvement, *Moi je*, rejette l'identité facile et plonge dans le dédale des miroirs que l'homme se tend, afin de se justifier, de se perdre en lui-même et de ressurgir, plus acceptable à ses propres yeux.

part qui n'est nulle part qui est partout », écrit-il.  
Le langage de Pierre Emmanuel est affaire de choix : il préfère que l'expression obéisse à l'idée ou à la proclamation, et qu'elle ne soit à aucun moment une ascèse en soi. Cette résolution, qui peut irriter tout lecteur de poèmes modernes, devient invisible chaque fois que l'emportement, la passion et la torsion du mot obligent à interrompre son discours et à se fondre, mots et âme, en lui. Dans *Tu*, ces superbes moments privilégiés, où l'épopée parvient à arracher le lecteur à ses facultés d'analyse, sont plus fréquents que dans tous ses autres ouvrages.  
ALAIN BOSQUET.  
★ *Tu*, de Pierre Emmanuel. Le Seuil, 450 pages, 80 F.

## CORRIGÉS

**L**a vie des idées resta profondément marquée, en France, par les mœurs et les mentalités de l'âge scolaire. On l'a bien vu avec le phénomène des « nouveaux philosophes ». La classe pensante les a accueillis, puis admirés ou jalouxés, exactement comme le lycée produit et considère ses surdoués de charme.  
Pour que les rites intellectuels ressemblent tout à fait à ceux de l'école, il manquait l'équivalent littéraire du commentaire, par le professeur, des meilleures dissertations. Voilà qui est fait avec le corrigé d'André Glucksmann par Maurice Clavel — *Deux siècles chez Lucifer* (1) — et celui de Bernard-Henry Lévy par Pierre Boutang : *Reprenons le pouvoir*.  
Sous sa forme scolaire, l'éloge de l'élève n'est souvent qu'un prétexte, pour le maître, à marquer l'antériorité de ses vues et la supériorité de son érudition. C'est un peu le cas de Boutang, dont les débats de l'été dernier sur les origines idéologiques du totalitarisme ont moins provoqué que réveillés les préoccupations. Soit dit en passant, il faudra bien s'interroger un jour sur cette bizarrerie que les philosophes ne se soient jamais autant souciés « du » politique, toutes générations et tendances confondues, que depuis qu'ils le tiennent pour indigent et négligeable !  
**B**OUTANG n'a donc pas attendu 1977 pour imputer le Goulag au marxisme, qualifié de pensée « nulle et minable ». D'Althusser, qu'il a connu monarchie avant la guerre, il dit, à la manière de Raymond Aron, qu'il a seulement cherché à rendre Marx « supportable aux agrégés de philosophie ». Tout en reconnaissant en Foucault un « curieux animal philosophique », indigne de la « maisie hégélienne », il lui en veut d'« évacuer l'étre et le divin. Delouze l'éclaira moins sur les liens entre désir et pouvoir qu'un certain... saint Paul.

## par Bertrand Poirot-Delpech

D'une façon générale, Boutang est porté, par sa mémoire peu commune et sa méfiance des modes, à « relativiser » les apports contemporains. Par-delà Ure von Balthasar — dernier conseil de lecture du cardinal Daniélou, — ses réflexions se nourrissent de préférences de la *Science nouvelle* de Vico ou du *Phédon* de Platon.  
De la *Barbare à visage humain*, il ne retient que la nostalgie de la transcendance et la « théologie » du pouvoir qu'il a cru y déceler, parce que l'une et l'autre confortant sa propre philosophie politique.  
**E**SQUISSE dans des essais de 1947 et 1958, sa thèse se distingue du faux positivisme de Meurtras, pour affirmer la transcendance du souverain.  
Contrairement à la plupart des penseurs contemporains, qui se contentent d'exercer le pouvoir comme un mal absolu et irrémédiable, il croit à une légitimité née de sa foi chrétienne et ancrée, comme chez Hegel, dans la famille : celle d'un monarque héréditaire régnant hors du nombre, de la force, de l'argent. Aux arguments connus en faveur de la royauté, il ajoute la meilleure résistance à la tyrannie des pays africains où la souveraineté retrouvée a pu coïncider avec quelque ancien trône.  
Quel qu'on pense de ces convictions et de leurs chances de triompher, il faut reconnaître qu'elles inspirent à l'auteur, comme naguère à Bernanos, une indépendance d'esprit exceptionnellement élevée, et des vérités drues qu'on ne lit plus ailleurs. Aux « nouveaux philosophes », dont la condamnation du marxisme le comble, il n'hésite pas à reprocher, tel un socialiste bon teint, leur mutisme sur les défauts du libéralisme, en particulier l'invasion des multinationales.  
Au Vatican, dont il admet l'autorité, il fait grief ouvertement de ne pas s'être plus indigné du Goulag que des camps nazis, alors qu'il en savait plus long que Soljenitsyne lui-même.  
Son espèce de « socialisme féodal », selon la définition de Marx, n'est sans doute pas aussi « révolutionnaire » qu'il le prétend — car le mot lui convient, au même temps qu'il lui « scotch les oreilles » — et on peut douter que le « prince chrétien » sur lequel il compte résister, mieux que d'autres familles régnautes d'Europe, aux intérêts des possédants, aux logiques du profit.  
(1) Le Seuil, voir l'article de Jean Lacroix dans le *Monde* du 11 janvier.  
(Lire la suite page 16.)

## Amour, mystère et coups d'épée

**Quand on réédite les romans pour tous du siècle dernier.**

**D**e quel aurions-nous parlé, qu'aurions-nous lu, volé tout juste un siècle ? Les *Trois Contes*, de Flaubert, et *L'Assommoir*, de monsieur Zola, bien sûr.  
Sans doute le *Nabab*, besogneux roman à clés et à scandale d'Alphonse Daudet ; peut-être la *Fille Elisa*, d'Edmond de Goncourt ; du Hugo, encore et encore, et du Jules Verne sans hésitation ; et pourquoi pas *Une vie* du diable, bon roman noir de Paul de Musset, ou le *Sans famille*, d'Elector Malot ? Au moins par curiosité, les premières livraisons de la *Veillée des chaumières*, puisque tous ces titres sont de la fin de 1877 ou des premiers mois de 1878.  
Et certainement un délicieux roman petit-bourgeois que son auteur, Eugène Chavette, a ingénument baptisé : *Aimé de son concierge* ; un petit chef-d'œuvre de roman à 20 sous (on pense au meilleur Labiche et aux premiers films de René Clair) que la collection des « Classiques populaires » nous rend aujourd'hui dans son intégralité et avec des illustrations d'époque (1877).  
Nos grand-pères avaient l'âme pure, et le concierge du 31 de la rue du Heider, lieu raciné de toute l'action, ne joue d'ailleurs dans cette-ci qu'un rôle effacé. C'est de la propriété de l'immeuble, la délicieuse Célestine, qu'est aimé Clivis, artiste en mansarde et bien de sa personne. Célestine est jeune, belle, fort

à son aise, et veuve. Non pas éplorée : son mari fut, nous l'apprendrons vite, un vieillard atrabilaire et cacochyme ; qui plus est, un pariaite canaille. Ni joyeuse, réservée mais sensible, sage mais entourée de mystères inquiétants, elle conduit sa barque vers le bonheur avec infiniment de prudente fermeté.  
De quoi de qui, a-t-elle si peur ? Pourquoi accorde-t-elle toute sa confiance à ce monsieur

Gravoiseau, le plus riche de ses locataires, qui sent son coquin d'une lieue ? La petite Lili, qu'elle donne pour la fille de sa cuisinière, n'est-elle vraiment que la filleule de Célestine ?  
Ne dénonçons pas ici cette intrigue bien ficelée, à travers laquelle courent en contrepoint les appels de la « flûte enchantée » d'un beau lieutenant de cavalerie, lui aussi locataire du 31, et les piteuses de M. de Rocambar, Chavette était un excellent fai-

seur ; nous lui devons une dizaine de romans « judiciaires » qui mériteraient une réédition, entre autres la *Chambre du crime* (1876), qui pose, pour la première fois dans l'histoire du roman, le classique problème de la chambre close ; et dont *Aimé de son concierge* est en somme le prolongement humoristique, puisque tout s'y passe entre le rez-de-chaussée et le cinquième d'un hounette immeuble du quartier de l'Opéra.  
La tragédie est vivement enlevée, souriante et attendrie quand il le faut, à l'occasion assez lestes.

*Calabre, par les rômes du Rhin, par les taïganes de Hongrie ou par les gitanoes d'Espagne. Nous ne savons absolument pas, et nous prenons l'engagement de ne point l'être davantage, si notre belle don a Cruz « soit une duchesse voilée ou une véritable fille de bohémienne. »*  
Ne le chicanons pas davantage sur le vraisemblance historique ou psychologique. Deux cents et une chaudière ? Pourquoi pas ? « Nous trons en quelque retraite ignorée, loin d'ici, bien loin ! Notre vie, je vais te la dire : l'amour à pleine coupe ; l'amour, toujours l'amour... »

ble capitaine Fellpone, et son ignobilissime fils, André, demi-frère d'Armand car le capitaine Fellpone, après avoir assassiné son colonel, a contracté sa veuve à l'épouse.  
C'est hugolien, dansque, machiavélique et, pour tout dire, rocambelesque. Ici encore ne boudons pas notre plaisir : ce pavé de quatre cent quatre-vingt-six pages se lit allègrement. Il y a du Balzac et du La Fontaine dans Bonson du Terrail, et finalement beaucoup d'impertinence.  
JACQUES CELLARD.

**JACQUES LAURENT**  
**Roman du roman**  
Les vrais romanciers ont mieux à faire que d'égoser. Quand ils en prennent le temps, c'est toujours un régal.  
Bertrand Poirot-Delpech - Le Monde  
**GALLIMARD**

Autre réédition heureuse dans la même collection : les deux volumes du *Bossu*, de Paul Féval, (1857-1858). Les premières pages en sont un peu lentes, un peu compassées.  
Ne vous rebutez pas : le premier coup d'épée donné (c'est la fameuse « botte de Nevers »), vous ne lâcherez plus ce diable de roman. Vous haïrez, comme toute la France à l'époque, l'ignoble Philippe Polyzène de Mantoue, prince de Gonzague, lâche assassin du beau Philippe de Nevers, son presque frère ; vous tremblerez pour l'innocente Aurore, victime d'un tragique destin ; et, surtout, vous frémirez avec le grand, l'immortel chevalier de Lagardère, premier superman de notre littérature.  
Ne soyons pas plus dupes de ces chevauchées héroïques et de ces mystères transparents que ne l'était Féval lui-même, qui s'offre le luxe d'écrire (p. 112) : « Il y a une fatale histoire dans leur vie, c'est l'histoire de la pauvre enfant enlevée à sa mère, qui était duchesse, par les gypsies d'Ecosse, par les zigaris de la

Calabre, par les rômes du Rhin, par les taïganes de Hongrie ou par les gitanoes d'Espagne. Nous ne savons absolument pas, et nous prenons l'engagement de ne point l'être davantage, si notre belle don a Cruz « soit une duchesse voilée ou une véritable fille de bohémienne. »  
Ne le chicanons pas davantage sur le vraisemblance historique ou psychologique. Deux cents et une chaudière ? Pourquoi pas ? « Nous trons en quelque retraite ignorée, loin d'ici, bien loin ! Notre vie, je vais te la dire : l'amour à pleine coupe ; l'amour, toujours l'amour... »  
En vérité, Paul Féval mérite mieux que cette ironie facile. Le *Bossu* n'est ni un chef-d'œuvre ni son chef-d'œuvre, c'est un très bon roman de cape et d'épée, un peu grandiloquent et dont les ficelles sont parfois un peu grosses. Mais ce qu'il laisse lire à avec bien de l'agrément.  
Quatrième titre de la collection : le *Rocambeole*, de Pierre-Alexis Bonson du Terrail, grand sèigneur authentique (mais décafé), et galérien de la plume. Ou du moins le premier épisode (*L'Héritage mystérieux*) des aventures... rocambelesques de ce génie du mal dont la publication devait s'étaler sur vingt-cinq ans (1859-1884).  
*L'Héritage mystérieux*, ce sont les 12 millions (de franc-or) : 20 milliards de nos centimes ! Le roman populaire a toujours vu grand ! du baron Kermor de Kermarquet. C'est surtout la lutte implacable du bien et du mal, représentés par deux lignées, celle du colonel Armand de Kergaz et de son fils Armand : les blancs et les noirs ! L'igno-

Aux Editions Garnier, collection « Classiques populaires », dirigée par Claude Gantier.  
★ **AIMÉ DE SON CONCERGE**, d'Eugène Chavette, roman, 228 p., illustrations, 35 F.  
★ **LE BOSSU**, de Paul Féval, roman ; tome I, « Le Petit Parisien », 238 p., illustr., 35 F. ; tome II, « Le Chevalier de Lagardère », 310 p., illustr., 35 F.  
★ **ROCAMBOLE**, de Bonson du Terrail, roman ; tome I, « L'Héritage mystérieux », 424 p., 44 F.  
**Nouveautés**  
**LA DOUCEUR DE VIVRE** — Dans un roman autobiographique, notre collaborateur Paul Morelle conte l'éducation politique et sentimentale d'un jeune homme pauvre au temps du Front populaire (Sagittaire).  
**UNE OMBRE** — Le dernier roman, machévé, d'Henri Bosco relate la poursuite d'une « Ombre » selon un itinéraire parsemé de signes éotériques (Gallimard).

# GRAND PRIX DE LITTÉRATURE FANTASTIQUE D'AVORIAZ



Pascal Bruckner  
Allez jouer ailleurs  
SAGITTAIRE

## Le Monde DE L'ÉDUCATION

Dans le numéro de février  
Un sondage exclusif de la SOFRES

### LE VOTE DES ENSEIGNANTS

POUR QUI LES ENSEIGNANTS VONT-ILS VOTER EN MARS ? COMMENT SE SITUENT-ILS SUR L'ÉCHOUER POLITIQUE ? OUELLE EST LA CLIENTÈLE REELLE DES PARTIS ET DES SYNDICATS ? LES MAÎTRES OU FRIVS SONT-ILS PLUS CONSERVATEURS QUE CEUX DU PUBLIC ? LES ENSEIGNANTS DE GAUCHE SONT-ILS PLUS « PROGRESSISTES » SUR LE PLAN PÉDAGOGIQUE ?

POUR LA PREMIÈRE FOIS, UN SONDAJE D'OPINION DÉCRIT LES ATTITUDES POLITIQUES DES ENSEIGNANTS DU PREMIER ET DU SECOND DEGRÉ.

Dans le même numéro :

Les enseignants, la presse et la télévision. Les jeunes de la chanson. La formation des vétérinaires. « Décentraliser l'éducation », par Olivier GUICHARD. Les réformes éducatives au Sénégal. Les métiers du cinéma et du froid.

Le Monde de l'éducation

5, rue des Italiens - 75227 PARIS - CEDEX 09.  
Le numéro : 6 F. - Abonnements (11 numéros par an) : 60 F.

# HENRI IV ou la grande victoire

Yves Cazaux

Un des plus grands livres d'histoire publiés en France depuis la dernière guerre. Un livre d'une originalité saisissante sur un des français les plus originaux. Un feu d'artifice d'idées neuves, capables d'éclairer aujourd'hui nos ténérables / Paul GUTH.



ALBIN MICHEL

## la vie littéraire

### La fin des Mémorables

Directeur des *Nouvelles littéraires* de 1922 à 1936, Maurice Martin du Gard, disparu en 1970, est l'un des meilleurs mémoralistes de l'entre-deux-guerres : il a l'œil, l'oreille, le sens du pittoresque et la den d'ubiquité, sans compter celui de double vue. Ses deux volumes des *Mémorables* (1957-1960), entre autres, ressuscitent, saisis dans la vérité de l'instant, une foule de personnalités littéraires et politiques, Anatole France dans la rue et Clemenceau à la tribune, les vieux symbolistes et les jeunes dadaïstes, Auréa et Anna de Noailles, et Colette au Malin, ou encore Radiguet, Barrès et Jacques-Emilia Blanche, pour ne prendre que quelques exemples au hasard.

On attendait avec curiosité le dernier tome d'une œuvre si chatoyante. Il va paraître en septembre, à l'initiative de M. André Damien, maire de Versailles, et sous l'égide d'un comité prestigieux, dont Georges Auric a accepté la présidence. Une préface de Chardonne (un inédit retrouvé) couvrira la troisième tome des *Mémorables* Eric Rousselet, 34, rue des Missionnaires, 78000 Versailles, 320 pages, 55 francs. Édition de Luxa hers commerce : 120 francs. — G. G.-A.

### L'histoire sur un agenda

Pour les rendez-vous de la gauche — unie ou non, — il n'est pas trop tard pour utiliser, cette année, l'agenda Savelli 1978, intitulé : « Trois cent soixante-cinq jours du mouvement ouvrier. »

D'inspiration plutôt soixante-huitarde, ce livre sur lequel on peut prendre des notes donne jour par jour les « grandes dates » historiques et permet d'établir des rapprochements curieux qui feront réfléchir sur la célébration des anniversaires ! Par exemple, c'est un 12 avril qui commence la guerre de Sécession (1861) et que Gagarine devient le premier homme dans l'espace (1961) ; c'est un 10 octobre que Christophe Colomb découvre l'Amérique (1492), que commence la grève des chemins de fer français (1910), que Trotski est élu président du soviet de Pétrograd (1917) ou encore, c'est un 21 janvier que Louis XVI est guillotiné (1793) et que meurt Lénine (1924). — N. Z.

### Byronouth : trois cents numéros d'Al Adab

La revue *Al Adab* (*Littérature*) vient de fêter sa vingt-cinquième année d'existence et son trois centième numéro. Dirigée par l'écrivain libanais Souheil Idriss, *Al Adab* a joué un rôle très important dans le mouvement littéraire arabe. Non seulement c'est dans *Al Adab* que furent publiés les premiers textes des grands poètes et écrivains arabes d'aujourd'hui comme Seyyâb, Abd Sabour, Higazy, Bayell, Darwich, etc., mais c'est aussi autour de Souheil Idriss et de la revue que s'est constituée une certaine avant-garde de l'écriture dans le monde arabe.

Souheil Idriss a créé aussi une maison d'édition, Dar Al Adab, qui a publié les auteurs découverts par la revue. Il a fait un gros effort de traduction de la littérature française. C'est Souheil Idriss qui a introduit au Liban les romans de Malraux, Camus, Sartre, etc. Certains romans français paraissent presque en même temps à Paris et à Beyrouth. C'est ainsi que vient d'être publié, dans une traduction de Souheil Idriss, le dernier prix Fémina, le roman de Régis Debray, *La nage brève*. — T. B. J.

### L'Autriche : inexistante ou stéréotypée

On a peiné à le croire, mais dans les manuels d'allemand utilisés dans les lycées français l'Autriche est quasiment absente. C'est ce qui ressort d'une étude fort sérieuse menée par Christiane et Gilbert Ravy dans le cadre de l'université de Rouen sur l'image de l'Autriche dans les manuels d'allemand en France - 1950-1975 (PUF, 140 p., 60 F.).

Ainsi, jusqu'en 1970, sur les cartes, l'Autriche n'est même pas représentée — ou alors de manière incomplète. Certes, dans les manuels plus récents, elle ne se contond plus avec l'Allemagne, mais l'accent est essentiellement mis sur son glorieux passé. Les jeunes élèves français, Robert C. et G. Ravy, ne sont sans doute pas près d'échapper à ces réflexes si fortement fixés, qui, à l'énoncé du mot Autriche, font surgir quelques mots-clés : Vienne et l'opéra, Vienne et le Prater, le Festival de Salzbourg, Mozart... — R. J.

### Un « Jules Verne inattendu »

De multiples manifestations et une floraison de rééditions ont marqué la 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Jules Verne. Mais, une fois de plus, la partie avant-gardée et socialisante de l'œuvre de l'écrivain nantais a été quelque peu estompée par l'image traditionnelle d'auteur pour la jeunesse, créateur du merveilleux scientifique et de l'aventure éducative. Déjà, du vivant de l'auteur, les « écrits » de Jules Verne avaient été sanctionnés, sous la forme d'un étouffement des ventes, par un public peu sensible aux audaces polittiques.

En rééditant trente-quatre volumes méconnus, 1018 a voulu mettre en lumière cet aspect éblié du père de Philéas Fogg. Cette nouvelle série « Jules Verne inattendu » a été confiée à Francis Lacassin, déjà chargé de la publication des œuvres de Jack London, de R.-L. Stevenson et de Gustave Le Rouge. A partir du 15 février, paraîtront les deux premiers ouvrages de la série de dix volumes prévus pour 1978. Il s'agit des *Nautescu* ou « Jonathan », qui relate l'expérience d'une colonie socialiste critiquée d'un point de vue anarchiste, et de *Familia* sans nom, qui est un pamphlet lyrique au sujet du Québec libre porté par des mystérieuses aventures. Ce second volume est complété par deux études de Francis Lacassin : *Jules Verne et le socialisme clandestin* et *Jules Verne précurseur de « Vive la Québec libre ! »*. En ces temps d'inflation polittique, l'électeur iraquien appréciera les prises de position généreuses d'un auteur qui, à défaut de promettre la Lune, se contentait d'y aller... — B. A.

### Le temps des égéries

Celle qui fut « la Berma » de Proust qui suscita des œuvres aussi différentes que *Salomé* ou *l'Agilon*, qui fut « adorée » de Montesquieu et Wilde, aimée de Hugo et admirée par Cocteau, cette égérie d'un temps où l'on se battait pour un cliquetement d'éventail et s'entre-tuait pour une collane... assassina : Sarah-Barnhardt revivra chez Baland dans un livre qui aura été le dernier de son auteur, Philippe Julian, le biographe de Proust, Wilda, d'Annunzio, Jean Lorrain, Montesquieu, décadé de mort volontaire en septembre 1977. — P. M.

## vient de paraître

### Romans

PAUL HORDEQUIN : *La Majorité*. — L'auteur du *Temps des cordes*, prix Fémina 1971, propose l'histoire mythique d'une ville que surprend un déluge et de ses restes. (Table ronde, 232 pages, 43 F.)

PAUL HORDEQUIN publie simultanément *Les Vingt-Trois Siècles de Lawrence Sanders*, une étude sur l'écrivain anglais avec lequel il vit dans le midi de la France. (Henri Veyrier, 144 pages, 36 F.)

BETTY TRUCK, GILLES PERRAULT et JEAN COSMOS : *La Fillette*. — Un traité s'est-il glissé dans la troupe des évadés schématisés par le Résistant ? *La Fillette* fait aussi l'objet d'un feuilleton diffusé le jeudi, à 20 h. 30, par TF 1. (Éditions Mengès, 320 p., 34 F.)

### Poésie

LUC BERMOND : *Demain la veille*. — Publié avec le concours du Centre national des lettres, no ouvrage recueilli de Luc Bermond. (Édit. Saint-Germain-des-Prés, diff. 70, rue de Cherche-Midi, 75006 Paris, 124 p., 35 F.)

MAX LOREAU : *Chants de perséphone venue*. — Un lyrisme au service de l'Apocalypse et de la renaissance. (Gallimard, 120 p., 32 F.)

### Littérature étrangère

IVO ANDRITICH : *Éléphant de verre*. — Récit de Boune et d'Alina. Prix Nobel de littérature en 1961 et mort en 1975. Traduit du serbo-croate par Janine Matillon et préface par Fedor Mostrejevitch. (P.O.F., 204 p., 42 F.)

LÁHA HUSSEIN : *Am-déjà du Nil*. — Un important choix de textes de l'écrivain et journaliste égyptien, établi et présenté par Jacques Berque. Traduit de l'arabe par Michel Hayek, Anouar Louca, André Miguel et Jacques Berque. (Gallimard, « Connaissance de l'Orient », collection UNESCO d'œuvres représentatives, 275 p., 58 F.)

### Philosophie

GILBERT RYLE : *La Notion d'esprit*. — Par ce grand philosophe anglais, mort il y a deux ans, une critique de la métaphysique voisine de celle de Wittgenstein. Préface de F. Jacques. Trad. de l'anglais par S. Stern-Gillet. (Éd. Payot, 314 p., 99 F.)

GEORGES AMADO : *L'Ère et la psychanalyse*. — Un psychanalyste tente d'éclairer l'ontologie implicite de sa discipline. (P.U.F., coll. « Philosophie d'aujourd'hui », 283 p., 68 F.)

KAREL KOSIK : *La Dialectique du concret*. — L'œuvre majeure d'un philosophe marxiste tchèque souvent comparé à Lukacs. (Ed. Maspero, 178 p., 36 F.)

MAYOTTE BOLLACK : *La Raison de Lucrèce*. — Une lecture nouvelle de Lucrèce attentive aux moyens d'expression de la poésie philosophique, et qui débouche sur une attaque des modes et des manières de la critique traditionnelle. (Les Éditions de Mianit, « Les sens communs », 632 pages, 82 F.)

### Sciences humaines

JEROME LISS : *Détoqueux et émotion*. — Un panorama des nouvelles thérapies axées sur le corps par un animateur de groupes de bio-énergie. Trad. de l'américain par J. de Panafieu et A. Blass. (Ed. Tchou, 308 p., 49 F.)

MAURICE BELLET : *La Théorie du son*. — Où inscrire l'expérience psychanalytique ? C'est un « voyage » et non une théorie que propose ici Maurice Bellet. (Ed. Desclée de Brouwer, 286 p., 52 F.)

JEAN-MARC LEPELERS : *La Jossence symbolique*. — A cheval entre l'économie et la psychanalyse, une réflexion sur les systèmes de signes et leurs rapports au désir. (Ed. Anthropos, 234 p., 45 F.)

### Histoire

ERIC HOBBSBAWM : *L'Ère du capital (1848-1875)*. — Le décollage économique de l'Europe vu par un historien marxiste et britannique. (Payot, 468 p., 120 F.)

PIERRE CHAUNU : *La Mémoire et le Sacré*. — De la démographie historique comme support de la métaphysique. (Calmann - Lévy, 284 p., 55 F.)

PAUL SERANT : *Les Destinées de l'Action française*. — Essai sur l'un des mouvements politiques les plus controversés de l'histoire de France. (Copersic, 323 p., 58 F.)

### Religion

LEON GORNY : *La Kabbala*. — Les filiations entre la kabbale juive et la cabale chrétienne. La richesse et la complexité d'une théosophie. (Pierre Belfond, 317 p., 65 F.)

*Encyclopédie de la mystique juive*, sous la direction d'ARMAND ABECASSIS et GEORGES NATAF. — Loin de se figer dans une institution normative le judaïsme a favorisé les grands courants mystiques qui s'y sont nourris. (Ed. Berg International, 1 530 p., 340 F.)

*Invoqueurs des démons*. — Un recueil de textes de leurs supplices et de leurs diableries. (Éditions Robert Morel, 55 p.)

LE POÈTE FRANÇOIS MAYNARD possède encore assez d'amis à Saint-Céré, à Toulouse, à Aurillac, dans le Lot, à l'Académie française, dont il fut, et ailleurs (jusqu'aux États-Unis) pour que ceux-ci se soient vus sept ans à faire sortir sa vie et son œuvre du silence et de l'ignorance.

Le poète maître des « Cahiers Maynard » vient de paraître. On y discute entre autres de l'identité de la « Belle Vieille », de la place de l'Espagne dans l'inspiration du poète, un inventaire des documents et des fonds d'archives, notamment celui retrouvé à Castelnaud-Estretéfendus (Association des amis de Maynard « La Petite Rivière », Epiré, 49170 Saint-Georges-sur-Loire).

UNE EXPOSITION VALÉRY LARBAUD, riche de huit cents documents, photos, portraits, manuscrits, inédits, correspondance, autographies, etc., se tient jusqu'au 25 février à la Bibliothèque royale Albert-I<sup>er</sup>, galerie Bouvoux, Mont des Arts, Bruxelles. Celle-ci a été réalisée avec le concours du Fonds Larbaud de la ville de Vervins, du Musée de la littérature de Belgique et de collectionneurs privés belges.

L'HISTORIEN ANDRÉ CASTELLOT a obtenu le prix du Cercle de l'étoile 1978 pour son livre : « Maximilien et Charlotte en la Tragedie de l'ambition » (Librairie académique Perrin).

LE MAGAZIN OU MYSTÈRE REPARAIT. — Le précédent éditeur, Frega, connaissant des difficultés, la réédition, animée en particulier par Luc Geslin et Georges Eliezen, a décidé de reprendre elle-même en main le mensuel « le Magazine du mystère », qui est aujourd'hui le seul de son genre après la disparition de « Hétéroclit-Magazine », « Le Saint-Magazine », « Shock », etc. Les précédents numéros avaient été imprimés en Italie, celui-ci l'a été en France.

LA BIBLIOTHÈQUE LITTÉRAIRE JACQUES DOUCET vient de recevoir une importante collection de manuscrits de Pierre Reverdy. La donation en a été faite, peu de temps avant sa mort, par Marguerite-Almée Maeght. Il s'agit des originaux restés en la possession du poète à sa mort : nombreux carnets et bloc-notes des années 1928-1934, 1935-1946, dont Reverdy avait extrait la substance du « Livre de mon bord » et d'« Eu trac » (ils contiennent encore des inédits), travaux préparatoires des « Ardoises de table » et de « la Liberté des mers », dossier de la revue « Nord-Sud », etc.

LES ÉDITIONS SPARTACUS font paraître un ensemble de textes sur « Le nouveau mouvement ouvrier américain » (167 p., 25 F.).

LES CANDIDATS AO GEORGES PERNOD (5 000 F.), décernés à trois des meilleurs auteurs de thèses de pédagogie, psychologie, psychiatrie, médecine, sociologie, doivent faire parvenir leurs travaux au secrétariat du prix 14, rue de l'Académie-Comédie, 75006 Paris, avant le 28 février 1978.

LA LANTERNE NOIRE, revue de critiques anarchiste, présente dans son numéro 9 une étude sur « L'Etat et la terreur » (P. Bachelier, B.P. 144, 93360 Montesson-la-Ferrière).

QUATRE NOUVELLES REVUES : « Chemin de route », publication trimestrielle qui rassemble, dans son premier numéro, des textes sur la torture (Christian Tardieu, 3, rue Bousseau, 13005 Marseille) ; « Pli », fondée par un groupe de poètes, de dessinateurs, de photographes du Beauvaisis (Gérard Fournaison, B.P. 14, 60370 Berme) ; « Numéro », publication trimestrielle de poésie, qui propose des inédits de Quail Biga (Émile Zeman, Ecole du banquet de Sainte-Colombe, 84410 Bedout) ; « Jangle », où se répondent photos, poèmes et notes critiques (Éditions du Castor Astral, B.P. 63, 33402 Talence).

LE DEUTSCHES LITERATUR-ARCHIV, MARIASCH AU NEUCHÂTEL, entreprend actuellement de dresser un registre des lettres imprimées ou manuscrites de l'écrivain autrichien Hugo von Hofmannsthal. Toutes les personnes qui possèdent des lettres ou des lettres ou en ont encore inédites ou qui peuvent fournir des informations concernant ce sujet, ou qui sont à même d'indiquer d'autres ouvrages ou périodiques où des lettres de Hofmannsthal ont déjà été publiées, peuvent se mettre en rapport avec le Deutsches Literaturarchiv, Postfach 57, D-1140 Mariasch a.N., sous la rubrique : Hofmannsthal-Briefe.

LES 4 ET 5 FÉVRIER 88 TIENDRA A PARIS UN COLLOQUE INTERNATIONAL DE PSYCHANALYSE sur le thème : « Obsédances de l'incestueux et pouvoirs ». Organisé par Armando Verdiguano, il réunira des philosophes, des psychologues et des psychanalystes, dont Pierre Kaufmann, Philippe Sollers, Bernard Henri Lévy, Daniel Sibony, Fernand Deligny et François Perrier. Les conférences et les débats auront lieu à la Maison de la chimie (28, rue Saint-Denis) et à l'Institut Italiano di Cultura (50, rue de Valenciennes).

INCENDIE DE FORÊT : possible dans son numéro 15 un texte intitulé « Phare de l'avenir » et manifeste du surréalisme aux États-Unis (Le Métier, B.P. 24, 75800 Paris Cedex 18).

هكذا من الأصل

écrits intimes

Jacques et le lion

L'AMOUR d'une femme, de sa femme, est au cœur de l'œuvre de Jacques de Bourbon-Busset et de ces deux livres encore, le tome VII du Journal (décembre 1976-septembre 1978), Tu ne mourras pas : ses entretiens avec Jacques Faugam, Je n'ai peur de rien quand tu es sûr de toi. L'amour ou d'André Breton. La folie de l'amour total qui est la vraie sagesse, peut-être. Il y a là un secret. On touche à un sacré. Celle qu'il appelle superbement, amoureusement, la Lion, s'accommode de ce que d'autres ne supporteraient pas. Par distraction sans doute, fascination de ce qui (de celui qu'il compte seul pour elle, Laurence laisse dire, écrire, publier. Saut un livre, un seul, que Jacques, à quelques dates rituelles, compose pour elle seule. « Il n'y a pas d'amour conjugal, mais il y a un amour nuptial et c'est le plus grand. » Il faut être très avancé dans cette connaissance, dans cette religion-là, pour en parler, en laisser parler avec un tel naturel. C'est beau, impressionnant, impudique, et cela fait peur. Et Jacques de Bourbon-Busset vit dans le plaisir du bonheur et le bonheur du plaisir, l'un et l'autre mêlés, c'est dans l'angoisse. Ses deux livres sont des conjurations. Ils menient pour désenchanter l'impossible et l'indélébile : Tu ne mourras pas, alors que la mort ne cesse de menacer l'amour : Je n'ai peur de rien quand tu es sûr de toi, alors que l'époux est sûr de l'épouse, mais qu'il a peur de tout en ce qui la concerne. Notre mort ne nous devient tolérable qu'à la pensée de cet inolérable pur : la mort de l'être aimé. Ce volume du journal s'achève sur cet autre exorcisme : « A l'irréversibilité de la mort répond l'irréversibilité d'un amour sans retour. » Oui, soit, pourquoi pas, on ne sait jamais, on ne sait que trop, hélas ! CLAUDE MAURIAC. \* TU NE MOURRAS PAS, journal VII, de Jacques de Bourbon-Busset. Gallimard, 302 pages, 48 F. \* JACQUES FAUGAM QUESTIONNE BOURBON-BUSSET. Gallimard, 208 pages, 25 F.

roman

Pierre Boule contre l'écologie

Les vertus du pétrole et de l'atome. EN a-t-il du courage, Pierre Boule ! A contre-courant de la mode, à la barbe des écologistes, le voici qui prend la défense du progrès technique, qui va jusqu'à célébrer simultanément les vertus du pétrole et de

mêmes. Le héros, un pétrolier géant propulsé par un réacteur nucléaire, transporte 800 000 tonnes d'or noir de la mer Rouge aux côtes bretonnes. L'horreur qu'il inspire lui vaut d'être haï sous le surnom de Léviathan, alors que ses armateurs l'avaient baptisé Gargantua. Ses armateurs seuls, l'Eglise s'est dérobée, prétextant, par la bouche d'un évêque qu'il semblait peu probable que ce monstrueux engin fit une entreprise agréable à Dieu. Et des politiciens aux pêcheurs à la ligne, des fortes têtes aux belles consciences en passant par les esprits simples, chacun crie haro sur ce baudet-cargo qui fait figure de bête de l'Apocalypse. Criez, brave gens ! Du haut de la passerelle, le capitaine Pierre Boule toise les protestataires et leur prépare un tour à sa façon. Nous ne vous dirons pas lequel, car il constitue le clou du roman. Coup de pied de l'âne ou chiquenaude de la Providence, soudain la situation se renverse, obligeant les bons apôtres à solliciter la grâce du diable. Le bien et le mal ont troqué leur place. Depuis le Pont de la rivière Kiozi jusqu'aux Histoires perfides, notre auteur aura consacré une vingtaine de livres à semer le trouble dans les esprits. En introduction de son dernier ouvrage, il avoue ne découvrir qu'aujourd'hui, au bout de vingt-cinq ans, que toute son œuvre reflète, illustre, s'acharne à démontrer la relativité des certitudes humaines. Il écrit pour brouiller les cartes, saper les principes, nous rappeler à l'ordre du doute, et donc de la tolérance. En quelques phrases lapidaires, il scie les barreaux sur lesquels sommeillent nos certitudes et les cootrait à repartir, en quête de vérité. Cette fois, pourtant, il risque de s'être attaqué à plus fort que lui. Si bénéfice soit-il, son Léviathan ne dissipe pas nos craintes. Il suffirait d'un rien, d'un pépin mécanique, d'une suite d'erreurs de Pierre Boule, pour déclencher la catastrophe. Dans un prochain roman peut-être. GABRIELLE ROLIN. \* LE BON LEVIATHAN, de Pierre Boule. Julliard, 215 pages, 35 F.



★ Dessin de Julien.

l'atome, jusqu'à soumettre l'environnement à tous les caprices de l'homme. Se gaussant de nos crabates, brocardant les idées reçues dans les meilleurs milieux, il refuse de tenir la pollution pour un fléau. A l'en croire, « ces prétendues nuisances dont on nous rebat les oreilles marquent l'apparition d'une nouvelle étape dans l'évolution, étape à laquelle les organismes s'adapteront comme ils se sont adaptés à bien d'autres avatars depuis qu'il existe des organismes ». Peut-être refusera-t-il la paternité de tels propos qu'il prête à l'un de ses personnages, mais comment nierait-il que sa fable l'engage dans le camp des apprentis sorciers. Jugez vous-

correspondance

ARTAUD ET ANIE

L'absolu ou rien. LES vingt-quatre Lettres d'Antonio Artaud à Anie Besnard, qui viennent d'être réunies en une très élégante plaquette couleur vert d'eau dans un supplément du Nouveau Commerce, retracent un moment à peu près méconnu de la vie d'Artaud : la profonde amitié qui le lia à Anie Besnard, qu'il rencontra lorsque celle-ci avait quinze ans, qu'il recueillit chez lui à l'époque où il montait les Cenci, et avec qui il entretenait une longue correspondance. Un admirable travail de typographie restitue la forme même de l'écriture. Beaucoup de ces lettres ont été perdues, certaines figurent éparpillées dans les œuvres complètes ; celles qui sont rassemblées datent de 1941 à 1947, de Ville-Evrard, Rodez et Paris et qui donnent un portrait intime et déchirant des dernières années d'Artaud. L'amitié « innocente » qu'il porte à la jeune fille, puis à la jeune femme, à qui il reproche sans cesse de ne pas écrire, de s'éloigner de lui, d'obéir aux forces maléfiques qui la détournent de lui. « Voilà huit mois que je vous attends, toi, jour après jour, heure après heure. » (28 juin 1941, Ville-Evrard) ; « Il y a un homme, il y en a certes plus d'un qui ont eu une très mauvaise influence sur votre vie, sans cela vous ne m'auriez pas abandonné et oublié comme vous l'avez fait depuis trois ans. » (Rodez, 10 février 1944) ; et dans la même lettre : « Je suis bien (...) que je suis dans l'esprit de beaucoup de gens ce que les hommes appellent un faux prophète et un prophète de malheur et que c'est pour cela d'ailleurs qu'on m'a fait enfermer depuis bientôt sept ans dans un asile d'aliénés, comme empêcheur de danser en rond. » « Vous m'avez et ne cessez pas de m'oublier. Qu'est-ce que cela peut dire ? » (Rodez, 26 février 1944) ; « ... Cela veut dire qu'une horde de démons organisés, et qui sont des hommes, sont autour de vous depuis des années pour vous empêcher de penser à moi. » La vie les sépare, les rendez-vous manqués augmentent, Artaud reproche à Anie — qui est mariée — son engorgement et ressasse ses attentes déçues : « Je me demande, écrit-il le 6 février 1947, si embarquée le 15 octobre 1944 pour Rodez, descendue du train à une station, au milieu de la nuit, puis assassinée et asphyxiée et votre corps jeté dans un champ, vous ne vous êtes pas retrouvée un beau matin dans votre lit, avec simplement, la tête un peu vague. (...) » Dans sa dernière lettre, non datée (année 1947), évoquant l'enfer que fut sa vie depuis cinquante ans, il écrit : « Je n'ai trouvé qu'un amour entier et qui me comprenne, le vôtre. Mais je sens que cet amour est à bout d'efforts. Vous n'en pouvez plus... » « Avec moi, criait Artaud, c'est l'absolu ou rien. » N. Z. \* LETTRES A ANIE BESNARD, d'Antonio Artaud. Le Nouveau Commerce, 52 pages, 35 F.

poésie

LE VISAGE DE GEORGES PERROS

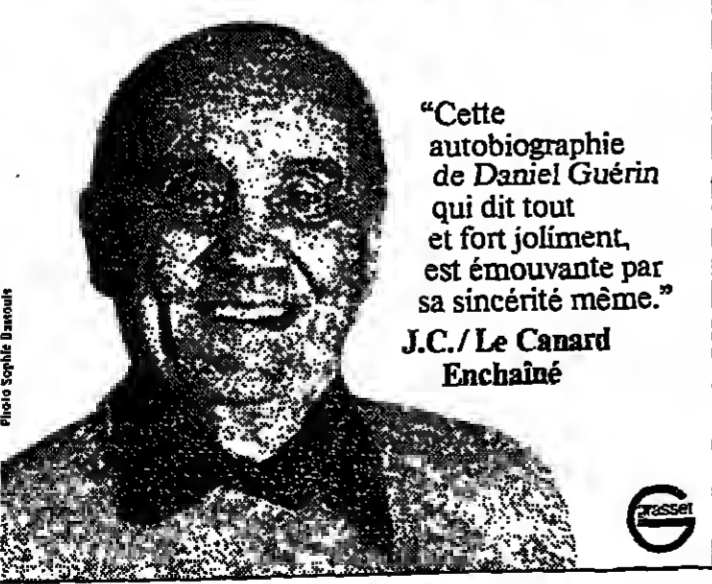
Après la mort de Georges Perros, survenue le 24 janvier (voir le Monde du 26 janvier), nous avons reçu ce témoignage d'Henri Thomas. GEORGES PERROS, Parisien, avait choisi de vivre à Douarnenez, non seulement parce qu'il aimait la mer et la terre de Bretagne, mais parce qu'il était plus près, là, de tous ses amis, dont il semblait s'éloigner, plus présent au milieu de nous. Il n'avait pas besoin de venir souvent à Paris : il y vivait par ce qui nous parvenait de lui, sa prose aigüe, familière, profonde, ses poèmes elliptiques, ses lettres. Il avait pris du champ (cela n'avait pas été facile), nous étions pour lui un horizon qui l'amusait, qu'il aimait, et pour lequel il avait aussi des fleches bien envoyées — ses Télé-notes à la N.R.F. en témoignent. Ceux qui sont entrés dans le minuscule pen-foi, la maisonnette de grandit entre les grands arbres et la mer, où il allait travailler chaque jour, ne peuvent y songer maintenant sans déchirement. Entre « la petite maison », cadeau de son rude ami, le maître de Douarnenez, et l'étroit appar-

tement où il retrouvait les siens, la vie pouvait être heureuse, en somme, malgré la pauvreté. La dernière fois que je l'ai vu là-bas, il m'avait joué la Gymnopédie de Satie, sur le piano droit qui tenait beaucoup de place dans la chambre de Catherine, sa fille adolescente. C'était peu de jours avant qu'il ne revienne de l'hôpital parisien où il vient de mourir. Lors de son premier séjour dans ce même hôpital, en mars 1976, il m'avait laissé un petit poème qu'il avait écrit alors qu'il avait perdu la voix à la suite d'une première opération. Le voici : « Étais oiseau sur basse branche Mais on m'a coupé le sifflet, Jusque parole à tout le monde, L'aurai-je passé mon oral, Voici que le mutisme abonde Mon caspail. Plus qu'à moitié ma langue est morte M'en reste-t-il de quoi froisser Doucement la harpe ? Une porte N'a plus de clé. »

Echancures

Un livre de Georges Perros a été publié, peu avant sa mort, aux éditions Calligrammes. Il s'agit d'un recueil d'aphorismes, intitulé Echancures (I). En voici quelques-uns : « Je suis persuadé qu'on rencontre sa mort durant sa vie. Mais on ne la reconnaît pas. A peine risque-t-on d'en sentir le frisson. Souvent dans le regard d'autrui. » « Dire je est incomparablement plus modeste que dire nous. Cela devrait aller de soi. Mais non, disent-ils. » « Qui sort pour se sauver est fou d'avance. » « Notre monde sera peut-être celui d'une grande confirmation : les hommes ne sont pas faits pour s'aimer — malgré le mot d'ordre bien connu. Alors il faut qu'ils s'aident à survivre sans l'amour. » (1) 21 F. 23, rue du Saïa, 29000 - Quimper.

Daniel Guérin Le Feu du Sang



"Cette autobiographie de Daniel Guérin qui dit tout et fort joliment, est émouvante par sa sincérité même." J.C./Le Canard Enchaîné

CRITIQUE COMMUNISTE N° spécial 20/21 FÉMINISME ET MOUVEMENT OUVRIER Au sommaire : capitalisme et oppression des femmes - De la Première à la Troisième Internationale, la question des femmes - Les analyses d'A. Kollontai... 224 p., 20 F. en vente dans les librairies Abonnements : 10 n° : 100 F (étranger 120 F) Aux Editions La Brèche, 99, rue de l'Ouest, Paris-14° 543-85-74.

front polissario l'âme d'un peuple Ahmed Baba Miské éditions rupture

Françoise Dolto interpellée par Gérard Séverin l'évangile au risque de la psychanalyse 35f jean-pierre delarge

un manifeste pour les libéraux La liberté a des idées Jean-Claude Collin

# CORRIGÉS

AVEC Cornelius Castoriadis, les confusions ne sont pas à craindre, et toute tentative de transition logique serait vaine.

Tout au plus rattrouve-t-on d'un auteur à l'autre, signe probable de l'époque entière, un refus farouche des embridgements, le réflexe universitaire, évoqué au commencement, de corriger le copia du voisin.

L'article que Castoriadis a consacré au *Destin si funeste*, de Roustang, constitue probablement la critique la plus rude

par Bertrand Poirot-Delpech

du lacerisme comme « circuit allénié et aliénant ». Rageusement polémique, son texte d'évriil dernier dans *Topique* met à mal le structuralisme, Althusser, Barthes, Foucault et « quelques vidames secondaires », coupables de monter « dans les trains en marche » et de favoriser « le règne généralisé du n'importe quoi... »

TANT de sévérité oblige à s'exposer soi-même, et à proposer. Castoriadis le fait avec autant de prudence inquiète que Boutang mat de violence à assener son credo. L'auteur des *Carrefours du labyrinthe* ne dispose pas,

lui, de remède miracle contre le mal du pouvoir. Aucune providence ni aucun prince innocent ne veilla sur son avenir.

Conscient que la philosophie n'est qu'une création historique, il interroge méthodiquement le psychanalyste, les sciences du langage — de vérité et de transformation plus qu'avec l'espoir de percer jamais le secret.

Penser ne consiste pas, selon lui, à sortir de la caverne ni à remplacer l'incertitude des ombres par les contours tranchés des choses elles-mêmes. C'est faire apparaître le labyrinthe des connaissances provisoires, y pressentir des carrefours éphémères, c'est tourner en rond dans la cul-de-sac jusqu'à ce que des fissures surgissent. Sur la modèbe de l'inconscient, le monde cessa d'être un objet à connaître pour devenir une chance de métamorphose.

De ce guet au fond du trou où l'instinct à charcher provoque d'insupportables lézardes et ouvre des horizons jamais sûrs, Castoriadis paria un écrivain véritable. On eongé à Hegel quand il évoquait l'éventualité que l'homme, au lieu de s'évertuer à savoir, soit resté « face au ciel, parmi les fleurs... »

\* « Représenter le pouvoir », de Pierre Boutang, Sagittaire, 235 pages, 46 F.

\* « Les Carrefours du labyrinthe », de Cornelius Castoriadis, Le Seuil, 313 pages, 59 F.

## société

### Les yeux écarquillés de Louis Leprince - Ringuet

Un académicien tire la sonnette d'alarme.

ROUGE sur fond blanc, s'étale le titre provocant : le Grand Merdier. Auteur : un académicien, et non l'un des moindres : Louis Leprince-Ringuet. Le choc tara peut-être oublier de regarder plus bas, sur la couverture, où l'on lit : « Ou l'espoir pour demain. »

Omission qui serait regrettable car cet ouvrage est au fond optimiste. Son auteur aime la vie, on le sent de la première à la dernière page. Il sait écarquiller les yeux en dehors de son domaine, et s'il e l'air de se promener en Huron sur toutes les rives de l'actualité, ne vous y fiez pas : il e « senti » beaucoup plus qu'il ne veut le dire ce qu'il y avait de remarquable dans tout ce qui l'entourait. Leprince-Ringuet e au garder presque intacte sa féculé d'émerveillement qu'il nous parle de la libération des femmes de l'Occident (quand il compare leur sort à celui de nos grands-mères ou aux populations du Nord-Caucase, d'un match de tennis, d'une chanson de Brassens, d'un trapèziste de cirque, de la libre circulation des personnes et des idées en Europe occidentale, etc.

Un plaidoyer pour l'Europe

Mais alors, « le grand merdier » ? Et bien l c'est que la menace s'étend sur tout ce qu'il aime Louis Leprince-Ringuet. Après tant d'autres, il vient tirer la sonnette d'alarme. On ne pourra pas dire que l'on n'a pas été éverti. Les jours retentissent d'éva-

ctions catastrophiques. A tel point qu'on aurait plutôt peur aujourd'hui que le monde (oue Guillot et la Loup.

Les « agressions, pollutions, intoxic », que notre auteur fait défilier montrent même à quel point les périls de la cité, l'amplification des nouvelles et des luttes politiques des egoïsmes socio-professionnels, la toile d'araignée bureaucratique, sont le fruit de ce gigantisme que « l'économie » a mis sur le pavots.

En lisant certaines de ses pages on ne peut s'empêcher de penser à John F. Kennedy, de Didier Dacoin, ou à l'Imprécaleur, de R.-V. Pilhes, où l'on voit les lézardes de la grande ville ou de la multinationale commencer leur travail de maldédiction.

Il faut relever aussi, pense Louis Leprince-Ringuet, les défis industriels que nous lançent aussi bien les pays du tiers-monde que la Japon ou les Etats-Unis, et ce n'est pas si nous nous adonnons aux « délices » de la décadence que nous y parviendrons. Que faire ? C'est avec toute la flamme qu'on lui connaît que notre auteur plaide pour cette Europe politique, qui tarde tant à venir. Mais même pour ce militant, cette entreprise ne suffit plus. Il faut que l'homme se « convertisse » à l'« amour » — ce mot que l'on n'ose plus employer quand il s'agit du prochain. Comment étonner que le livre, beaucoup plus roboratif que son titre ne le laisserait supposer, se termine par une belle confession de spiritualité chrétienne ? La fol e aussi ouvert les yeux de M. Leprince-Ringuet.

PIERRE DROUIN.

\* LE GRAND MERDIER OU L'ESPOIR POUR DEMAIN, de Louis Leprince-Ringuet. Flammarion, 234 pages, 33 F.

**LE NOUVEAU COMMERCE**

un ouvrage indispensable enfin disponible 324 pages 46 F.

Postface de Claude Mouchard

Le *Traité des Tropes* était hier la Rhétorique. Paul Valéry l'a écrit : il illustre aujourd'hui la condition verbale de la littérature.

Diffusion : NOUVEAU QUARTIER LATIN - 78, 81 Saint-Michel - 75006 PARIS

### UNE LEÇON DE SAVOIR - VIVRE

ON retrouve dans le numéro très remarquable et abondamment illustré de la revue *Marseille* intitulé « La qualité de la vie au XVII<sup>e</sup> siècle » (1) toute la savor du colloque consacré à ce thème en janvier 1977 (2). De la qualité de la table, du langage, des loisirs, du travail, ressortent l'effort de l'homme à cette époque vers un épanouissement qui lui rendra sa dignité, une éthique de la beauté, un goût de la jouissance délicate, un sens de la solidarité.

Si, pour Mme de Sévigné, la bonne chère doit évan tout étonner (telles les « beurrées semées d'herbes fines et de violettes »), être accompagnée de conversations dignes de louanges, de hautbois et de violons ; si les poètes satiriques nous inlient au raffinement des préparations culinaires, la qualité essentielle d'un repas vaut d'abord par celle de l'hôte et des convives, de leur esprit, de leur langage.

La qualité de la vie ne saurait exister dans une société où régnent l'ambition, l'envie, l'intrigue, l'insatisfaction permanents, et le besoin se fait sentir d'un retour à une vie rustique, simple, libérée de toute contrainte sociale, d'un bonheur sobre et sage. Il faut savoir gré aux spécialistes d'avoir dégagé ce qui pouvait être de qualité, même dans la vie des plus déshérités. La pluie ou la sécheresse pour le paysan, les bas salaires pour l'ouvrier, les fièvres puerpérales fatales aux femmes, n'est-ce pas là plutôt perpétuelle et angoissante précarité ? Sans doute, mais, s'il ne sait pas encore dominer les conditions naturelles, l'homme pauvre du XVII<sup>e</sup> siècle sait toutefois surmonter le désespoir. Il e le sens de l'amitié, du groupe, de la confrérie, de la parole. Enfin, il a le sens de la fête du plaisir partagé.

Ce beau volume est une leçon de savoir-vivre. CHRISTIANE PICARD.

(1) C.M.R. Archives communales, place Cartil, Marseille, 50 F.

(2) Voir *Le Monde* du 4 février 1977.

### Comment ne pas être misogyne ?

Une psychanalyste répond.

INFÉRIEURES, les femmes ? La plupart des hommes — et presque toutes les femmes — en sont, d'une manière ou d'une autre, convaincus. Et tout un courant de pensée, issu de la psychanalyse, est venu conforter l'idée que si la femme veut un enfant, c'est comme substitut d'un pénis, d'autant plus convolté qu'il est inaccessible.

Gabrielle Rubin, psychanalyste plus proche de Melanie Klein que de Freud, cerne le problème différemment : la misogynie — universelle — n'aurait-elle pas quelque chose à voir avec le mère primitive, toute puissante, avec la « Phantasme », comme elle l'appelle ? Et l'infériorisation de la femme n'aurait-elle pas justement pour fin de nous aider à nous détacher de cette mère fantasme atique et terrifiante que chacun abrite dans son inconscient ? Car n'oublions jamais que chaque enfant, quel que soit son sexe, a de la mère et de la plus tendre des

mères une représentation cauchemardesque, résultant de l'hostilité projetée sur elle, du fait de sa propre impuissance. « L'infériorisation de la femme », écrit Gabrielle Rubin, « n'est due ni au hasard, ni à l'impérialisme masculin, ni à une infériorité réelle ; elle est due uniquement à une confusion entre la femme (réelle) et la Phantasme. » Confusion tragique, certes, condensation regrettable, mais inévitable, qu'il conduit à péreunier, sinon à justifier, l'intolérable, c'est-à-dire l'asservissement d'une moitié de l'humanité.

On peut néanmoins espérer, ajoute l'auteur, que si nous parvenons à séparer le Phantasme de la femme, cette dernière étant enfin elle-même, débarrassée de son double allénié, la misogynie perdrait en même temps que son objet sa raison d'être.

Esprit que ne partage apparemment pas Jean Laplanche, lorsqu'il note dans sa préface que rien n'est plus contraire à ce que nous savons de l'inconscient que d'en espérer une quelconque désuétude. « Reconnaitre la Phantasme là où elle est, en chaque femme et en chaque mère, écrit-il, ne peut avoir pour effet de la « tuer », mais au mieux d'en symboliser autrement la présence et l'efficacité. » ROLAND JACCARD.

\* LES SOURCES INCONSCIENTES DE LA MISOGYNIE, de Gabrielle Rubin. Ed. Robert Laffont, 242 pages, 55 F.

## philosophie

### Un pionnier méconnu : Ernst Cassirer

La lente pénétration en France d'un néo-kantien.

L est des philosophes que l'oo respecte, mais qu'on lit peu ; on leur adresse un coup de chapeau, et tout est dit. Il faut bien reconnaître que Cassirer, en France du moins, a beaucoup souffert de cette désinvolture. Un philosophe néo-kantien, qui cela pour-il intéresser dans « l'avant-garde » parisienne ? Sans doute Cassirer est-il bien autre chose : mais la rareté des traductions e joué, pendant longtemps, le rôle de frein à une meilleure approche de cette pensée qui e pourtant un moins moderne ni moins riche que celle, par exemple, de Husserl. Aussi réjouissons-nous : ce frein est en train de disparaître, et peut-être Cassirer va-t-il finir par sortir de son purgatoire ; il n'est plus, en effet, aucune de ses grandes œuvres qui ne soit disponible en français. La dernière de celles-ci, bien qu'elle soit la première dans l'ordre chronologique, vient en effet d'être traduite par Pierre Causat : il s'agit de *Substance et fonction*, paru à Berlin en 1910.

A cette époque, Cassirer a trente-cinq ans et il est déjà célèbre pour ses travaux de philosophie des sciences. Or, les mathématiques connaissent alors, à travers la crise de leurs fondements, la plus grande révolution de leur histoire : en même temps la physique, avec Planck et Einstein, s'apprête à bouleverser

notre vision du monde. Le livre de Cassirer est donc très important en ce sens qu'il s'efforce de dégager les prémisses philosophiques des nouvelles « conceptions scientifiques. Reprenant le problème fondamental de son théorie de la connaissance — comment expliquer l'accord de la pensée avec le réel, — Cassirer veut, en effet, rendre compte de la genèse de concepts fonctionnels qui ne doivent pourtant rien à l'expérience sensible — ceux de nombre, d'espace, de relation entre autres. Et, d'entrée de jeu, il se sépare de Kant — chez qui la théorie du concept est encore trop dépendante de la logique aristotélicienne, c'est-à-dire d'une métaphysique de la substance. A cette dernière, Cassirer oppose le formalisme de la logique moderne ; les travaux de Frege, de Russell, de Dedekind — pour qui les ombres sont « un libre création de l'esprit humain » — Par là, il est amené à ranger, comme Husserl au même moment, du côté de ceux qui font la science vivante contre les tenants d'un empirisme dépassé. Et finalement à substituer au vieux dualisme sujet-objet le primat du concept de relation, qui n'est plus aujourd'hui important pour les seules sciences exactes, mais aussi bien pour toutes les sciences humaines.

Il ne restait dès lors à Cassirer qu'à expuser sa fameuse théorie des « formes symboliques » — ce qu'il fit dix ans plus tard — pour apparaître enfin, à l'égard de la modernité, comme un pionnier trop souvent méconnu.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

\* SUBSTANCE ET FONCTION, ELEMENTS POUR UNE THEORIE DU CONCEPT, d'Ernst Cassirer. Ed. de Minuit, Coll. « Le sens commun », 430 p., 75 F.

**Lentilles de contact souples**

On les met et on les oublie...

Fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau, spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...

Essayez YSOPTIC

80, Bd Meislesherbes 75008 PARIS Tél. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

Dans le n° 133 du magazine littéraire

Dossier : FAULKNER

par J.-P. Amette, J.-R. Baronian, Fred Chapell, M.-E. Caudrean, Michel Gresset, Monique Lange, Robert Lant, Reynolds Price, Jacques Tebour, Henri Thomas

DENIS DE ROUGEMONT

EDGAR FAURE

LOU-ANDRÉAS SALOMÉ

En vente 10 exemplaires 7,50 F

MAGAZINE LITTÉRAIRE 40, rue des Saix-Pères, 75007 PARIS Tél. : 544-14-51

**UNE SEMAINE DE SPORTS D'HIVER A PARTIR DE 300 F REMONTÉES COMPRISES**

(valable du 5/3 au 2/4/78 et du 16/4 au 23/4/78).

Offrez-vous une semaine de vacances à Isola 2000 pour 300 F par personne. Cela comprend votre logement dans un studio (si vous êtes 4), les remontées illimitées... la neige et le soleil garantis par contrat.

Isola 2000, c'est 100 km de pistes, 20 remontées mécaniques, deux stades de slalom, le ski artistique, une école de ski (50 moniteurs bronzés), un mini ski club, et bien sûr une garderie pour vos enfants. Profitez-en.

isola 2000 Maison d'Isola 38, rue de Lisbonne 75008 Paris. Tél. 387.55.09 ou votre Agent de Voyages.

مكتبة من الأصل



lettres étrangères

Requiem pour un empire défunt

● Kusniéwicz, héritier de Musil et de Gombrowicz, met en scène les derniers jours de la monarchie austro-hongroise.

D'ABORD, le titre. Le Roi des Deux-Siècles, c'est l'ultime souverain d'un royaume double et étroit, qui fut sans le protecteur d'un régime de princes impériaux et royaux auquel appartient le héros du livre. Régiment d'élite marqué du sceau de la mort et de la défaite — Magenta, Montebello, Solferino — ce qui attente les sombres pressentiments du jeune sous-lieutenant Emil R.

Nous sommes en 1914, dans une petite ville aux confins de l'empire bicéphale (côté hongrois) et de la Serbie. Entre le 28 juin, date de l'attentat de Sarajevo et le 28 juillet, date du meurtre d'une petite gitane qu'on retrouve étranglée au fond d'une glacière. Entre ces deux repères — le second en apparence anodin, — l'empire de François-Joseph va vivre une intense agitation : rumeurs de guerre avec la Serbie, mobilisation générale, mouvements de troupes. De la nordique Galicie à la Croatie, on a la plaine du Banat, c'est un même sursaut, un même regain de vie qui secoue sur ses différents fronts le grand corps agissant, avant son effondrement définitif. En un mois et les quelques jours qui suivent, ce sera, dans la confusion et l'étouffante chaleur de l'été, la fin d'une époque, la fin du dix-neuvième siècle.

Emil R. le sait. Hanté par ce « souffle de mort » qu'il sent partout, et d'abord en lui-même, il participe à un événement historique, victime et symbole à la fois de son temps. A défaut d'accomplir ses « vœux de jeunesse », à défaut d'accomplir son incestueux amour pour une sœur plus âgée et perverse, il se livrera à la seule forme d'action qui lui soit permise : le meurtre gratuit d'une inconnue. Après quoi, le suicide, sur le chemin du front.

Vultu pour la trame romanesque. Rien de linéaire pourtant sous la plume de Kusniéwicz. Au contraire : unissant, l'écrivain tire les ficelles d'un passé indivisible et reconstruit un moment d'histoire tissé d'événements infimes ou capitaux, chargé de l'importance ou de la futilité des actes accomplis. Ce mois, nous le vivons aux quatre coins de l'empire. Tantôt à travers de courtes scènes — on a envie de dire « séquences » tant le découpage est cinématographique, — fragments d'un tout qui se constitue à la manière d'un puzzle au fur et à mesure que progresse le défilé narratif.

Aristocrates en uniforme

Scènes de genre, empruntées à la vie de garnison de ces « uhlands siciliens », comme on les appelle, et que Kusniéwicz, un peu comme le Visconti de « Senso » campe dans leur charme arrogant et découvert. Scènes historiques comme l'attentat de Sarajevo, dont le « film » est déroulé dans ses plus infimes détails. Scènes de tavernes, de rues, de gare, ou encore vie du bordel de Mme Rozsa (évoquée par un Maupassant qui aurait lu Joseph Roth). Sans parler de l'enquête que simultanément le commissaire de la petite ville frontalière mène pour démasquer l'assassin de la gitane.

Le tout atomisé et entrecoupé de flash-back, et de flash-avant, sur la vie d'Emil R. Son enfance à Graz et à Vienne est démontée en moments-clés : les yeux sadiques, entre son extravagante sœur aînée et sa passive sœur cadette, auxquels il assiste en témoin fasciné ; sa découverte à la faveur d'une lecture de Nietzsche, de la « malediction » qu'il sent peser sur lui ; la tuberculose soignée dans les Dolomites, la tentation de l'inceste sur une île de la côte adriatique ; ses réveries littéraires à Trieste, son apprentissage militaire en Bohême, ses visions morbides de la plaine de Solferino, jonchée de cadavres et que parcourt sous la lune un cavalier solitaire. Sans



\* Dessin de CAGNAT.

parler de ses épanchements dans son « cahier vert », son journal intime, qu'on retrouvera décoré, illisible, dans les eaux jaunes du Danube, au premier jour de la guerre.

Une société qui chavire

C'est aussi l'atmosphère « fin de siècle » que fait revivre Kusniéwicz à travers la mosaïque des désarrois du jeune Emil. Décadence, raffinement, désespoir allègre : la société autrichienne chavire, irrésistiblement, dans les jardins de Carlsbad, sous les lustres de l'Opéra de Vienne. Le persistant parfum de « violettes impériales » imprègne les lourdes portières de velours cramoisi (couleur « Solferino », précisément) derrière lesquelles se préparent de silencieuses exorcismes. La peinture d'Edvard Munch, la musique de Grieg, les proses de Strindberg ou de Wedekind accompagnent d'un doux marche funèbre le cheminement des choses.

Comment ne pas évoquer Musil, particulièrement cette admirable scène de l'Homme sans qualité dans laquelle Ulrich

montre à sa sœur Agathe le bocal où étoient deux poissons rouges, symbole de l'amour fraternel, dans leur incessant mouvement unique et divisé ? Comment ne pas évoquer de Joseph Roth la Morle de Radetzky, encore que l'écriture de Kusniéwicz soit « moins classique, plus empreinte de sensibilité que celle de Roth ? Comment ne pas évoquer, comme le fait Piotr Rawicz dans son importante préface, la « grande triade polonaise » de Schulz, Gombrowicz et Witkiewicz, ces écrivains mondiaux qui, s'ils avaient en la chance d'écrire dans une grande langue européenne, grande par sa diffusion, « auraient, de nos jours, valeur de référence ou même titre que Joyce ou Kafka ».

Où, décidément, cet admirable « voyage synchronique » dans une époque révolue, ce roman de la splendeur défunte — traduit avec le soin et la richesse qui conviennent, — nous apporte la révélation d'un grand écrivain. Attendons la suite.

FRANÇOISE WAGENER.

\* Le Roi des Deux-Siècles, traduit du polonais par Christophe Jezewski et François-Xavier Jardin. Albin Michel, 290 pages, 39 F.

Connaissez-vous Peretz ?

● Au cœur des bourgades juives d'antan.

CONNaissez-VOUS Yitzhak Leibovitch Peretz ? Sans doute le plus subtil, le plus littéraire des conteurs d'expression yiddish. Mort en 1915, bien avant l'Holocauste, il vécut en un temps où les juifs d'Europe orientale connaissaient encore ce « yiddishke », ce style de vie juif, à la fois rigide pour ce qui est de l'observance religieuse et chaleureux par le total sentiment d'appartenance à une communauté. Cette communauté, dans les récits de Peretz, c'est, par excellence, celle du Chitel : la bourgade juive.

Les personnages y sont invariablement les mêmes : la Rebbe (le chef religieux), le Mélaméd (le maître d'école), le Cho'het (l'abbé rituel), etc. Y sont identiques aussi les situations : la fille en âge d'être mariée et la dot qu'il faut amasser et cette fin ; la nécessité d'accomplir le Séder dans les règles, et comment soit le démentement. Prenons ce rabbi dont la renommée a fini par lui devenir pesante. Hélas ! tous ses remèdes réussissent et « on ne peut rajouter aide et assistance à un juif en détresse ». En ce Chabbat, justement, on dirait que tous les juifs en liesse se sont donné rendez-vous chez lui. Et le rabbi est triste. N'y tenant plus, il quitte sa chambre et sort dans le Chitel. Chacun se s'interroge : « Que

peut-il bien manquer à cet homme-là ? » et de faire le récit de ses « miracles ». Mais, soudain, le rabbi revient et annonce son intention de raconter l'histoire du bouc qui « s'est fait connaître ».

Le bouc et les tabatières

Ce bouc habitait au milieu d'une ruine où poussait une herbe étrange qui avait la propriété de faire croître ses cornes et de leur permettre de « toucher le cœur du ciel lui-même ». Parfois, à minuit, il accrochait la lune et lui demandait s'il n'était pas temps que le Messie se manifeste. Or, poursuivait le rabbi, si ce bouc n'aurait pas vécu au paradis comme il était en mesure de le faire, c'était à cause de sa grande miséricorde : « Il ne voulait pas laisser la communauté à l'abandon ». Et c'est la compassion même du bouc pour la communauté qui le perdit. On s'était mis dans le Chitel à priser le tabac. Il fallait de la corne pour confec-

tionner des tabatières. Le bouc est complaisant : il donne, et donne encore. Le jour vient où toute la Diaspora possède sa tabatière, et il n'y a bientôt plus de corne pour interroger la lune sur la venue du Messie.

Et le rabbi s'en va. Et les juifs sont tristes. « Cependant, comme tout le monde le sait, cet événement est resté sans suite néfaste ».

Humour final de Peretz, où le lecteur sourit comme l'enfant lors du happy-end des contes.

Peretz utilise volontiers les paraboles hassidiques, et ses détracteurs le lui reprochent, disant qu'il n'était qu'un Hassid pour rire, ou que, en un sens, était vrai. Mais à l'inverse, nous prévient J. Gottfarstein, le traducteur et le préfacier de ce recueil, les livres penseurs, l'écrit d'« exalter les rabbis et les Tsaddikim », c'est-à-dire les Justes.

HENRI RACZYMOW.

\* METAMORPHOSE D'UNE MELODIE. J. L. Peretz, traduit du yiddish par J. Gottfarstein. Albin Michel, 225 pages, 39 F.

Quand les communistes parlaient yiddish...

● Les mésaventures « véridiques » de Moshé qui fut tailleur à Varsovie, à Paris et au Goulag.

« QUAND les communistes parlaient yiddish ». La bande rouge qui signale le livre s'immobilise sur l'auteur qui, à l'exemple des tristes écrits de colportage, nous livre son « histoire véridique » qu'il a dédiée aux militants de sa ville natale, dont il est le seul survivant. Un livre terrible et effrayant où s'accumule l'horreur de l'histoire et qui, simplement, sans grandes envolées et sans mélodrame, nous relate l'expérience de Moshé Zalzman. Qui sait voir et qui en a tant vu ! C'est le « vertige » du petit tailleur qui rêva trop au socialisme !

Moshé est né en 1909, en Ukraine occidentale, à Zamose, comme l'écrivain Yiddish Peretz, comme Ross Luxembour ; il évoque cette ville d'un grand prestige auprès des juifs de Pologne où vivaient autrefois les érudits talmudistes les plus réputés, où le Bund — l'Organisation des travailleurs juifs — s'était implanté depuis 1905 ; il évoque aussi les pogromes de son enfance, ce « rite de la chasse aux juifs » auquel se livraient, tour à tour, Russes et Polonais. Après la création du foyer juif en Palestine, la classe privilégiée, la droite, se tourne vers le sionisme. Moshé, lui, ouvrier, adhère au Syndicat de la couture ; il étudie le marxisme, diffuse des tracts clandestins, est arrêté cinq fois, emprisonné ; en 1929, le comité central du parti communiste polonais lui fait quitter le pays afin de l'envoyer en Union soviétique pour recevoir une formation de cadre du Parti.

Première étape obligée : Paris où, pendant quatre ans, « Moshé de Zamose » milite avec le Secours rouge et la section juive du P.C.F., se fait expulser par la police française à plusieurs reprises vers la Belgique ; il garde le souvenir éternel d'être parti le 1<sup>er</sup> mai 1933 et de Thores, Marty et Cochon, qui lancent sur leur passage : « Vivent les prolétaires juifs ! ».

Fin 1933, muni d'un faux passeport, il part vers l'U.R.S.S. et pleure de gratitude devant les immenses portraits de Marx, Lénine, Staline. A Moscou, il retrouve sa sœur, les « camarades » de Pologne, déjà « déconcertés par le mensonge » et découvre un monde insoupçonné. Il se fait envoyer dans une région juive, à Kiev, et travaille à l'usine de confection Gorki. « Il était plus dur d'être un communiste, ici, en Russie soviétique, qu'à l'étranger », écrit-il. A l'usine, c'est le règne du mouchardage, du chapardage, des « combines » pour « remplir le plan », des pétitions sous la menace, comme celle qu'il signe en 1934 pour demander la fermeture de l'unique synagogue de Kiev. Il s'inquiète quand des parents venus en touristes de l'étranger risquent de voir comment il vit. A l'extérieur, la proclamation de la région autonome

juive du Birobidjan en 1930 avait suscité beaucoup d'espoirs « mais pas ici ». Sa femme le rejoint à Kiev. Les purges commencent et on se méfie des émigrés politiques soupçonnés de « trotskisme ».

En juillet 1937, il est pourtant admis comme membre du parti communiste russe. Le 28 août de la même année, il est arrêté, subit un interrogatoire pendant soixante-dix heures d'affilée, est condamné à dix ans de camp parce qu'il est suspect d'espionnage. C'est le minimum pour les condamnations sans motif, « Sans doute avait-je transmis à l'ennemi le nombre de pontonniers confectionnés dans mon usine », remarque-t-il, goguenard. Son fils est âgé de huit mois ; il ne le reverra que onze ans plus tard.

L'avantage d'être tailleur

Il entre dans l'univers des camps, d'abord vers les mines de Karaganda-Balkhach, puis en 1940, près du pôle Nord où il est transféré pour la construction de la voie ferrée Kotlas-Vorkouta. On travaille jusqu'à moins 45° seulement. Il y a là des Tatars, des Géorgiens, des Ukrainiens, un Hongrois ancien compagnon de Bela Kun, des Tadjiks, des Ouzbeks, des Baltes, des juifs. Subsister avec 500 grammes de pain par jour tient du miracle. Moshé, le tailleur de Paris et de Varsovie, complète sa ration en tirant l'aiguille pour les commandants des camps et leur femme, et obtient des repas de « stakhanoviste ». « Mon métier de tailleur m'a sauvé », dit-il.

En 1947, à l'expiration de sa peine, il est libéré et décide d'aller « le plus loin possible du Nord », en Géorgie, où il réside jusqu'à sa réhabilitation en 1956, tailleur de village. Armé de ce document, il choisit d'être rapatrié en Pologne, qu'il quittera, brisé, en 1960. Aujourd'hui, il vit à Paris, dans le XVIII<sup>e</sup>. « Je ne dans huit ans, entre 1960 et 1968, Moshé, le tailleur, a fouillé sa mémoire pour écrire ce témoignage de « la base ». Son « histoire véridique » parut en yiddish il y a dix ans et fut, à sa manière, un « best-seller » : mille six cents exemplaires ! Mais les communistes ne parlent plus yiddish, les autres juifs de moins en moins ne saura le lire. C'est pourquoi Moshé Zalzman, qui appartient vraisemblablement à la dernière génération de juifs nés en Pologne, a voulu que son « histoire » soit traduite en français. C'est un précieux document. « Soljénitsyne, lui, explique Moshé, a écrit une « œuvre d'art » sur le Goulag. Moi, je suis le matériel brut de Soljénitsyne. Je suis un militant. Tout cela me fait mal. Cet idéal bofofo... »

NICOLE ZAND.

\* MOSHE ZALZMAN, HISTOIRE VÉRIDIQUE DE MOSHE, OUVRIER JUIF ET COMMUNISTE AU TEMPS DE STALINE. Éditions Goussard, 49 rue Daubigny, 94120 Fontenay-sous-Bois. Coll. « Entrées », 288 pages, 49 F. Trad. du yiddish par Hanna Edelstein.

GEORGES ELGOZY LE BOURGEOIS SOCIALISTE "une recherche sincère d'une "nouvelle éthique sociale" fondée sur la liberté et la responsabilité, où la priorité est donnée à l'intérêt collectif sur les intérêts individuels." PIERRE DROUIN (LE MONDE) CALMANN-LÉVY

LIVRES ANCIENS F. CHANUT 89310 Noyers-sur-Seine place de la Madeleine 781 (01-80) 55-82-32 ACHAT - VENTE - EXPERTISE Catal. d'ouvrages sur la Bourgogne Envoi gratuit sur demande.

Pyridinéthionée. de toutes les façons sa manche. Shampooing anti-pelliculaire ACTIV. active shampooing anti-pelliculaire. Sa manche, c'est prouvé.

hie unier méconnst Cassire

les itat

MAGASIN D'ARTS ET MÉTIERS

1951 PTIC

texte

Julien Green et la crise de l'Église

Le catholicisme glisse au protestantisme. Montesquieu l'avait prévu. Pas Julien Green. Sinon, il n'aurait pas préféré la première confession à la seconde où il était né.

réelle — que lui a révélée un livre oublié — « la Foi de nos pères », du cardinal Gibbons, évêque de Baltimore, — et pour la pénitence, qui allait dramatiser délicieusement ses démêlés avec la chair, et nourrir son œuvre.

Rompant avec Rome en approuvant Mgr Lefebvre lui ferait horreur. Mais il garde au mystère de la transsubstantiation un attachement de Tarsisus.

chez Plon, et dont on lira ci-dessous les passages essentiels. Julien Green regroupe ce qu'on savait de son autobiographie religieuse, en fidélité à la messe — reflet suprême de Dieu et rempart contre les « ténés ». B. P. D.



\* Dessin de Bérénice Clavel.

Avec mon père

En ces journées d'octobre 1916, l'adolescent que j'étais, si transporté qu'il fût, ne soupçonnait pas l'immense valeur de ce qui lui était donné d'un coup ni quels orages allaient se lever sur l'Église avant qu'il eût quitté ce monde.

C'était la première fois que nous parlions de religion, et cela nous gênait l'un autant que l'autre.

Catholique romain

Nous emménageâmes rue Cortambert au printemps de 1916, à deux pas du couvent des coeurs blancs. La chapelle d'aujourd'hui n'est plus ce qu'elle était alors. Le Saint-Sacrement se voyait du premier coup d'œil en entrant, tout en haut du tabernacle.

Ce ne fut pas là que je fis mon abjuration en avril de cette année, mais dans la crypte. Un peu sombre, éclairée par des cierges, je le voyais pour la première fois et elle me fit l'effet d'une église des premiers temps.

mort de ma mère, il allait très souvent à Notre-Dame-des-Victoires, à deux pas de là. Quelle force l'y poussait ? Il n'aurait su le dire. Cette église attirait et attirait encore ceux qui cherchent. Un jour qu'on y célébrait la messe, mon père se joignit tout bonnement aux personnes qui allaient communier et, tout protestant qu'il était encore, reçut la sainte Eucharistie. C'était parfaitement irrégulier, mais il n'en savait rien.

Par une pudeur instinctive, ni mon père ni moi ne parlâmes de la religion qui nous unissait maintenant. Chacun de nous avait un secret, le même. Aucune de mes sœurs, restées protestantes, ne se douta du changement survenu. Je vivais dans une joie radieuse et dans une sorte de vertige de l'âme.

évêque, mécontente mais curieuse. Manquait mon père, qui était au Danemark. Le Père Crété, vêtu d'une aube et d'une étole, m'attendait sur les marches de l'autel, et je sortis de ma poche la confession de Pie IV, qu'il m'avait fait recopier la veille. Posant alors la main droite sur un grand Évangile ouvert devant moi, je lus l'acte d'abjuration d'une voix nette et, me fut-il dit plus tard, éclatante.

« Je professe qu'à la messe est offert à Dieu un sacrifice véritable, proprement dit, propriétaire pour les vivants et les morts, et que dans le Très-Saint-Sacrement de l'Eucharistie se trouvent vraiment, réellement et substantiellement le corps et le sang conjointement avec l'âme et la divinité de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et qu'un changement s'accomplit, de toute la substance du pain en son corps et de toute la substance du vin en son sang, changement que l'Église catholique appelle transsubstantiation... »

Ma lecture achevée, je reçus le baptême sous condition, le premier baptême anglican étant valide, et quittai la crypte. Jamais plus bouillant catholique ne remonta les marches qui menaient au rez-de-chaussée (...).

La vie

Il me fallut cette longue et difficile expérience d'une crise après l'autre pour apprécier la puissance de l'Église. Ses rigueurs mêmes me paraissaient rassurantes, parce qu'elle veillait ainsi sur ses enfants. On pouvait la trouver sévère jusque dans sa charité, mais elle avait une guerre à mener dans un monde déchaîné contre l'Évangile. C'était le Christ ou le chaos. En la retrouvant, j'eus la certitude d'avoir retrouvé le Christ, puisqu'elle était le Christ. Et à quel bon ce voyage de l'utérus à la tombe sinon pour trouver le Christ ? La vie n'avait pas d'autre sens.

Temps nouveaux

Vint le Concile, dont l'annonce fut saluée dans tous les pays à l'égal d'une fête universelle. On eût cru qu'il s'agissait d'une nouvelle Pentecôte, et ce mot fut du reste prononcé un peu partout, non sans ferveur. « Ouverture au monde. » L'expression circulait comme une formule magique qui ouvrait toutes grandes les portes d'une prison, et la jubilation était extrême.

Dans cette ouverture au monde, j'étais gêné par ce dernier mot, qui cadrait mal avec une certaine idée que je me faisais de l'Église. Il me revenait à l'esprit une phrase de Bernanos sur une cinquième colonne s'introduisant dans la forteresse. Une forteresse, c'était un peu cela. L'Église était dans le monde, tout en n'étant pas du monde. Sa force d'attraction venait de là. Elle était pareille à une image visible du royaume qui n'est pas de ce monde.

devalent marcher la main dans la main. Comment n'aurait-on pas approuvé ?

Les premières inquisitions me vinrent quand fut lancée l'idée d'une adaptation de l'Église aux problèmes de notre temps. Mais là encore, sur nom de quoi protester ? J'étais allé au-devant de l'humanité et il semblait clair que Rome voulait marcher sur ses traces. Idéal magnifique dont les applications pratiques se révéleront peu à peu surprenantes (...).

La messe en français fut accueillie par certains avec enthousiasme, mais des voix s'élevèrent pour préciser que le pape avait autorisé l'usage de la langue vulgaire sans l'imposer pour autant. C'était le début d'une série de protestations et de discussions dont nous n'avons pas encore vu la fin. Pour ma part, je ne supposais pas que les évêques eussent modifié selon leurs vues les directives du Vatican. Il faut dire qu'à cette époque l'évêque jouissait encore d'un certain crédit auprès du laïc, et j'acceptai tristement ce qui m'apparaissait inévitable.

La première fois que j'entendis la messe en français, j'eus peine à croire qu'il s'agissait d'une messe catholique et ne m'y retrouvai plus. Seule me rassura la consécration, bien qu'elle fût mot pour mot pareille à la consécration anglicane. Une fois de plus, cependant, je résolus de m'habituer à cette cérémonie qu'on appelait maintenant la célébration de l'Eucharistie. Pourquoi pas le Saint Sacrifice de la messe ? J'avais un tel désir d'obéissance à Rome que je ne m'interrogeai pas trop, et je reconnais que pendant un an ou deux je vécus heureux dans la nouvelle Église. Cela tenait en partie au sérieux et à la piété des Pères missionnaires qui disaient la messe d'une manière irréprochable. Me gênait seulement la platitude et parfois la mauvaise qualité du français de cette traduction. Certaines oraisons étaient du pur charabia, mais qu'y pouvaient les pauvres Pères ? Ils lisaient le nouveau missel, lequel, du reste, changeait tant soi peu d'année en année. Combien je regrettais que la version française de la nouvelle messe n'eût pas la magnificence que nous offre le fameux livre de la prière commune (The Book of Common Prayer) ! Mais la Réforme anglicane se fit à une époque où la langue anglaise avait atteint un des sommets de sa perfection, alors qu'aujourd'hui nous assistons à la débâcle du français. Nous tenons à Dieu un langage indigne d'un grand pays (...).

Un jour que j'étais à la campagne avec ma sœur Anne, nous assistâmes à une messe télévisée, le curé du village étant absent ce dimanche-là. Je me souviens que, tournant les pages de mon missel français, j'essayais de reconnaître sur l'écran quelque chose qui ressemblât à une messe. En vain. Ce que je reconnus, comme Anne, de son côté, était une imitation assez grossière du service anglican qui nous était familier dans notre enfance. Le vieux protestant qui sommeille en moi dans sa foi catholique se réveilla tout à coup devant l'évidente et absurde imposture que nous offrait l'écran, et, cette étrange cérémonie ayant pris fin, je demandai simplement à ma sœur : « Pourquoi nous sommes-nous convertis ? »

VIENT DE PARAITRE deux cent mille exemplaires vendus en 1976 Le Monde publie la troisième édition de L'année économique et sociale 1977 : LA LANGUEUR un bilan complet, économique, social, financier et boursier, en France et à l'étranger. 168 pages / 109 pays / en vente partout 15f

PRIX REAUDOT BOUDARD Les combattants du petit bonheur roman La Table Ronde

LA PENSÉE UNIVERSELLE Important Editeur Parisien recherche pour création et lancement de nouvelles collections manuscrits inédits de romans, poésie, essais théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Tél. 325.85.44 3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS

Nouvelles parutions JACQUES CAIN Le Double jeu essai psychanalytique sur l'identité. FRANKLIN RAUSKY Mesmer ou la révolution thérapeutique. ANGIOLA MASSUCCO-COSTA Psychologie soviétique. PETITE BIBLIOTHEQUE PAYOT réimpressions KAREN HORNBY La psychologie de la femme. MARGARET MAHLER Psychose infantile. ERIC BERNE Analyse transactionnelle et psychothérapie. PAYOT 106, bd. St-Germain 75006 Paris

espaces 781 Porte de la Suisse Du 6 au 13 février, de 17h à 22h30 Expositions, Conférences, Tables Rondes Actions d'artistes avec le public video corpus "Vidéographie et corps humains" PRO HELVETIA 073.00.99

هكذا من الأصل

سكزانه الاجل

# Société

## LE PROBLÈME DE LA VIOLENCE

### Création d'un comité national de la sécurité

Afin de « faire échec aux manifestations de la violence » et de « s'attaquer à ses racines », le conseil des ministres du 1<sup>er</sup> février a approuvé un train de mesures comportant quinze lois, onze décrets et trente-quatre circulaires directives. Ces textes sont déjà adoptés ou bien en préparation.

Parmi les lois, figurent les textes sur l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité, l'interdiction, sous conditions, d'acquiescer une arme à feu (projet), le traitement des alcooliques dangereux (projet), la loi d'orientation sur l'urbanisme (projet).

Parmi les décrets, la création d'une fonction d'animateur communal (projet), la réorganisation de la procédure de délivrance d'un passeport, l'extension de l'institution des conciliateurs.

Parmi les circulaires et directives, toutes en projet, figurent la création de bureaux d'accueil dans les palais de justice d'un magistrat chargé des relations avec la presse, la limitation des sommes de violence à la télévision (voir en page spéciale le dépliant précoce de l'alcoolisme, etc.

D'autre part, le gouvernement se propose de différencier « d'avantage le traitement des grands criminels de celui des petits délinquants, plus de fermeté à l'égard des premiers dans la sanction et son exécution, moins de rigidité dans les mesures concernant les seconds », « de poursuivre les efforts pour que le régime des permissions de sortir soit réaménagé en ce qui concerne les criminels particulièrement dangereux. Le

gouvernement ne néglige pas non plus la délinquance économique, qui fera l'objet d'une répression plus sévère. Pour accroître la protection des citoyens, les forces de sécurité seront renforcées et redéployées afin d'assurer leur présence permanente dans les zones où elles sont actuellement en nombre insuffisant. Enfin, il est prévu de créer un comité national de la sécurité qui sera placé sous la présidence du premier ministre ou de son représentant, ainsi que de comités départementaux composés d'élus, de magistrats et de personnalités qualifiées.

### Les réactions de la presse parisienne

Ces propositions ne font pas l'unanimité de la presse parisienne qui se divise en trois camps dans ses commentaires. D'abord ceux qui ont pour point : France-Soir, le Matin et le Parisien Libéré. Ceux qui approuvent, ensuite, dans l'Aurore, Jean Laborde écrit-il : « Le mot est grand, et ne faut pas attendre de la nuit disparaitre par la seule vertu des textes qui vont être votés par le Parlement. D'autre part, ce n'est pas parce que le corps électoral donnera sa préférence à l'un ou à l'autre que le fleau s'affaiblira et s'effacera. (...) La défense de la démocratie passe avant tout par un combat quotidien mené contre ceux qui violent la loi. (...) Il n'y a dans les projets du gouvernement aucune mesure qui puisse choquer des hommes attachés à la forme démocratique de notre société. »

Le groupe des journaux qui critiquent se divise lui-même en deux, puisque le Figaro, sous la

signature de Max Clos, remarque : « Pourquoi dissimuler que les mesures annoncées hier nous paraissent décevantes. (...) Il nous semble que des décisions efficaces pourraient être prises rapidement. L'auteur propose un meilleur emploi des effectifs de police et de gendarmes, et il observe que les policiers « ont le sentiment qu'on se paie leur tête », puisque les magistrats remettent un malfaiteur arrêté en liberté trois jours plus tard. »

Mais c'est, plutôt l'excès qui préoccupe Libération, le Quotidien de Paris, Rouge, l'Humanité. Le premier d'entre eux indique : « Tous les moyens sont bons, et ne s'agit plus de crier à la réalité de la délinquance, mais de répondre aux angoisses que l'on a en partie suscitées. Ce n'est pas de la politique, c'est du marketing et le résultat escompté se compte en nombre de votes. »

« Adieu la tolérance », titre le Quotidien de Paris, qui, pour partie, pense aussi que les mesures du conseil des ministres « semblent plus consister à une opération destinée à attirer quelques voix supplémentaires vers la majorité actuelle qu'à faire reculer le banditisme. »

Rouge estime que « derrière la violence qu'on exhibe, il y a celle qu'on occulte. La violence ordinaire faite aux accidentés et mutilés du travail, aux victimes du chômage et à tous les désespérés de la déché. »

Pour sa part, l'Humanité pense qu'il ne s'agit là que de fausses mesures, un « faux » dans lequel « apparaît concrètement l'insupportable accablant de l'opinion répressif ». Pour Roger Poutou, « il est évident que le chef de l'Etat profite de l'actualité pour dramatiser à l'excès. »

## Le suicide d'un élève au lycée technique de Champagne-sur-Seine

### Un adolescent bien tranquille

Champagne-sur-Seine. — Un adolescent âgé de dix-sept ans et demi s'est pendu le 23 janvier dans la cour du lycée technique La Fayette, à Champagne-sur-Seine (Seine-et-Marne). Elève de l'établissement depuis trois ans, demi-pensionnaire « tranquille », n'ayant jamais eu de problème de discipline, il a laissé aucun message qui puisse expliquer son geste, qui semble pourtant prémédité.

« Henri parlait souvent de la mort, mais en riant », disent ses rares camarades de terminale F3 qui préparent la bac mention « électrotechnique ». Mais qui pouvait prévoir qu'il mettrait ses « menaces » à exécution ? Qui, surtout, aurait pu prévoir qu'il choisirait le lycée pour mettre en scène sa propre mort ?

Car Henri « bal et bien choisi la lieu de sa fin. Ayant pris le train comme tous les matins pour se rendre de Montceau à Champagne-sur-Seine, il est arrivé le lundi matin au lycée La Fayette, avec une corde dans sa sacoche, et dans l'obscurité du petit jour, il s'est pendu à l'un des poteaux de basket de la cour, à quelques mètres seulement de la Seine aux eaux grises.

Benjamin d'une famille de six enfants, Henri avait manifesté une certaine humeur lors du mariage de son dernier frère, à l'automne dernier, il avait refusé d'y assister. Mais il est devenu « plus communicatif » depuis l'éloignement de son frère. Cependant, il ne se confiait jamais qu'à un seul camarade, qui l'a toujours suivi dans sa scolarité. Il ignore pratiquement les autres.

### De notre envoyé spécial

Refermé sur lui-même, certainement « introverti », Henri avait de bons résultats scolaires. « Il était même brillant », dit la proviseur, M. Desgouange, au moins jusqu'à l'année dernière où il était classé « A ». Cette année, il avait rétrogradé en « B » et, tous ces camarades de classe le confirment, il avait pratiquement cessé de s'intéresser à ses études. « Une fois, il s'est dormi sur le table pendant toute une matinée de cours », Henri « décroché ».

Le vendredi qui a précédé son geste, Henri est resté deux heures de plus à l'étude — sans rien faire, — alors qu'il pouvait rentrer chez lui. Provocation ? Ses parents affirment que, la veille de sa mort, il avait travaillé une partie du dimanche après-midi pour préparer l'intervention écrite du lundi. La préméditation aurait donc été très courte.

Le suicide — publié — d'un élève a naturellement beaucoup ému l'administration, les professeurs et la petite ville de Champagne-sur-Seine. Devantage, en tout cas, que les élèves, pour lesquels le mort, et en particulier le suicide, semblent faire partie d'un univers familier. Seul le camarade d'Henri a « accusé le coup » et pris quelques jours de congé. Les autres, à défaut de comprendre les mobiles exacts du suicide, en ont pris facilement leur parti.

D'autres, enfin, ont tenté d'exploiter l'affaire pour dénoncer les conditions de vie au lycée. Un « comité de lutte clandestin » a même diffusé un texte où l'établissement est pré-

senté comme « un caserne où la vie est triste, la discipline, de fer, et l'avenir, de plus en plus sombre ».

Tous les lycéens interrogés reconnaissent que « La Fayette a une réputation à garder » et que le « surré » tient ses troupes en main », surtout les internes, qui représentent 80 % des quelque six cents élèves. « Chaque année, c'est le même refrain : il faut que La Fayette « fasse un carton », c'est-à-dire qu'il obtienne 100 % de réussites aux examens » (1).

La mercredi après-midi, pour les internes, offre des possibilités limitées : ping-pong, billard ou télévision au foyer ; sport au gymnase — « un beau gymnase », reconnaissent les élèves — ou aux étades. Pour les autres, ceux qui ne veulent ni travailler ni jouer au foyer, il ne reste que les sept ou huit cafés de Champagne-sur-Seine, dont trois ont pratiquement été annexés par les élèves.

« Autrement, il faut aller à Bleu (Fontainebleau). » Comme la ville est à 8 kilomètres, les élèves de moins de dix-huit ans — qui n'ont pas leur permis de conduire — doivent faire du stop. Pas question non plus d'aller à Paris : « Il faut être de retour à 18 heures ; or le seul train de l'aube-midi arrive à 18 h. 30. »

Des problèmes, certes, mais pas de quoi « se liguier ». D'ailleurs, Henri n'était pas interne et avait passé le week-end chez lui.

ROGER CANS.

(1) Le lycée La Fayette prépare aux baccalauréats B (mathématiques et technique) et F (sciences physiques et techniques), à certains brevets de technicien supérieur et à l'école normale supérieure de l'enseignement technique.

# Adoption et abandon

## III. — DES FAMILLES COMME LES AUTRES

par CHRISTIAN COLOMBANI

Les milieux défavorisés sont particulièrement touchés par l'article 350 du code civil, qui permet de déclarer adoptables des enfants recueillis temporairement (« le Monde » des 1<sup>er</sup> et 2<sup>er</sup> février). Si l'adoption est, pour le fait, dans la plupart des cas, une occasion de promotion sociale, elle est aussi la conséquence de la stérilité du couple. Au bout du compte, les familles adoptives ont les qualités et les défauts des autres.

La loi de l'offre et de la demande autant que l'évolution des mœurs transforment l'acte d'adopter. L'adoption, dont le but est de constituer une famille calquée sur la famille naturelle, en réparant l'infirmité de la stérilité, peut être aussi l'occasion d'instaurer de nouveaux rapports entre parents et enfants. La loi de 1976, qui autorise l'adoption à un couple qui a des enfants légitimes sans dispense du président de la République, l'accueil d'enfants déjà grands se souvenant de leur famille « biologique » ou nourricière, ont modifié les conditions d'un certain nombre d'adoptions.

### La stérilité consolée

En grand nombre, les adoptions sont néanmoins la « consolation des couples stériles », comme servait le code Napoléon. Les services directs de l'aide sociale, l'enfance et la plupart des autres demandent toujours aux candidats des certificats de stérilité, mais les modifications de la loi qui vont dans le sens de l'intérêt de l'enfant, ont contribué à changer les mentalités. On recherche le bonheur de l'enfant, pas l'équilibre familial ou la satisfaction du couple. Les motivations égoïstes sont devenues rares, alors qu'elles passaient autrefois pour être parfaitement normales : une famille pouvait vouloir rechercher l'adoption dans le but d'harmoniser la relation du couple ou d'être reconnu socialement, les couples sans enfant ont souvent considérés comme « vides ».

Une lettre comme celle-ci pourrait entraîner aujourd'hui le refus catégorique : « Je viens perdre mon mari, je suis seule, je n'ai pas d'enfant, ni être ni sevrer. Le vide est immense, et comme je ne pourrais pas sombrer dans le désespoir, pouvez-vous me faire tenir un enfant de cinq à six ans, pauvre petit orphelin qui paraît heureux ici — les soirs tombent sur nous et j'aime les feux — ce serait pour moi un but dans la vie. » On démythifie l'adoption et les parents adoptifs ne sont plus, comme autrefois, l'objet des louanges et des félicitations. « Les parents adoptifs ne sont ni meilleurs ni moins que les autres », estime

M. Roger Aufrère, président de l'Association des foyers de parents adoptifs. La famille adoptive s'identifie à la famille « biologique ». « Je suis heureuse dans ma vie adoptive », écrit une jeune femme, je me heurte aux mêmes difficultés que des millions de jeunes, mais je suis dans une famille qui m'aime et à qui je peux rendre cet amour... ». « C'est ma fille, et j'oublie totalement qu'elle est adoptée. » « Je l'aime comme si elle était sortie de mon ventre... » « Le lien de filiation n'existe que par l'amour. » Les témoignages abondent : « L'éducation d'un enfant adopté ne pose pas d'autres problèmes que ceux de tous les enfants », affirme le docteur Michel Soulié, de l'inter-secteur de psychiatrie infantile du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

### Mystère et histoire

Les mesures légales qui permettent de ne pas faire mention de l'adoption sur l'acte d'état civil, le secret auquel l'administration est tenue, le mystère dont certains adoptants entourent l'enfant, garantissent la solidité des nouveaux liens, si bien que « les parents adoptifs ressemblent à s'y méprendre aux autres, ils sont parfois trop abusifs et sur-producteurs », reconnaît un pédagogue.

Néanmoins, les familles adoptives se heurtent à des difficultés particulières. Si, autrefois, la règle était de cacher aux enfants leur origine, on recommande, aujourd'hui, de révéler l'adoption le plus tôt possible. « On arrive à des situations insupportables », explique M. Aufrère, seuls les enfants ignorent qu'ils étaient adoptés. Malgré les conseils, les histoires toutes prêtes à raconter, la « révélation » ne se fait pas sans mal. « Je n'arrive pas à lui avouer », s'inquiète une mère adoptive qui, cependant, passe chaque jour devant la pouponnière où elle est allée chercher son fils. « Vous n'avez qu'à lui dire que c'est là que vous l'avez pris. » « Je n'y avais pas pensé ».

On comprend que les parents adoptifs hésitent devant cette épreuve de vérité, qui les renvoie à leur stérilité. « La difficulté », explique le docteur Soulié, est, pour les parents, de reconnaître leur sexualité et de la séparer de leur stérilité. Beaucoup n'y parviennent pas... « S'il y a un problème de l'éducation des enfants adoptés, c'est à un niveau des parents qu'il se situe : « Les parents », dit le docteur Soulié, ont des anxiétés sur l'enfant (son origine inconnue, son héritage non apparente, son avenir incertain), ce qui les mène à se poser de nombreuses questions. Au moment de l'adolescence, l'adopté, qui recuse ses parents, les attaque de préférence sur le point : éprouve de leur stérilité et de ses liens avec l'adoption. Enfin, les enfants adoptés maintiennent inconsciemment en compétition leurs parents

adoptifs et leurs parents biologiques. Ces difficultés ne proviennent-elles pas du fait qu'on a voulu maintenir l'illusion, cacher à l'enfant sa véritable histoire, en faire le bébé-cigogne venu apporter la solution toute prête à la stérilité du couple ? Les inconvenients des candidats stériles ont été mis en lumière

## LES ÉTAPES DE LA PROCÉDURE

1. L'ADOPTION PLENIÈRE  
L'adoption plénière est la forme d'adoption la plus complète. Elle provoque un changement total et définitif de filiation.  
a) Les liens avec la famille d'origine sont rompus ;  
b) L'adopté a, dans la famille de l'adoptant, les mêmes droits et les mêmes obligations qu'un enfant légitime (art. 358 du code civil). L'adoption confère à l'enfant le nom de l'adoptant qui se trouve investi des droits d'autorité parentale. L'adopté et l'adoptant ont une vocation successorale mutuelle ;  
c) Le changement de filiation donne à l'adopté la nationalité des adoptants, comme pour un enfant par le sang ;  
d) L'adoption plénière est irrévocable.

Où s'adresser ? Aux directions départementales de l'action sanitaire et sociale, service de l'enfance, ou aux bureaux d'adoption autorisées.

a) L'enquête. — Les futurs parents adoptifs doivent fournir notamment : une attestation établie par un médecin psychiatrie librement choisi par eux sur une liste arrêtée par la préfet de leur résidence. D'autre part, l'administration (ou l'œuvre privée autorisée) fait procéder à une enquête par une assistante sociale afin d'apprécier : les conditions morales, familiales et d'éducation que les adoptants éventuels peuvent offrir à un enfant ; les ressources

### Les candidats

L'adoption peut être demandée soit par deux époux, soit par une seule personne, célibataire, divorcée, veuve ou mariée. Les conditions sont les suivantes :

• Pour les époux : être mariés depuis plus de cinq ans ; ne pas être séparé de corps ; avoir quinze ans de plus que l'adopté. La différence n'est que de dix ans si l'adopté est l'enfant du conjoint (même décédé).

par divers travaux. Ne faut-il pas se demander aujourd'hui si la stérilité n'est pas un obstacle supplémentaire à surmonter plutôt qu'une condition allant de soi ? Certes, les pratiques administratives, souvent retardataires, préfèrent confier les pupilles à des couples en mal d'enfant, faire jouer l'aspect réparateur de

### L'ADOPTION SIMPLE

De moins en moins demandée elle a des effets plus limités que ceux de l'adoption plénière. C'est le tribunal qui détermine les informations, examens ou enquêtes dont il estime avoir besoin. D'autre part, la notion de placement en vue d'adoption n'existe pas. Le jugement peut donc intervenir sans qu'il soit nécessaire d'attendre un délai minimum de six mois.

### Assumer deux mères

En se dégageant du carcan de la stérilité, l'adoption dans certains cas, permet de ne plus ignorer l'histoire antérieure de l'enfant qui lui sera nécessaire pour « tisser la trame de son unité dans le temps et l'espace ». « Je connais la mère « biologique », nous nous rencontrons ; au moment de l'adolescence de Philippe, nous avons volontairement interrompu nos relations, car il est extrêmement difficile pour un adolescent d'assumer deux mères. J'aime ma mère « biologique », me dit-il, mais toi, je t'aime aussi, responsable d'une œuvre d'adoption internationale, a choisi la vérité. Elle sait que les liens qu'elle a su tisser sont assez forts pour que l'existence recon-

### Une nouvelle image de la famille

Sans aller si loin — les couples stériles sont souvent d'excellents parents adoptifs — on peut regretter que les conditions nouvelles de l'adoption enfants âgés, présence d'enfants légitimes, ne soit pas l'occasion de construire une nouvelle image de la famille. « L'adoption d'enfants âgés, de couleur, de phratrie, d'handicapés, n'est pas un pis-aller, elle implique au contraire une conscience plus aigüe », écrit M. Brunet, de la Fédération des foyers adoptifs. Ces nouveaux adoptants apportent la preuve d'une intégration sociale facilitée : « Enfants à partiellement acceptés sa petite sœur », explique une maman qui a adopté cinq enfants après avoir eu un enfant « biologique ». L'intérêt des descendants légitimes devant être préservé, la loi laisse le juge apprécier le comportement des enfants légitimes au moment de l'adoption. Des difficultés peuvent en effet surgir malgré les allégations d'une mère : « Nous avons élargi notre horizon, mon enfant biologique a beaucoup appris, il n'y a pas de différence entre tous. »

l'adoption, comme s'il était naturel de satisfaire un désir naturel d'enfant par le seul remède social de l'adoption. Mais les psychologues s'interrogent : « Il faut trouver les parents qui, non seulement, se disent prêts à accepter l'enfant, mais qui pourront effectivement l'assumer. Les autres, à défaut de comprendre les mobiles exacts du suicide, en ont pris facilement leur parti. D'autres, enfin, ont tenté d'exploiter l'affaire pour dénoncer les conditions de vie au lycée. Un « comité de lutte clandestin » a même diffusé un texte où l'établissement est pré-

### Une nouvelle image de la famille

senté comme « un caserne où la vie est triste, la discipline, de fer, et l'avenir, de plus en plus sombre ».

### Assumer deux mères

En se dégageant du carcan de la stérilité, l'adoption dans certains cas, permet de ne plus ignorer l'histoire antérieure de l'enfant qui lui sera nécessaire pour « tisser la trame de son unité dans le temps et l'espace ». « Je connais la mère « biologique », nous nous rencontrons ; au moment de l'adolescence de Philippe, nous avons volontairement interrompu nos relations, car il est extrêmement difficile pour un adolescent d'assumer deux mères. J'aime ma mère « biologique », me dit-il, mais toi, je t'aime aussi, responsable d'une œuvre d'adoption internationale, a choisi la vérité. Elle sait que les liens qu'elle a su tisser sont assez forts pour que l'existence recon-

nue de la mère « biologique » ne les modifie pas. C'est un cas exceptionnel. De son côté, la mère « biologique » explique : « Je sais que mes enfants sont bien là où ils sont, et du moment que je peux les voir, je suis heureuse. D'ailleurs, ce type d'adoption accepte la différence tout en étant habilement ignoré. Combien de parents adoptifs voudraient, par exemple, que leurs enfants leur ressemblent, même dans le cas d'adoption internationale.

Les parents qui ont adopté des enfants handicapés ont encore plus loin dans le respect de la différence ; ils démontrent que l'attachement peut se fonder bien autre chose que des signes de reconnaissance. « Ce n'est pas une réponse à un désir d'enfant car on ne peut désirer que des enfants « normaux », notre démarche est autre, expliquent M. et Mme Allgrin, responsables de l'œuvre Emmanuel, qui place des enfants handicapés dans des familles adoptives. « Il y a une générosité totale, un oubli de soi. » Combien en sont capables ? Car il y a dans l'adoption, pourquoi le nier ? — des motivations complexes, récurrentes souvent, parfois insaisissables.

Il n'en demeure pas moins que les parents de la famille adoptive ont aujourd'hui se dégager des tendances traditionnelles de la famille. Par l'accident de leur naissance, l'absence de ce lien biologique au nom duquel se commettent bien des abus, les nouveaux adoptés peuvent apporter un modèle de relations inter-familiales. D'autant plus facilement que l'adopté connaît son histoire et que l'adoptant est délié, soit pour l'avoir surmonté, soit pour ne pas en avoir été frappé, de sa stérilité.

FIN

• Une manifestation de soutien à un insoumis a été dispersée, mercredi 1<sup>er</sup> février, par la police dans les rues de Lyon. Selon le comité de soutien aux insoumis, la police a chargé « violemment et sans sommation » les quelque cent cinquante manifestants qui défilèrent sous une bannière « Objection, délit d'opinion, prison ». Une vingtaine de personnes ont été interpellées et relâchées dans la soirée.

• Pour avoir diffamé M. Jacques Médéric, maire de Nice et secrétaire d'Etat au tourisme, le Courard enchâssé a été condamné à 3 000 francs d'amende et 1 franc de dommages et intérêts par le tribunal correctionnel de Nice. Le jugement, de plus, être inséré dans trois journaux. M. Médéric réclamait six millions de francs à l'hebdomadaire pour avoir, le 24 septembre 1977, publié un article laissant entendre qu'un avion de tourisme avait été mis à sa disposition par une société de promotion immobilière liée à la ville par d'importants contrats.

# JUSTICE

### Malgré les contrôles de police

## Yves Maupetit a pu se rendre deux fois à Marseille avant son arrestation

De notre correspondant

Versailles. — Arrêté le mardi 31 janvier dans une auberge de Valence (Drôme) après avoir été dénoncé à la police par des malheureux Yves Maupetit a été transféré au siège du S.R.P.J. de Versailles dès le lendemain pour y être entendu sur la prise d'otage de Mme Guyaine Jacquemin, le 11 janvier, dans la maison de retraite des P.T.T. à Jouarre (Seine-et-Marne).

Au cours de son audition, Maupetit a reconnu que, après avoir pris Mme Jacquemin en otage jusqu'à la station R.E.R. - Gare de Lyon, il avait pris un billet de train pour Marseille et parait être une personne, et personne pendant le trajet ne l'a soupçonné. A son arrivée à Marseille, Maupetit s'est rendu chez un coiffeur pour se faire raser la moustache et couper très courts les cheveux, puis il a acheté un costume prince de Galles dans un magasin de confection afin de changer totalement son signalement.

Il semble que, avec de faux papiers et malgré l'impressionnant dispositif de police mis en place, Yves Maupetit ait pu

d'abord se rendre à Nice, puis revenir à Paris, où il committit un hold-up contre un hôtelier du vingtième arrondissement, à qui il déroba 20 000 francs. Selon les premiers résultats de l'enquête, Maupetit aurait ensuite regagné Marseille, puis décidé de revenir à nouveau dans le capitale.

C'est au cours du voyage, à Valence, alors qu'il cherchait à se faire conduire à Barcelone (Espagne), qu'il a été finalement arrêté. Yves Maupetit sera dès le jeudi 2 février, mis à la disposition de Mlle Augusta Filippi, juge d'instruction à Evry, qui l'interrogera sur le meurtre des époux Thérèse et Jean Jacquemin à Jouarre (Seine-et-Marne) avec une complice, Jeannine Terrier.

Maupetit est également suspecté d'avoir, dans les premiers jours de janvier, à Treigny (Yonne), tué d'un coup de fusil de chasse un agriculteur âgé de soixante-cinq ans, M. André Boullier. Les jugements de Meaux et d'Auxerre pourraient se dessiner au bénéfice de celle d'Evry afin de permettre à Mlle Augusta Filippi de mener l'ensemble de l'instruction.

## UNE GARDE A VUE POUR REFUS D'OUVRIER SON COFFRE DE VOITURE

Les opérations de police liées à l'affaire Empain ont permis de repérer la question : quelles sont les conditions requises pour la fouille des véhicules ? Un journaliste, M. Jean-Pierre Férey, a été arrêté pour avoir demandé d'ouvrir son coffre de voiture, a refusé. Il a été emmené au commissariat de Picpus à Paris (13<sup>e</sup>) et gardé à vue pendant quatre heures.

L'incident a eu lieu mardi 31 janvier, à 19 heures, porte de Charenton. A un barrage de gendarmes, M. Férey refuse d'ouvrir son coffre, en arguant du fait qu'il n'était pas obligé de le faire et que, d'autre part, cette demande devait être effectuée par un officier de police judiciaire. On appelle alors un gradé, puis le commissaire de police du douzième arrondissement. M. Férey est emmené au poste et sa voiture remorquée. Refusant toujours de faire ce qu'on lui demandait, les policiers lui ont enlevé son imperméable et pris les clés de sa voiture. Puis, en sa présence, ils ont ouvert le coffre. M. Férey était relâché sans qu'il ait pu prévenir sa famille.

La fouille des véhicules, rappelle le Syndicat de la magistrature, n'est légitime qu'en application de l'article 56 du code de procédure pénale :

« Premièrement, si elle concerne des personnes qui aient été reconnues coupables d'un crime ou d'un délit ou d'un délit relatif aux faits incriminés » ;

« Deuxièmement, si elle est effectuée par des officiers de police judiciaire, qu'en utilisant la procédure de flagrant délit. Sans respecter ces prescriptions, le pouvoir comme un véritable acte de violence de la loi. Il résulte ainsi dans les faits la loi sur la fouille des véhicules annulée par le Conseil constitutionnel.

Le Syndicat de la magistrature, conscient de la nécessité de rechercher les auteurs de crimes, affirme qu'aucun événement ne peut justifier une illégalité (...).

## Avec cinq de leurs collaborateurs Deux directeurs d'ELF-France ont été inculpés de refus de vente

MM. Ratinski et Drugeon, respectivement directeur commercial et directeur de la distribution d'ELF-France, ainsi que cinq autres cadres de cette société, ont été inculpés de hausse illicite, de refus de vente et de tromperie sur les quantités livrées. M. Jacques Lefort, juge d'instruction à Reims, Ces inculpations prononcées au mois de septembre 1977, mais rendues publiques seulement le mercredi 1<sup>er</sup> février, sont suite à une plainte déposée en novembre 1975 par la société Mitchell, qui était vu comme un distributeur du fuel pour ELF-France dans la région rémoise.

En 1973, au moment de la crise pétrolière, des difficultés avaient surgi entre les deux partenaires commerciaux. Elf affirmait, à plusieurs reprises, ne plus pouvoir livrer son rendement à cause de la hausse illicite de vente. L'inculpation de refus de vente a été prononcée à l'issue de l'enquête. Les inculpations de hausse illicite correspondent aux tarifs trop élevés — supérieurs à ceux inscrits au Bulletin officiel

### Le rapt du baron Empain

#### L'INQUIÉTUDE

Les policiers chargés d'enquêter sur la disparition du baron Edouard-Jean Empain reconnaissent en privé qu'ils n'ont pratiquement enregistré aucun élément positif depuis plusieurs jours. Ils en sont réduits à reprendre leur enquête à la base en recherchant des témoins susceptibles d'avoir assisté aux préparatifs de l'enlèvement.

Les vastes opérations de contrôles routiers entreprises dans la région parisienne ne donnent aucun résultat et suscitent maintenant l'irritation des policiers eux-mêmes. La Fédération autonome des syndicats de police, qui groupe la majorité des fonctionnaires en tenue, a adressé un télégramme au premier ministre au ministre de l'Intérieur demandant la « lettre de démission mis en place » et s'élevant contre une utilisation des effectifs « contraire aux libertés individuelles » (nos dernières éditions).

L'impulsion de la police ne fait que renforcer l'inquiétude, d'autant qu'il semble se confirmer que les ravisseurs présumés se sont à nouveau manifestés de manière machabé en faisant parvenir à la police un doigt — un index entier — qu'ils présentent comme celui du baron Empain (nos dernières éditions). Si les examens en cours dans les laboratoires de la police confirment ce fait, il faudrait voir une preuve de la détermination des auteurs du rapt, et peut-être aussi de leur volonté d'accélérer les négociations, avec les proches de l'industriel, sur le versement de la rançon.

# ÉDUCATION

## La tendance minoritaire de la FEN a cessé de gagner du terrain

Nantes. — Le congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) réuni à Nantes, a adopté, mercredi 1<sup>er</sup> février, la motion d'orientation présentée par la majorité Unité, indépendance et démocratie, par 58,53 % des mandats, ce qui représente, par rapport au congrès de 1976, une progression de 0,84 %. Cette hausse est légère mais confirme la bonne tenue de la tendance majoritaire qui s'était manifestée la veille. La principale tendance d'opposition — Unité et action, — animée notamment par

des communistes, enregistré, pour la première fois depuis de nombreuses années, une diminution du nombre des mandats : 33,85 % contre 33,85 %. Les autres tendances se partagent le reste : 5,07 % (contre 5,42 %) pour l'Ecole émancipée (tendance syndicaliste révolutionnaire), 3,31 % (contre 3,20 %) pour le Front unique ouvrier laïcisé par des trotskistes de l'O.C.L. (l'Organisation communiste internationaliste) et 1,48 % (contre 1,82 %) pour le courant Education et autogestion.

De notre envoyé spécial

Si on les compare aux seuls résultats du congrès précédent, les votes sur l'orientation du congrès n'apparaissent pas mathématiquement, comme très significatifs. On ne saurait parler de mouvement profond. Toutefois, venant après les résultats du vote sur le rapport d'activité (le Monde du 2 février), ils ont une valeur symbolique importante. C'est la première fois depuis de longues années, en effet, que la tendance proche des communistes perd du terrain, ou, du moins, cesse d'y gagner.

Il ne peut que se soit, cela suffit à réjouir la direction nationale de la FEN, au moment où les polémiques dans les partis de gauche retentissent dans l'organisation. Mais cela n'a pas découragé les animateurs de la tendance Unité et action. Certains d'entre eux ne cachent pas qu'ils redoutaient depuis quelques mois une baisse plus nette. L'attitude du parti communiste à l'approche des élections n'a pas facilité, au sein de cette tendance, les relations entre ceux qui militent au parti communiste et ceux qui n'y sont pas.

Le débat d'orientation — qui a duré moins de deux heures — n'a pas fourni l'occasion d'un véritable échange sur les perspectives de l'après 12 mars, et encore moins de l'après 19 mars.

#### Union et unité

Le porte-parole du courant Education et autogestion a répété que, selon lui, la FEN était un « colosse aux pieds d'argile », et qu'il ne suffisait pas de se glorifier de cinq cent cinquante mille adhérents, car « les sociétés de pêche à la ligne en ont plus ». Celui du Front unique ouvrier a réaffirmé son opposition à la participation des syndicats à toutes les formes de coopération, du conseil d'école au conseil d'université. Pour M. Chauvet, de l'Ecole émancipée, la FEN est une organisation où la base « est désemparée », et il a parlé de « syndicalisme par correspondance », par délégation, et de syndicalisme professionnel.

Pour le courant Unité et action, M. Jean Feltus a dénoncé le « formalisme » du congrès, image d'une organisation « qui n'arrive même plus à traduire le vrai visage de la réalité profonde des personnels », il a signalé le danger que « notre FEN à tous devienne, à sous couvert d'orientation, la propriété de quelques-uns » et critiqué « le syndicalisme de l'ambiguïté ». Aux membres de la majorité de la FEN, il a lancé : « Interrogez-vous sur le visage un peu figé, un peu acerbé, parfois sectaire, hélas !, le

plus souvent conservateur, que vous donnez de la FEN. » Il a réclamé des structures syndicales nouvelles permettant que se rencontrent les adhérents de la FEN qui travaillent dans un même établissement, mais ne sont pas dans la même école, donc pas dans la même syndicat. Surtout, il a rappelé que son courant avait toujours luté pour l'union de la gauche et a déclaré à ce sujet : « Nous attendons des partis que dans le cadre du programme commun ils prennent en compte les dimensions nouvelles des revendications des travailleurs et qu'ils précisent à cet effet les moyens qu'ils entendent mettre en œuvre, ensemble, au gouvernement, pour atteindre ces objectifs. »

Mme Gisèle Desseux, défendant la motion d'orientation de la majorité, a de son côté, noté que le congrès était « en situation » et que la FEN ne devait pas être « comme un monde à part, mais devait avoir la volonté d'être à part entière un morceau du monde du travail ». Elle a rappelé que la FEN avait « affirmé son choix pour une société socialiste » et estimé que son attitude ne consistait pas à « donner un blanc-seing à un parti », mais à agir « dans le sens de l'unité ».

BRUNO FRAPPAT.

# RELIGION

## LE COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM LANCE UNE CAMPAGNE EN FAVEUR DU TIERS-MONDE

Une campagne sur les « droits de l'homme et des peuples en développement » a été lancée à Paris par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (C.C.C.F.).

Le C.C.C.F. a désigné son président M. René Tardy, prévoit de financer en 1978 environ quatre cents projets d'un coût global de 35 millions de francs dans une soixantaine de pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

A cette occasion, Mgr Jacques Ménager, archevêque de Reims et ancien ministre de la Justice et Paix, qui a représenté la conférence épiscopale française à l'assemblée générale de la C.I.O.S.E. (Coopération internationale pour le développement socio-économique) qui s'est tenue à Panama au mois de janvier, a dénoncé « les ravages causés par l'empire des sociétés multinationales en Amérique latine ». Le C.C.C.F., a conclu M. Menotti Bottazzi, secrétaire général de l'organisation, voudrait, à l'occasion du carême, lancer un appel à la solidarité avec le tiers-monde, et rendre la population française plus consciente des problèmes du sous-développement.

#### A Lourdes

## UNE FONDATION JEAN RODHAIN EST CRÉÉE

(De notre correspondant.)

Tarbes. — Le premier anniversaire de la mort de Mgr Jean Rodhain, fondateur et secrétaire général du Secours catholique et ancien évêque de Lourdes, est célébré, à Lourdes, où il repose près de la chapelle de la cité-secours Saint-Pierre, a été célébré, le 1<sup>er</sup> février, par plus de trois cents responsables diocésains du Secours catholique. Le cardinal Benelli, archevêque de Florence, a présidé les cérémonies auxquelles assistaient MM. Gauchon et Brouillet, respectivement actuel et ancien ambassadeur de France près le Saint-Siège ; Robert Fricot, ancien ministre, président du Secours catholique ; Mgr André Collin, archevêque coadjuteur de Toulouse ; Mgr Bernard Agré, évêque de Man (Côte-d'Ivoire), représentant les Eglises de l'Ouest africain ; Mgr Henri Douze, évêque de Lourdes.

Avant que M. François Abadie, député des Hautes-Pyrénées (F.S.) et maire de Lourdes, ne dévoile la plaque de l'avenue portant désormais, près de la cité-secours Saint-Pierre, le nom de Mgr Rodhain, la création d'une fondation portant également son nom a été annoncée par M. Brouillet. Due au Secours catholique, cette initiative se fixera pour mission « de promouvoir et d'approfondir la théologie de la charité sur la base des réalisations et des sermons de Mgr Rodhain ». Cette fondation aura pour elle la cité-secours de Lourdes. Elle favorisera un enseignement, accordera des bourses et organisera des colloques nationaux et internationaux.

# FAITS ET JUGEMENTS

## Un espion condamné à vingt ans de détention.

M. Serge Fablew, un industriel de Bures-sur-Yvette (Essonne), cinquante-cinq ans, qui travaillait depuis 1964 pour les services de renseignements soviétiques (le Monde du 1<sup>er</sup> février), a été condamné à vingt ans de détention criminelle mercredi 1<sup>er</sup> février par la Cour de sûreté de l'Etat.

MM. Marc Lefebvre et Giovanni Ferrero, qui appartenaient au même réseau, ont été condamnés respectivement à quinze et huit années de la même peine.

Le dernier complice, M. Raymond Dissard, accusé d'avoir servi « de boîte à lettres » pendant plusieurs mois, a eu une peine plus légère : deux années d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis.

Le réseau de M. Fablew avait cessé toute activité en 1974 et, lorsque ses membres ont été arrêtés en 1977, « ils se croyaient tous à la retraite ». M. Marc Lefebvre, un ingénieur en informatique âgé de cinquante et un ans, a affirmé qu'il avait été « dominé et manipulé par une organisation étrangère ». Il a fait la constatation cependant, a-t-il ajouté, de n'avoir pas lui-même eu d'intérêt de son pays.

## Des érimés sans importance (suite).

Après l'acquiescement par la cour d'assises de la Creuse de M. Gérard Grosset (le Monde du 26 janvier), qui avait tué le 11 décembre 1976 un Algérien, M. Elak Djennadi de plusieurs crimes de son Mgr Henri Guiffès, évêque de Limoges, et le pasteur

## AMÉRIQUEZ!

### FOREIGN STUDY IN LIVING PROPOSE

ÉTÉ 78 : JUILLET-AOÛT

- Séjours en familles américaines 14-20 ans : Boston, Washington, San Francisco, Los Angeles.
- Cours intensifs en universités : Berkeley, San Diego, Boston.
- TOUTE L'ANNÉE : en universités (+ de 18 ans), par sessions de 4 semaines : anglais intensif suivant thèmes spécifiques.
- NASC/ECOM : hébergement économique en hôtels et résidences universitaires.

FSL

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

F.S.L. 14, rue des Poissonniers 92200 NEUILLY-SUR-SEINE 6371623

**Conservatoire National des Arts et Métiers**

2 stages en Informatique

### 1) ILLUSTRATION DE L'UTILISATION DE LA MINI-INFORMATIQUE EN COMPTABILITÉ

Adressés aux comptables des P.M.E. et aux comptables qualifiés.

- Introduction aux matériels informatiques disponibles pour les P.M.E.
- Manipulation d'un langage comptable sur un mini-ordinateur.
- Initiation à un langage de programmation évolué. Deux sessions au choix.

7, 8, 9 mars ou 22, 23, 24 mai 1978  
915 P (déjeuner compris)  
Tél. : 271-24-14, Poste 378.

### 2) PRINCIPES DES SYSTÈMES D'EXPLOITATION DES CALCULATEURS

Pour techniciens, ingénieurs ou enseignants occupant des systèmes informatiques.

Organisé à AURON (ALPES-MARITIMES) du 18 au 24 mars 1978.

Inscriptions dès maintenant. Places limitées.  
Tél. : 271-24-14, postes 365 et 388.  
C.N.A.M. - F.C. - 382, rue Saint-Martin, 75141, PARIS CEDEX 03.

### CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMÉRICAINE, VOUS DECOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.

EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions.

EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais.

Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Irlande, le Japon, le Mexique.

Experiment France

Pour un monde plus ouvert

Association loi de 1901, membre de l'UNESCO (si, approuvé par le Comité National de l'Unesco n° 1916)  
89, rue de Turbigo, 75003 Paris - Tél. : 278-50-03

مكتبة من الأصل

# culture

Le Monde  
LE JOUR  
DU THÉÂTRE

## Éclectisme breton.

Où en est le théâtre breton, quel est-il ? La Maison de la culture de Rennes et l'ADDEC (Art dramatique, Expression, Culture) organisent du 4 au 19 février des rencontres du théâtre amateur régional, caractérisées par le didactisme et l'éclectisme : Marc Gilbert Sauvageon, Brecht, Synge en breton, Mrozek, Beckett, Obaldia, côtoient des créations collectives et des auteurs moins connus. Un conseil formé de professionnels discutera après chaque représentation de fond et de la forme des spectacles

## Apprendre à Strasbourg et ailleurs.

Il existe de multiples établissements privés d'enseignement dramatique : M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a décidé d'instituer une procédure de reconnaissance pour celles de ces écoles « dont le fonctionnement administratif, financier et pédagogique offre des garanties », sur avis d'une commission comprenant des fonctionnaires et des représentants de la profession. Ces établissements devront se soumettre aux contrôles prescrits par le ministère.

Pour sa part, l'école du Théâtre national de Strasbourg suit une ligne rigoureuse d'éthique, et de pratique théâtrale, qui se manifeste notamment dans le recrutement des élèves. Les candidats retenus par le conseil du T.N.S. après audition participent à un stage en juin.

Renseignements et inscriptions jusqu'à la fin du mois de mars au secrétariat de l'école supérieure d'art dramatique, Théâtre national de Strasbourg, J. rue du Général-Gouraud.

## Le Dunois.

Le collectif « Soyons raisonnables » présente Demands, l'impossible jusqu'au 19 février, dans la salle de la rue Dunois, au n° 23, à 20 h. 30. Ex-Groupe 2 en scission, il a décidé de radicaliser ses options en intégrant ses préoccupations théâtrales à l'actualité. Des personnages de tous les jours vivent des histoires d'amour, des histoires de cours d'innocence, des histoires d'usine et de prépas... La vie de tous les jours.

## Le jour d'hier aujourd'hui au TEP.

Grande presse, police paralytique, campagne électorale, anti-éclectisme, manipulation de l'information... Et pourtant l'acte a écrit Nekrasov en 1955. Cette satire burlesque a été créée par Jean Meyer au théâtre Antoine, puis par Albert Gignoux à Strasbourg en 1969. Les raisons pour lesquelles Guy Rétoré l'a inscrit à son programme du TEP (à partir du 7 février) sont claires. Le metteur en scène Georges Rétoré dit qu'il voit tous les personnages comme les protagonistes d'une farce stérile et rentable chaque spectateur une réflexion sur ses atavismes. Aujourd'hui, les connotations politiques de l'éclectisme ont changé. L'actualité principale se porte sur la concentration de la presse libre les mains de quelques couples, ce qui en fait le théâtre.

## Les Brecht.

Les amis du Théâtre de Gennevilliers organisent le samedi 10 février, dans la salle des Résistances (41, rue des Résistances), un débat autour de l'œuvre de Brecht qui réunit la plupart des metteurs en scène ayant mis des pièces du dramaturge allemand ou qui se rattachent à lui : Guy Rétoré, René Sobel, Jean Jourdeuil, Georges Lavaudant, etc. Le même jour, au Théâtre Amandiers de Nanterre, a lieu une rencontre-débat avec Peter Handke, à l'occasion de la représentation de gens déraisonnables qui est en cours de disparition.

## Théâtre

### LE CHÊNE NOIR A BEAUBOURG

## Nicole Aubiat, dame de Lumière

Le Chêne noir d'Avignon a envahi la salle du Centre Georges-Pompidou. Fêlée aux lampions, cirque de rêve. Un homme gris interroge le passé. De sa mémoire naissent des masques de honte, des ombres éperdues qui soupirent une musique planante. Chansons d'amour-jamais, d'amour-mais oui. Fils rouges qui tiennent à l'image d'une femme aux cheveux noirs. Ses longues jambes dans des bottes rouges dansent la liberté. Dans sa voix vibrent les sons graves de la vie : Fantastic Miss Madama.

Cette femme qui semble venir de l'Orient mythique et s'appelle Nicole Aubiat est née en pays champenois, d'ancêtres, il est vrai, kabyles. Un jour, elle est partie vers le soleil, vers l'Algérie, et n'est revenue qu'à Avignon.

« Quand j'étais adolescente, dit-elle, j'écrivais et je disais des poèmes surréalistes dans des maisons de jeunes. Je voulais être chanteuse ou danseuse mais nous étions très pauvres. Mes parents ne pouvaient pas me payer le conservatoire, et puis ça n'était pas dans leurs habitudes culturelles. J'étais douzième, je faisais des études : sciences-po, lettres. Je suis partie.

« A Avignon, j'ai trouvé un boulot d'archiviste au Palais de Fapes, y avait un vieux bonhomme qui venait jouer

du violon. J'allais trainer du côté du Théâtre des Carmes, chez Benedetto. Il ne m'a rien proposé, je suis orgueilleuse, je n'ai rien demandé. J'ai rencontré Gelas. » Elle ne l'a pas quitté. Ils travaillent ensemble, vivent ensemble, ils ont un enfant qui regarde gravement, sans être du tout effrayé, les grimaces baroques qui transforment sa mère en « dame de lumière ».

« C'était en 1968 que j'ai rencontré Gelas, dit Nicole, et je ne voyais pas comment ça pourrait tourner. Je continuais mes études pour justifier ma bourse, mais j'étais mal dans ma peau, crispée, instable, neurotisée. Je ne savais pas ce que je cherchais. Une longue crise d'adolescence. La société n'offre pas ce dont on rêve, on ne voit pas sa vie, alors c'est normal de déprimer. Je suis entrée au Chêne noir en février 1969. Nous ne raisonnons pas l'aventure, nous étions encore des enfants. Nous n'avons pas cherché, nous avons éprouvé. Il y a quelques années, le travail reposait surtout sur la fougue de chacun. Aujourd'hui, nous essayons d'être précis pour nous sentir plus libres sur scène, et rencontrer le public sans contraintes.

« Nous sommes plus lucides, nous voyons nos limites et nous essayons de trouver

notre manière à nous de le faire reculer. Il s'agit de faire vivre, respirer, sentir le groupe ensemble et non pas tel ou tel élément qui dépense des autres. Ce n'est pas si évident, on ne peut pas tout du même coup. Nous sommes attentifs aux critiques, mais nous ne pouvons pas grand-chose à l'égard des partis pris idéologiques. Nous avons, nous aussi, notre manière de voir le monde. Le théâtre nous sert à sauvegarder ce qui reste de magie, d'épouvante, d'incroyable. Quand l'adulte sent son être enfantine, il se dessèche. C'est là que notre travail est beau, il me semble. Il ne s'agit pas de faire appel à cette manière d'être qu'ont les enfants d'aller à l'essentiel et de lui associer l'inhabituel.

« Pour moi le théâtre, c'est physique. C'est juste d'images de couleurs, de rythmes en transformation. C'est une alchimie. On y met sa vie en cause. Il ne peut pas transformer la réalité, il peut donner une dynamique d'écrit. L'acteur est là pour servir les dieux, pour un voyage avec les spectateurs dans des paysages très beaux. Comme ceux de cette Algérie que je ne connaissais pas et qui me hantent. J'aurais dû être nomade ».

COLETTE GODARD.

\* Fantasio miss Madama, Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 14 février, 20 h. 30.

## Cinéma

### « Le Bois de bouleaux » d'Andrzej Wajda

#### Chuchoter, au lieu de crier

Stanislaw, un jeune homme tuberculeux, sorti d'un sanatorium de Suisse, vient d'installer chez son frère aîné, Boleslaw, qui est garde forestier, veut et achève ses jours, après une liaison, toute sexuelle, avec une robuste paysanne. La Pologne, ici, c'est un bois de bouleaux, une maison isolée, une petite villa des environs de Varsovie, tout juste entravée.

Da la part d'Andrzej Wajda qui, depuis 1955, n'a cessé de se pencher sur le passé et la présente historique de son pays, de cinéma, cinéaste de fresques sociales (la dernière, l'Homme de marbre, histoire d'un ouvrier modèle des années 50, a provoqué des remous politiques en Pologne et n'est toujours pas exportée) depuis que les autorités ont refusé de l'envoyer au dernier Festival de Cannes), ce sujet intimiste surprend. Réalisé en 1970 pour la télévision polonaise, puis exploité dans les salles de cinéma, Le Bois de bouleaux se situe à part.

« D'habitude, dans mes films, dit Andrzej Wajda, je n'ai pas le temps de regarder la nature. La nouvelle de Jaroslaw Iwaszkiewicz, un écrivain très important de notre littérature nationale, m'en a donné l'occasion. Écrite en 1930, elle est, en fait, intemporelle. Elle est très belle, très riche psychologiquement. L'idée que la nature est une force pathétique recréant de la vie à partir de la mort, m'est chère. J'aurais pu étier simplement dans une forêt de bouleaux et le contempler pour moi-même. Mais je ne peux arriver à bien comprendre quelque chose — en ce cas, les rapports de la nature avec l'homme — qu'en tournant un film. Il faut que je puisse montrer aux autres ce que je ressens, ce que je découvre. Et puis, après avoir tourné beaucoup de films sur les grands événements et les confrontations d'idées, je me demandais, à cette époque, si j'étais capable de réaliser une petite histoire, un chuchotement au lieu de crier. »

Le Bois de bouleaux c'est, en effet, le chuchotement d'une nature mourant l'hiver pour renaitre au printemps, bercant la vie, la mort et les passions des hommes. Concrète avec les bouleaux, les champs et l'eau, elle est allégorique avec la femme, Malina, dont la sensualité voit les dernières forces de Stanislaw et suscite la jalousie de Boleslaw, déjà rongé de doutes à l'égard de sa femme morte. Et Malina, la paysanne, enseigne finalement une sorte de sagesse épiciurienne.

Or, même avec cette « petite histoire », Wajda reste un grand romantique dans le raffinement et les éclats brusques de ses images où les visages sont parfois marqués d'hallucination et d'irréalité. Le vieux est ainsi ici d'un symbolisme esthétique.

« J'ai utilisé une clé plastique qui

n'est pas la nouvelle : la référence aux peintures de Malczewski, artiste du début du siècle, s'aime beaucoup deux tableaux de lui. L'un, le Puits empoisonné, représente une femme assise au bord d'un puits. L'autre (on le voit dans la maison forestière), représente une femme, avec une faux, au milieu d'une nature très douce. J'm'intéresse au côté symboliste de Malczewski, mais aussi à sa façon particulière d'utiliser le couleur. »

Ainsi Malins, avec ses cheveux blancs, son visage qui a la couleur lisse d'une coquille d'oeuf, apparaît-elle, faux en main, avant de sourire, toute léthargie et les bras chargés de fleurs jaunes des champs. C'est elle qui, de près ou de loin, influence esthétiquement, poétiquement sur le récit. C'est à partir d'elle que s'expriment les états d'âme des deux frères et leurs rapports avec le cycle naturel de la vie et de la mort. Mais ce film prodigieusement beau (dirigé par la photographie, Zygmunt Samosulski) est animé d'une violence contenue, fait apparaître d'une manière émouvante les sentiments intérieurs des deux frères, Stanislaw qui cherche, jusqu'au bout, à faire vivre son corps, Boleslaw dont le désarroi, le désespoir éclatent lorsqu'il brutalise sa fille pour qu'elle lui témoigne un peu d'amour. En méditant sur le mort, Wajda a exprimé la même loi en la vie que dans ses œuvres historiques. Son chuchotement ressemble à ses cris. Et la fillette vêtue de noir qui, à la fin, respire dans une robe blanche près de son père assis, c'est encore la Pologne, se Pologne.

JACQUES SCLIER.

\* Voir les films nouveaux.

Le cinéaste Roman Polanski, libéré le 27 janvier après un séjour de quarante-deux jours à la prison de Chino (« le Monde » a daté 29-30 janvier), est arrivé en Grande-Bretagne le mercredi 1er février, le jour même où le tribunal de Santa-Monica pour entendre le verdict définitif. Roman Polanski est poursuivi pour « relations sexuelles illicites avec une mineure ». Son avocat a obtenu un délai de dix jours pour persuader son client de retourner de son propre gré aux Etats-Unis, où il est placé sous mandat d'arrêt. Selon certains de ses proches, il assisterait samedi soir à Paris à la remise des César du cinéma.

CHÊNE NOIR d'Avignon  
14 représentations exceptionnelles  
du 1er au 16 février  
Fantastic Miss Madama  
Centre Georges Pompidou  
278-79-95 Grande Salle

## Musique

### « LA FEMME SANS OMBRE » par Ribet et Svoboda

Depuis les représentations de l'Opéra de Paris dans la réédition de Lehnhoff et de Zimmermann que l'on espère bien revoir avec le retour de Bernard Lefort, on soupire après cette Femme sans ombre de Hugo von Hofmannsthal et Richard Strauss, qui est l'un des grands opéras du siècle. Le Théâtre de Genève vient de combler cette attente avec cette œuvre transparente au lyrisme si profondément personnalisé que jamais on a l'impression de voir évoluer des archétypes sans âme et sans corps. Sans attendre toujours à la suprême éminence des distributions parisiennes, celle de Genève est « meilleure » comme de la Fête enchantée à laquelle s'approprient cette œuvre rarement jouée en raison de l'extrême difficulté de sa réalisation et de la formidable distribution qu'elle exige.

La Femme sans ombre unit, en effet, les plus hautes qualités : un livret de poète, de moraliste et de philosophe, une atmosphère de conte populaire et de légende orientale, des personnages symboliques qui sont profondément incarnés scéniquement, une parabole de l'amour conjugal comme suprême sagesse.

Le premier adepte de cette lumineuse philosophie où nous convie le poète n'est autre que son musicien, Richard Strauss, dont on ne pouvait attendre, avec Elektra, le Chevalier à la rose et Ariane à Naxos, qu'il s'avererait sur des chemins si différents de son hellénisme virgile et de son épicisme viennois. Mais il n'a pas manqué de merveilleux où l'on entre sans peine tant elle est vivante, expressive, lyrique, s'élève pourtant jusqu'aux cimes non d'une subtilité métaphysique, mais d'une transparence spirituelle, d'une humanité charnelle et rayonnante.

Car le sublime ici est de nous proposer une image de la vie, avec ses tentations et ses épreuves, orientée vers une sagesse qui n'est pas réservée aux purs et aux savants, car c'est bien au contraire de la terre et des plus humbles que vient l'exemple, avec la clarté lumineuse de l'immortel Barak qui donne la clé de l'amour. L'amour qui est admiration, oubli de soi, ouverture totale et qui seul permet de recueillir l'ombre féconde de l'humanité, mais d'une que découvrent les deux couples au terme d'un opéra initiatique, transfiguration moderne approfondie de la Fête enchantée.

Jamais peut-être on n'a tant donné une transcription aussi fidèle de cette ascension vers les cimes que les décors de Svoboda, dont le génie et l'apogée nous ont déjà vus dans un superbe ballet de Brunnhilde. Tandis que la tentation de Barak n'est qu'une jolie aquarelle un peu anecdotique d'une crèche ouverte à tous les vents, la montagne progressive des personnages s'inscrit dans une succession de tableaux admirables au long d'une montée abrupte, par des escaliers et des portes, à travers des jardins persans, des prairies fatiguées, d'immenses fleurs de glace, des cheminées rocheuses jusqu'aux sommets où l'on découvre les étoiles et les nébuleuses l'univers entier.

Mais non moins admirable est la transcription dans les person-

nages de cette vaste épopée humaine par Jean-Claude Ribet. Chaque scène, chaque geste est à la fois simple et dans sa très simple humanité et dans sa signification mystérieuse, légendaire, comme dans cette musique transparente au lyrisme si profondément personnalisé que jamais on a l'impression de voir évoluer des archétypes sans âme et sans corps. Sans attendre toujours à la suprême éminence des distributions parisiennes, celle de Genève est « meilleure » comme de la Fête enchantée à laquelle s'approprient cette œuvre rarement jouée en raison de l'extrême difficulté de sa réalisation et de la formidable distribution qu'elle exige.

Et le premier adepte de cette lumineuse philosophie où nous convie le poète n'est autre que son musicien, Richard Strauss, dont on ne pouvait attendre, avec Elektra, le Chevalier à la rose et Ariane à Naxos, qu'il s'avererait sur des chemins si différents de son hellénisme virgile et de son épicisme viennois. Mais il n'a pas manqué de merveilleux où l'on entre sans peine tant elle est vivante, expressive, lyrique, s'élève pourtant jusqu'aux cimes non d'une subtilité métaphysique, mais d'une transparence spirituelle, d'une humanité charnelle et rayonnante.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Théâtre de Genève, dernières représentations les 3 et 6 février.

## DES CONCERTS A L'HOTEL DE VILLE

Organiser des concerts dans le salon des Arcades et des expositions de peinture dans la salle Saint-Jean : tel est le but que s'est fixé l'association pour la promotion des arts à l'Hôtel de Ville » que préside Mme Jacques Chirac, l'épouse du maire de Paris. Cette association qui a été présentée par sa présidente, mercredi 1er février, veut donner à l'Hôtel de Ville un rôle actif dans la vie culturelle de la capitale et faire connaître à un large public des jeunes artistes de talent. L'association organisera donc périodiquement, en soirée et en semaine, à la mairie, des concerts et des expositions. L'entrée sera gratuite.

La première manifestation prévue est un concert le 6 février à 20 h. 30. Au programme : Mozart, Chopin, Debussy et Honegger.

Le Théâtre des Deux-Ans vient de fêter joyeusement le 100<sup>e</sup> de sa mortante revue « AIX ANES CHIVENSIS » qui continue sa brillante carrière avec JACQUES BODDIN, CHRISTIAN VESEL, JACQUES MIREGAN en tête de distribution.

## ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTETTE

LE BOIS DE BOULEAUX  
Chef-d'œuvre de Andrzej WAJDA

RUFUS HALLER  
en alternance  
1 semaine sur 2  
PALAIS des ARTS  
325 rue St-Martin Paris 3e  
278.04.68  
272.62.98

la chasse photographique  
une exposition de  
l'Association Sportive de la Chasse Photographique Française  
et du Département des Relations Publiques de KODAK-PATHE  
au Centre Kodak d'Information  
38 avenue George V 75008 Paris  
du 26 janvier au 28 mars 1978  
du lundi au vendredi de 9h 45 à 18h 45.

CONNAISSANCE DU MONDE

PLEYVEL - Dimanche 5 février, 14 h. 30 - Mardi 7 février, 18 h. 30 et 21 h.

CANADA SAUVAGE

NABANNI, VALLEE DES HOMMES SANS TÊTE Paratourisme aux sources Récit et film Jean POIREL

Progression - Service - Chutes Victoria - Portes de l'aer - Vallée tropicale Grande route du Mackenzie - Grands canyons - Exploration des cavernes.

PLEYVEL - Dimanche 19 février, 14 h. 30; mardi 21 février, 18 h. 30 et 21 h.

VISA HONG KONG

DNE CHINE MILLENAIRE FACE A L'OCCIDENT Récit et film GUY SAINT-CLAIR

Aberdeen - Macao - Fête des Anêtres - Fêtes bouddhiques - Mariage Marionnettes - Vie du port - Danse du dragon - Hong Kong.

ORCHESTRE DES CONCRETS LAMUREUX Dir. : Jacques MERCIER Sol. : Paul TORTIER

BERLIOZ - Extraits de Romeo et Juliette DUTILLEUX - Metabolites

PLEYVEL - Dimanche 5 février, 17 h. 45 (p.a. Valmaître)

AUDITORIUM J.-P.H. RAMEAU ECOLE DE MUSIQUE, 25, rue Kruger, SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS

MOZART REQUIEM

Jocelyne CHAMONIN Soprano Anne BARTELLONI Alto

Jean-Claude ORLIAC Ténor Christian TRÉQUIER Basse

CHEUR ET ORCHESTRE DU MARAIS CHEUR FRANCIS POULENC

180 EXECUTANTS Direction : PIERRE MERLE PORTALES

Prix des places : 40 F - 35 F. Location : Office du Tourisme - 63, av. de Bac, LA VARENNE - 263-84-74.

DROUOT Rive Gauche

Cie des Commissaires Preiseurs de Paris GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE

75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Téléc. 270906

SAMEDI 4 FÉVRIER S. 10. - Lithos modernes. M. Rogeon.

LUNDI 6 FÉVRIER (Exposition samedi 4) S. 1. - Mobilier ancien. M. Oger.

MARDI 7 FÉVRIER (Exposition lundi 6) S. 3. - Timbres-poste. M. Ribaut-Ménestier.

MERCREDI 8 FÉVRIER (Exposition mardi 7) S. 1. - Objets d'art et d'ameub. principalment des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>.

JEUDI 9 FÉVRIER (Exposition mercredi 8) S. 7. - Lithos. M. Chambelland.

VENDREDI 10 FÉVRIER (Exposition jeudi 9) S. 1. - Mobilier rustique et de style. M. Boisgard, de Beckeren.

SAMEDI 11 FÉVRIER (Exposition vendredi 10) S. 13. - Bâtes fourrées Visons dark. Bijoux. M. Le Blanc.

Etudes naissent les ventes de la semaine - ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 742-85-77

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Gisella. Comédie-Française, 20 h. 20 : le César, et la Grenouille; Dolt-on le diré?

Les salles municipales

Neuveau Carré, 20 h. 30 : Récital Jean Sommer; 22 h. 30 : le Dervier Edan.

Les autres salles

Antonia, 20 h. 30 : Raymond Devos. Arts-Bébert, 20 h. 45 : Si t'es beau, t'es con.

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 2 février

Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Nefertiti. Théâtre Saint-Médard, 20 h. : Cendrillon.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Co-sol, ad actualisé. Deux-Anes, 21 h. : Aux aires cloyens.

Les théâtres de banlieue

Bures-en-Yvette, M.J.C., 21 h. : la Crèche. Chelles, C.C., 20 h. 30 : la Crèche.

Les cafés-théâtres

An Sec fin, 20 h. 45 : Seule dans la boîte; 22 h. : la Femme rompue.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : le Cabinet du docteur Caligari de H. Wiene; Nostalgia le temple, de P.W. Murau.

Les exclusivités

A BIEN TÔT LA CEINE (Ch. v.o.) : Sita, 5 (153-08-00); Quintette, 5 (133-22-12).

Les comédies musicales

Chaillet, 20 h. 30 : Volge. Mogador, 20 h. 30 : Valdes de Vienne.

SPECTACLES

Versailles, Théâtre Montansier, 21 h. Amphitryon 38.

Les concerts

Le Lucernaire, 19 h. : D. N'Kaoya e J. Vandeville, piano et hautbois.

Les chœurs

Palais de la découverte, 19 h. 30 : 20 h. 45 : 22 h. : Laserium, rock.

La danse

Palais des sports, 20 h. 15 : Romé et Juliette.

cinémas

ARRETE TON CHAR... BISSAS (Fr.); D.G.C.-Opéra, 7 (261-50-33).

LES AVENTURES DE BERNARD E BLANCA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES SAUVAGES DE L'ARIZONA (A. v.o.)

LES CONCERTS DE SAINT-CLOUD et proposent le Jeudi 9 février à 21 h. à l'Abbaye de ville un récital de Chant et Harpe

NEVILLE MARRINER Luth et Guitare Breim 14. 17. 21. 24 février, 20 h. 30 Brendel Cycle Schubert

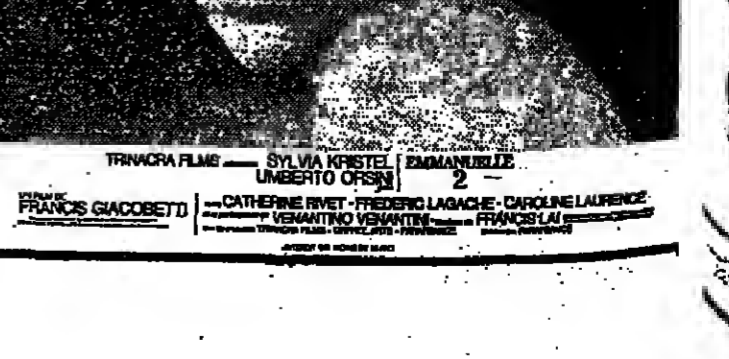
MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX Place de l'Hôtel-de-Ville 94000 CRETEIL

THEATRE QUÉBÉCOIS : vendredi et samedi 4 février, à 20 h. 30 QUATRE À QUATRE, de Michel GARNEAU

PUBLICIS ÉLYSÉES • PUBLICIS MATIGNON • PUBLICIS SAINT GERMAIN PARAMOUNT MAILLOT • PARAMOUNT MARVAUX

le film le plus attendu du cinéma français EMMANUELLE 2 libérée de ses complexes

Un des plus films de du cinéma "Le plus beau Fred Zinn" "Du et du beau"



مكتبة من الأصل







OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	20,00	21,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

**emploi régionaux**

**TEXAS INSTRUMENTS FRANCE**

DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS  
LABORATOIRE D'APPLICATIONS  
cherche

**INGENIEUR ELECTRONICIEN-ELECTROTECHNICIEN**

pour APPLICATIONS LINEAIRES

2 ans d'expérience minimum en transmissions de données ou réseaux de télécommunications ou systèmes d'acquisition et traitement du signal

Bonne connaissance de l'anglais demandée.

Poste à pourvoir à VILLENEUVE-LOUBET près de NICE.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions, date de disponibilité sous référence SCLA/278-31 à Madame L. GUET T.I.F. - Boite Postale 5 06270 VILLENEUVE-LOUBET Tél. 93.20.01.01

**TECHNICO-COMMERCIAL**

Le candidat devra être disponible immédiatement, avoir une formation technique motivée, une bonne expérience commerciale, avoir travaillé dans un service de vente pendant au moins six mois, et être capable de travailler cinq jours par semaine.

Le salaire élevé est fonction de l'expérience du candidat ; le volume de location fourni par la société.

Envoyer C.V. sous n° 77.688 à JRP, rue de l'Arcade, 10, Paris 8<sup>e</sup> arr.

**ORGANISME PUBLIC**

**INGENIEUR**

Système I.S.A., D.D.S., connaissances C.I.C.S., D.I. souhaitées.

Envoyer C.V. lettre manuscrite, photo et prétentions à : M. L. HAVAS, HAVAS BORDEAUX.

**offre premier emploi**

**Esso**

propose UN PREMIER EMPLOI pour son Siège Social (Paris-La Défense) à deux jeunes

**DUT INFORMATIQUE**

Ils exerceront des fonctions d'analyste-programmeur de gestion. Ils bénéficieront d'une politique de développement du personnel assurant des perspectives de carrière intéressantes.

Salaires brut annuel : 51.000 F.

Nombreux avantages sociaux.

Les candidatures (CV + photo) doivent être adressées au service du personnel siège, Cedex n° 2, 92080 Paris La Défense.

**SCHNEIDER LADEN**

(1er EMPLOI)

VOUS ETES : ■ ■ ■ ■ ■

jeune diplômé

e l'enseignement supérieur

commercial ou économique

VOUS SAVEZ : qu'une première expérience de la vente et de l'assistance clientèle sera un tremplin pour le développement de votre carrière commerciale.

NOUS PENSONS : que l'expansion continue du marché de l'électronique, la notoriété et la qualité de nos produits vous permettront de valoriser rapidement vos diplômes et vos connaissances.

NOUS VOULONS : vous confier dans un 1er temps la responsabilité d'animer et de développer notre réseau clientèle sur un secteur géographique déterminé.

NOUS VOUS PROPOSONS : - un poste sur la Région de NANCY - un poste sur la Région de TOULOUSE.

Adressez votre C.V. détaillé à notre Département du Personnel, 12, rue Louis Bertrand 94200 IVRY S/SEINE.

**BANLIEUE OUEST**  
desservie par R.E.R.

**IMPORTANTE INDUSTRIE DE POINTE**

Leader dans sa spécialité (effectif 200 collaborateurs) recherche :

**INGENIEUR**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**  
pour département EXPORTATION Réf. 7061

**CHEF DE PRODUCTION** Réf. 7062

Ces deux postes conviendront à Ingénieurs diplômés ;

MECANIQUE, PHYSIQUE ou ELECTRONIQUE possédant quelques années d'expérience et ayant une solide pratique de l'ANGLAIS.

**INGENIEUR**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**  
**PHYSICIEN** Réf. 7064

**ASSISTANTE SECRETAIRE**  
**du DIRECTEUR GENERAL**

Expérience dans poste similaire souhaitée. Parfaite connaissance de l'ANGLAIS indispensable. Réf. 7063

Adressez lettre manuscrite avec C.V. détaillé en rappelant la référence du poste choisi à : **B.E.O.**  
3, rue de Télégram, 75008 PARIS.

**ENTREPRISE SONATRACH**

**DIRECTION LABORATOIRE**  
**CENTRAL DES HYDROCARBURES**  
**BOUMERDES - ALGERIE**

**RECRUTE :**

**Ingénieurs géologues**

dans la spécialité Palynologie ayant travaillé sur le primaire et le secondaire

**CONDITIONS :**  
- Expérience professionnelle minimum 3 ans.

**AVANTAGES :**  
- Salaire intéressant.

Ecrire à la SONATRACH  
Direction Laboratoire Central des Hydrocarbures BOUMERDES - ALGERIE

**ORGANISME DE TOURISME**  
recherche pour ses VILLAGES DE VACANCES AU MAROC ET EN FRANCE

**Directeur Gestionnaire**  
Animateur d'équipe, Responsable de l'animation tél 7669/1

**Economiste**  
Responsable restauration tél 7669/2

**Chef Animateur** tél 7669/3

Adressez CV détaillé, précisant le poste et le pays à LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris où tr.

**ETABLISSEMENT FINANCIER**  
recherche pour sa DIRECTION INTERNATIONALE

**CHEF Zone Géographique**

Responsable d'un groupe de pays Européens pour développer les relations bancaires et commerciales.

• Expérience de quelques années dans la même fonction.  
• Anglais indispensable + une autre langue.

Env. C.V., photo et prétentions, ss le n° 47.588 à : CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

**IMPORTANTE SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS**  
REGION SUD-OUEST DE PARIS recherche

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**

DUT Informatique ou équivalent

Programmes de tests en assembleur, en plate-forme.

Temps réel industriel

Connaissances Mitra appréciées.

Envoyer CV détaillé et prétentions (avec photo) à no 46431 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIETE** rech. pour son département INFORMATIQUE DE GESTION

**JEUNE TITULAIRE**  
MAITRISE INFORMATIQUE

Ecr. avec C.V. et prêt. ss réf. S.14 SPÉRIAL, 12, rue Jean-Jaurès, 92087 Puteaux, qui tr.

**NOTKISS - BRANDY**  
SOCIÉTÉ  
GROSSE TRONÇON

recherche pour son Département Maintenance/Installations

**UN AGENT TECHNIQUE**

Connaissances indispensables en ELECTRONIQUE C.O.M. MANOE LOGIQUE.

Formation : 275/DOUT.

Expérience : 3 ans minimum.

Il sera chargé de former le personnel de Maintenance.

Poste à pourvoir à Saint-Denis, M<sup>e</sup> Marie-St-Denis.

Env. lettre manus. précis. prêt. avec C.V. et photo à M. Gillet, C<sup>o</sup> HBS, B.P. 111, 92020 St-Denis.

**CENTRE HOSPITALIER**  
Intercommunal d'AULNAY-SS-BOIS recherche

**UN MANIPULATEUR**  
d'électro-radiologie. Français ; en minimum 18 mois.

TEL : 323-66-66

**SOCIÉTÉ ETUDES DE MARCHES**  
en plein développement recherche pour son

**NOUVEAU DEPARTEMENT**

**UN COLLABORATEUR**

**BILINGUE** français-allemand

ayant une expérience dans le domaine T.V. RADIO ELECTROMAGNEUR.

Libre rapidement.

Adressez C.V. n° 4721 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

Sit. de documentation recherche

**ATP**  
et **INGENIEUR**

Spécialisés en électronique pour réalisation de notices techniques.

Ecr. à S.E.D., 4, rue du Dr. Cassin, Paris-15<sup>e</sup>, qui tr.

Cabinet Expertise Comptable recherche

**UN D.E.C.S. ou niveau**  
ayant 2 a. expérience cabinet. Libre contact humain, rédactionnelle.

**UN COLLABORATEUR**  
en anglais. Expérience Comptable. Téléph. : 123-61-23

14, r. du Pont-Neuf, 75001 Paris

**ECOLE PRIVEE** rech.

**CORRECTEURS**

en français, philosophie, maths et physique-chimie.

Expér. rédactionnelle exigée. 700-99-75 et 805-29-52

**SOCIÉTÉ PARIS (16<sup>e</sup>)**

recher. pr compléter son service ETUDES INFORMATIQUES

**UN PROGRAMMEUR**

connaissant le Cobol, et si possible le G.P. Il sera chargé de la réalisation de nouveaux projets.

Situation stable - Possibilité d'évolution en cas de succès

Adr. C.V. et prêt. à no 16.394 P.A. SVP 37, rue Général-Foy, 75008 Paris.

**DEUTZ FRANCE** PARIS recherche

**AIDE-COMPTABLE**

**HOMME ou FEMME**

Pour comptabilité clients - 12 mois - Canine gratuite. Horaires : 8h-18h. Tél. pour CV : 805-91-09, P. 265

Recherchons :

**UNE SECRETAIRE médicale**  
**STENOGRAPHE**

Bilingue anglais  
Hollais allemand souhaités  
B.T.S. de Direction.

Adr. C.V., photo et prétentions : LABORAT. YVES ROCHER Mme TRIMAILLE 42, av. d'Iéna 75116 PARIS

**SOCIÉTÉ DE SERVICES**  
recherche pour le SERVICE DU PERSONNEL

**COLLABORATEUR**  
ou **COLLABORATRICE**

possédant grande expérience pays et législation sociale. 12 mois 1/2 + avants. sociaux. sous référence 4632 CAP SOGET GESTION 1420, rue de Valenciennes, 75208 PARIS CEDEX 15

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATIONS**  
REGION SUD-OUEST DE PARIS recherche

**PROGRAMMEUR COBOL**

1 AN EXPERIENCE

INFORMATIQUE DE GESTION

Ecr. av. C.V. et prêt. ss réf. S.14 SPÉRIAL, 12, rue Jean-Jaurès - 92087 Puteaux, qui tr.

Recherchons PROFESSEURS histoire, géographie, mathématiques et philosophie pour particuliers de rattrapage terminal A. Tél. Mme CHAPEL, 70-01-11.

Le Centre d'Informations Financières recherche **CONSEILLERS COMMERCIAUX** - Très bonne rémunération - 6 mois contacts à haut niveau - Formation assurée - Possibilité de carrière - Rémunération importante Tél. 574-33-33

**POUR PARIS**  
**ANALYSES-PROGRAMMEURS**

CONFIRMES (min. 2 ans expérience). Libre rapidement. Adr. C.V. et prêt. 874 à P. LICHOU SA, B.P. 220, 75043 Paris Cedex 03, qui transmettra.

Directeur Services Financiers et comptables IMPTE SOCIÉTÉ MELUNaise, recherche à : **CHEF COMPTABLE**

Homme environ 35 ans titulaire D.E.C.S. ou équivalent, services comptables exigés. Adr. C.V. et prétentions, sous n° 2.150, à HAVAS 77007 MELUN Cedex.

**CIE GENERALE D'AUTOMATISME**  
LE PLESSIS-PATE 91220 BREITIGNY-SUR-ORGE recherche

**INGENIEURS**  
**CHEFS DE PROJET**

POSITION II

Diplôme GRANDE ECOLE

Connaissances HARDWARE et SOFTWARE nécessaires pour études de systèmes Temps réel à base de micro-processeur.

Quelques années d'expérience exigées.

Adr. C.V. manuscr. et prêt. à la Direction du Personnel.

**CIE GENERALE D'AUTOMATISME**  
LE PLESSIS-PATE 91220 BREITIGNY-SUR-ORGE recherche

**UN INGENIEUR**  
**MÉCANICIEN**

DIPLOME GRANDE ECOLE

avec expérience suffisante pour assurer la responsabilité de la section mécanique.

Le candidat devra être capable de diriger une équipe et de conduire un projet de cabler de charges à la mise au service.

avec expérience suffisante pour assurer la responsabilité de la section mécanique.

Le candidat devra être capable de diriger une équipe et de conduire un projet de cabler de charges à la mise au service.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
**ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE**

recherche pour poste haute responsabilité chargé du développement d'une activité nouvelle

**INGENIEUR**

Expérimenté dans le domaine des moteurs à combustion.

Anglais indispensable.

Adressez C.V., photo et prêt. n° 47.609, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

**Société de Conseil en Informatique**  
recherche pour développer systèmes de gestion temps réel

**UN INGENIEUR INFORMATICIEN**

diplômé grande école, débutant on 1 à 2 ans exp.

**UN ANALYSTE PROGRAMMEUR**

D.U.T. débutant on 1 à 2 ans exp.

**LIEU TRAVAIL ORSAY**

Adressez C.V. manuscrit à REGIE-PRESSE, n° T. 002.814 M., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>.

**POUR SON DEPARTEMENT ESPACE**  
**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE**  
**D'INGENIERIE EN TELECOMMUNICATIONS**  
RECHERCHER

**A) INGENIEUR ELECTRONICIEN**

- Formation grande école.
- Expérience de laboratoire d'au moins deux ans en étude de matériels de télécommunication.
- Aptitude au travail en équipe.
- Bonne connaissance de l'anglais.
- Pour affectation Paris avec déplacements fréquents sur chantiers à l'étranger.

**B) TECHNICIEN CONFIRMÉ**

- Expérience de 5 ans en matériel télécommunication.
- Aptitude à travailler seul ou en équipe.
- Bonne connaissance de l'anglais indispensable.
- Pour affectation au Moyen-Orient.

**C) AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIQUES**

- Expérience en matériel télécommunication.
- Agents bouillonnés.
- Pour affectation en Afrique ou à Paris avec déplacements fréquents sur chantiers à l'étranger.

Adr. C.V. détaillé avec photo et prêt., sous la référence 128 à V.P.O. Conseil en Recrutement, 7, rue de Naples 75008 PARIS.

Préciser poste choisi

**SOCIÉTÉ ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS**  
Chemin de Vaubespard, 9140 DOURDAN (Essonne) recherche

**ASSISTANT DE CHEF DU PERSONNEL**

D.U.T. option Personnel ou Administration, ou Licence en Droit.

**CIE GENERALE D'AUTOMATISME**  
LE PLESSIS-PATE 91220 BREITIGNY-SUR-ORGE recherche

**UN INGENIEUR**  
**MÉCANICIEN**

DIPLOME

avec expérience suffisante pour assurer la responsabilité de la section mécanique.

Le candidat devra être capable de diriger une équipe et de conduire un projet de cabler de charges à la mise au service.

**CIE GENERALE D'AUTOMATISME**  
LE PLESSIS-PATE 91220 BREITIGNY-SUR-ORGE recherche

**UN INGENIEUR**  
**MÉCANICIEN**

DIPLOME GRANDE ECOLE

avec expérience suffisante pour assurer la responsabilité de la section mécanique.

Le candidat devra être capable de diriger une équipe et de conduire un projet de cabler de charges à la mise au service.

**CIE GENERALE D'AUTOMATISME**  
LE PLESSIS-PATE 91220 BREITIGNY-SUR-ORGE recherche

**UN INGENIEUR**  
**MÉCANICIEN**

DIPLOME GRANDE ECOLE

avec expérience suffisante pour assurer la responsabilité de la section mécanique.

Le candidat devra être capable de diriger une équipe et de conduire un projet de cabler de charges à la mise au service.

**CIE GENERALE D'AUTOMATISME**  
LE PLESSIS-PATE 91220 BREITIGNY-SUR-ORGE recherche

**UN INGENIEUR**  
**MÉCANICIEN**

DIPLOME GRANDE ECOLE

avec expérience suffisante pour assurer la responsabilité de la section mécanique.

Le candidat devra être capable de diriger une équipe et de conduire un projet de cabler de charges à la mise au service.

**Secrétaires**

Société Centre de PARIS recherche

**SECRETAIRES**  
**BILINGUES ALLEMAND**  
avec STENO et DACTYLO, connaissances EXP. P.O., Téléph. 282-34-96.

Sociologue recherche

**SECRETAIRE**  
organisée et efficace, excellente dactylographe. Travail et salaire intéressants en rapport avec qualités exigées. Emploi stable.

Centre avec C.V. et photo à A.M.P. sous réf. 47.609, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

**demandes d'emploi**

Suite décentralisation **SECRETARIE** I.S.A. 49 ans, étudiante I.B.M. direct. ch. pi. stable 4200 X 12. Ecr. n° 7.285 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>.

**SECRETARIE** steno I. B. M. direction tous travaux français, anglais. 92-27-97, matin. Cause licenciement économique, tenue bon, photographe expérimentée, 16 ans d'expérience. Tél. : 343-91-53, de 9 h à 12 h.

Jeune fille 23 a., désirant perfectionner son anglais, cherche place au pair en Grande-Bretagne, de préférence à Londres. Ecr. n° 4.648, « le Monde » P. 5, r. des Italiens, 7540 Paris-9<sup>e</sup>.

Autrichien, exper. commerciale, import-export, 35 ans. Trilingue allemand-anglais-français, ch. situation en France service exportation. Ecr. Albert Weiss, Quaiennestre 60-70/77, A. U. Vienne (Autriche).

J.F. 23 ans, Slavic, Océano. Début, générale, ch. pi. stable.

Ecr. n° 4.644, « le Monde » P. 5, r. des Italiens, 7540 Paris-9<sup>e</sup>.

**EXPERT-COMPTABLE**  
Docteur Sciences Eco. licence Dreil, 15 ans exper., section entreprises. Anglais, allemand, étude toutes propositions.

Ecr. n° 80116 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>)

Une fine librairie, exc. éducatif, et présentat., très bon milieu, dynamisme, contact humain, excellente tactique, cap. de prendre l'initiative, sach. bien conduire, cherche responsable, culture littéraire, maîtrise de l'anglais, d'anglais, industriel, transport ou autre.

Déplacements souhaités toutes régions.

Ecr. n° 7247 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 7540 Paris-9<sup>e</sup>

**Masses Kinésithérapeute**

cherche emploi saisonnier province. Conditions, salaire, Ecr. n° 4.646, « le Monde » P. 5, r. des Italiens, 7540 Paris-9<sup>e</sup>

**CHEF COMPTABLE**

Femme 48 ans, responsable comptabilité bilan comar, ch. emploi stable sous P.M.E. Ecr. n° 80116 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>)

**Masses Kinésithérapeute**

cherche emploi saisonnier province. Conditions, salaire, Ecr. n° 4.646, « le Monde » P. 5, r. des Italiens, 7540 Paris-9<sup>e</sup>

**cours et leçons**

Cours maths et statistiques par ch. de rech. univ. Ts. niv. Exa. sédes. Tél. mat. : 673-24-45

Professeurs math. cartésiens ou modernes, pour cours de vacances en province. Tél. : 287-36-09.

**occasions**

EN SOLDE - Monture et revêtements mureux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> choix, 50.000 sur stock. Tél. : 559-50-75.

**autos-vente**

**8 à 11 CV.**

**CHRYSLER 2 L 1977**  
1<sup>er</sup> main, 12.000 km, très métallisé, garantie, crédit possible. Téléph. 757-48-90.

Part. à part. ch. VW minibus ou combi occasion. Téléph. soir 600-33-06, après 19 heures.

**+ de 16 CV.**

**BMW FRANCE**  
VEND PLUSIEURS VEHICULES DE DIRECTION

table kilom. 664-12-13, p. 24-27.

MERCEDES 200 SE exceptionnelle, voitures, automatique, conditionnement. Janvier 1977, 80.000 F. TELEPH. (01) 80-84-00.

**Juicy**

**BMW OCCASIONS**  
216, 220, 225, 228, 728 ex. 11 1977 et 1976, peu roulé. AUTO-PARIS XV, 161, 53-69-95, 60, rue Desnoettes, Paris 11<sup>e</sup>.

**caravanes**

A votre Caravane Dacia 530 H 6 pl. Juin 77. P.T.C.A. 1.200 kg. Part. 40L. Jarmal. roulé. Poste. louer terrain, week-end, 19.500 F. Tél. : 93-07-07, après 18 h.

**bateaux**

VEDETTE 16 mètres, 3 Quasi 145 CV, chaudière, 35, av. Marchal-de-Latour-de-Tassinay, 2810 GAZINET - Tél. (54) 30-65-3.



سكز من الاول

AUJOURD'HUI

SPORTS

SKI

AUX CHAMPIONNATS DU MONDE

Anne-Marie Moser Proell conserve son titre

De notre envoyé spécial

Garmisch-Partenkirchen. — C'est encore à l'Autriche qu'a été attribuée mardi 2 février, sur la piste Olympia du Kronseeck, en parfait état de glace à bien que par visibilité médiocre, le deuxième titre des championnats du monde de descente féminine. Mais cette fois, à l'inverse de la descente hommes, dimanche, la victoire est revenue à la super-favorisée, Anne-Marie Moser Proell. A voir la joie de celle-ci sur la ligne d'arrivée, on se rendait compte que cette couronne de championne du monde comptait plus à ses yeux que toutes les descentes de Coupe du monde — près de trente — qu'elle a enlevées depuis le début de sa carrière en 1968, unique exemple de longévité dans les annales du ski féminin.

Cat, bien davantage que la performance technique de sa course, remportée à 83 kilomètres-heure de moyenne devant l'Allemande Irène Epple (24/100 sur le chronomètre, soit 6,20 mètres sur le poteau), c'est la victoire sur elle-même consacrée par ce deuxième titre — le premier avait été conquis en 1974 à Saint-Moritz — qui lui apportait la plus grande satisfaction. N'ayant pas décroché la médaille d'or aux Jeux olympiques de Sapporo en 1972, s'étant retirée des compétitions lors de ceux d'Innsbruck en 1976, Anne-Marie Moser avait été reprié par ses ambitions la saison dernière. D'abord doutant de son invincibilité, puis armée de la certitude d'une victoire casquée — le fameux syndrome de Diane cher au M.L.P. — elle n'eut pas été longue à imposer de nouveau sa suprématie.

La grande championne autrichienne — elle mesure 1,73 mètre, et elle court sur des skis de 2,35 mètres — est originaire de Kleinari, dans le pays de Saalbourg, distant d'ici de quelque 50 kilomètres à vol d'oiseau, où elle est née le 27 mars 1943, d'une famille comptant sept filles. Elle est mariée à un joli garçon, Herbert Moser, qui ne la quitte pas d'une semelle. Cette jeune femme extrêmement posée, dont le pool bat à 40, dont les yeux ronds évoquent la placidité de visage des donatrices flamandes, paraît à l'abri de toute sensibilité. Elle est du moins l'impression que « la » Proell n'avait laissée lors d'une rencontre à Chamoni, la veille de son éphémère retraite. Mais hier, à la remise des médailles, dans le parc thermal de Garmisch, où l'on pourrait louer un amour à Marienbad sous la neige, c'était une tout autre personne qui se faisait remarquer, elle était devenue joye et l'émotion qui lui empourpait les joues quand on offrit à ses bras robustes une statue de la Madone trahissait enfin le trouble de sa féminité triomphante.

OLIVIER MERLIN.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

BASKET-BALL. — En quart de finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, Casp a battu l'équipe italienne de Caserta par 101 à 91.

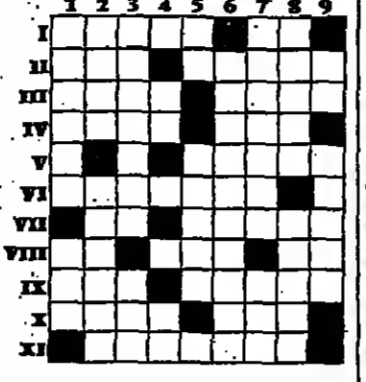
FOOTBALL. — Le comité directeur de l'F.S. Nancy-Lorraine a annoncé mercredi 1er février que Michel Platini ne prolonge pas son contrat avec le club en-dehors de la saison 1978-1979. Le joueur français a reçu des propositions de clubs espagnols (Valence et Barcelone) et intéressés aussi des équipes italiennes (Inter de Milan ou Turin) et toutes les tentatives de le convaincre pour s'orienter aux joueurs étrangers.

PATINAGE ARTISTIQUE. — La Soviétique Irina Rodnina a remporté mercredi 1er février, à Strasbourg, son dixième titre européen en s'imposant avec le couple de l'Estonien dans l'épreuve par couples.

OMNISPORTS. — Par arrêté du 31 janvier 1978, le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports a modifié la formule du brevet sportif populaire afin de le rendre accessible à tous dans le cadre de cinq journées nationales : ski de fond (11 et 12 février), bicyclette (20 et 21 mai), natation (30 septembre et 1er octobre), marche (21 et 22 octobre) et course à pied (18 et 19 novembre). Chaque candidat devra participer à trois de ces cinq épreuves dans l'année.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 887



HORIZONTALEMENT

I. Il a l'habitude de se voir dans la glace: Femmes divines (épilé). — II. Sans fioritures: Peu séduisantes. — III. Se contenta d'un repas liquide: Ensis par un garde champêtre. — IV. Vieux gourmand: Il a la fibre géméuse. — V. Bonnes quand elles sont grosses. — VI. N'a pas d'accès à la mer. — VII. Fin de partie: Fait son lit dans une botte. — VIII. Abréviation: Rougit en s'échauffant: Elle ne sait où elle va (épilé). — IX. Supprimés: Poisons. — X. Frourou: Sans aucune retenue. — XI. Ne saurait donc prêter à la critique.

VERTICALEMENT

1. A changé de nom en grandissant: A plusieurs radines dans un seul carré. — 2. Garçons, bouchés: Aptes aux conceptions limpides. — 3. De quoi ne pas mourir de faim: Chantait. — 4. Artiste: Erut. — 5. Tyte exposé aux intempéries: Vaillent quand elles sont fragiles. — 6. Mettrant à rude épreuve certaines de leurs glandes. — 7. Circulent à l'étranger: Sudiste. — 8. A des tas de choses dans son lit: Sortent à peine de l'eau. — 9. Abréviation: N'arrivent pas de tourner.

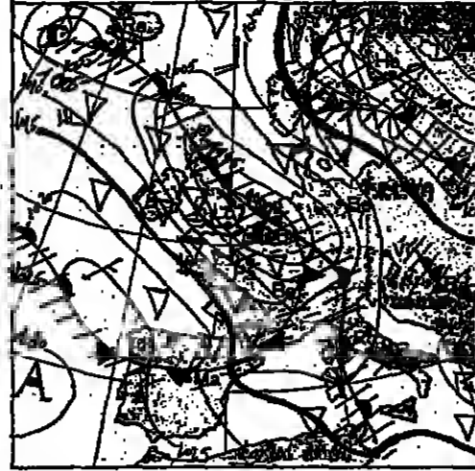
Solution du problème n° 1 886

Horizontalement  
I. Ergastole. — II. Noise: Nox. — III. Dunes: Up. — IV. Ut: Rincée. — V. Ric: Air. — VI. Anes: Dent. — VII. Ninon: Sol. — VIII. Cot: Emmae. — IX. Er: Otés. — X. Elise. — XI. Osée: Shaw.

Verticalement  
1. Endurance. — 2. Routiniers. — 3. Gin: Cent; Le. — 4. Aser: S.O. Oia. — 5. Seda: Nels. — 6. Nid: Més. — 7. Uti: Crème. — 8. Lobe: Noé; Râ. — 9. Expertise.

GUY BROUTY.

SITUATION LE 2-2-78 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 2 février à 6 heures et le vendredi 3 février à 24 heures : La zone dépressionnaire qui s'étend de l'Atlantique à l'Espagne se comblera progressivement sur l'Europe. Les vents faibliront sur une grande partie de la France, mais une nouvelle perturbation océanique abordera notre pays. Vendredi 3 février, sur les régions à l'est de la France, de violentes rafales se produiront encore au début de journée. Les vents faibliront ensuite, tandis que les averse

MÉTÉOROLOGIE



(plus en plaine, neige en montagne) deviendront moins fréquentes. Quelques sécheresses apparaîtront, mais un risque d'avalanches persistera sur le massif alpin, où des chutes de neige auront encore lieu localement. Sur nos régions de l'Ouest et du Sud-Ouest, après des éclaircies nocturnes entraînant quelques gelées au lever du jour, le temps se couvrira, et il pleuvra l'après-midi ou le soir. Alléluia, le ciel sera variable avec alternance d'éclaircies et de nuages. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 février; le second le minimum de la nuit du 2 au 3 février): Paris: 12 et 7 degrés; Biarritz, 13 et 16; Bordeaux, 12 et 7; Brest, 11 et 6; Casn, 11 et 7; Charbourg, 16 et 7; Clermont-Ferrand, 11

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 2 février 1978 :

DES DECRETS

Relatif à la composition de la commission des sondages instituée par l'article 5 de la loi n° 77-868 du 19 juillet 1977 relatif à la diffusion et à la publication de certains sondages d'opinion.

Relatif au congrès national d'éducation portant application de l'article L. 123-31 du code du travail.

Complétant la deuxième partie du code du travail en ce qui concerne l'application de l'article L. 323-9 du code du travail et de l'article 29 de la loi n° 534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées.

Portant modification des taux de calcul des allocations familiales.

Relevant le montant maximal de la rente des anciens combattants et victimes de guerre et des anciens militaires titulaires du titre de reconnaissance de la nation.

Fixant les mesures destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées à mobilité réduite les installations neuves ouvertes au public.

Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le Comité des stations françaises de sports d'hiver et les offices nationaux étrangers de tourisme.

Le premier chiffre indique l'épaisseur de la neige au bas des pistes enneigées; le second indique l'épaisseur de la neige en haut des pistes enneigées.

Ces renseignements ont été transmis au Comité des stations françaises le mercredi 1er février; à l'office national allemand, le jeudi 2 février, et à l'office national autrichien, le mercredi 1er février.

ALPES DU NORD  
L'Alpe-d'Huez: 260, 530; Aurans: 80, 150; Balme-de-Crest-Voland: 140, 200; Chamoni: 80, 200; Chamrousse: 150, 180; Chapelle-d'Abondance: 105, 160; Châtel: 120, 260; La Clusaz: 120, 225; Combloux: 80, 200; Les Contamines-Montjoie: 16, 33; Le Courcier: 140, 260; Courchevel: 100, 180; Les Deux-Alpes: 170, 700; Flaine: 155, 250; Plumet-Fraz-sur-Arly: 115, 250; Les Gets: 180, 220; Grand-Bornand: 150, 230; Les Houches: 60, 150; Megève: 150, 220; Les Menuires-Vail-Thorins:

ALPES DU SUD  
Auron: 115, 280; Isola 2000: 240, 300; Montgenèvre: 180, 250; Orcières-Méribelle: 70, 150; Tignes: 140, 220; Le Tour: 130, 220; Berre-Chevallier: 150, 220; Valberg: 130, 220; Vars: 110, 210.

ALPES DU SUD  
Arles-Thermes: 150, 180; Barmes: 150, 250; Courmayeur: 235, 400; Font-Romeu: 80, 120; Courmayeur: 150, 200; La Mongie: 220, 300; Saint-Lary-Soulan: 170, 260; Les Angles: 80, 140.

MASSIF CENTRAL  
Le Mont-Dore: 80, 120; Super-Besse: 120, 160; Super-Lioran: 180, 250.

JURA  
Métabief: 100, 200; Les Rousses: 120, 200.

VOSGES  
Gérardmer: 60, 140.

\* Horloge des neiges: 285-72-30.

De 100 à 160 m<sup>2</sup> quelques très beaux appartements. Ci-dessus, à titre d'exemple, un 4/5 pièces de 115 m<sup>2</sup>, plus 8 m<sup>2</sup> de balcon-loggia, 9.500 F le m<sup>2</sup>, ferme et définitif. Entre les Invalides et le Champ-de-Mars. 153, rue de l'Université Paris 7<sup>e</sup>. Visitez l'appartement modèle sur place du mercredi au vendredi de 14 à 19 heures et samedi et dimanche de 10 à 19 heures. 723.78.78 Une réalisation SERO

loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER			
1	1	tous groupes	50	6	8 868	groupe 4	5 000			
	50	tous groupes	250		7	74 628	autres groupes	500		
	0 341	groupe 3	5 050			8	0 206	tous groupes	5 000	
	6 921	autres groupes	550				9	38 788	groupe 3	10 000
	7 541	groupe 1	5 050					0	77	autres groupes
5 050	autres groupes	550	5	10 050					groupe 5	10 000
74 621	groupe 3	5 050		6	7				tous groupes	50
5 050	autres groupes	550			7	667			tous groupes	150
5 050	tous groupes	5 050				8	74 627		tous groupes	250
10 050	groupe 1	10 050					9	58	tous groupes	5 000
10 050	autres groupes	10 050	0					4 028	groupe 1	5 000
100	tous groupes	100		1				4 438	autres groupes	5 000
5 000	groupe 5	5 000			2			74 626	tous groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000				3		98	tous groupes	100
5 000	tous groupes	5 000					4	645	tous groupes	500
5 000	groupe 1	5 000	5					0 308	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000		6				5 239	tous groupes	5 000
5 000	groupe 1	5 000			7			74 628	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000				8		1 839	tous groupes	10 000
5 000	tous groupes	5 000					9	16 209	autres groupes	1 000
1 500 100	groupe 1	1 500 100	0					640	tous groupes	200
15 100	autres groupes	15 100		1				940	tous groupes	200
5 000	groupe 2	5 000			2			0 380	groupe 2	5 000
5 000	autres groupes	5 000				3		0 980	autres groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000					4	3 380	groupe 4	5 000
5 000	groupe 2	5 000	5					6 110	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000		6				74 620	tous groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000			7			42 170	groupe 4	100 000
100 000	groupe 1	100 000				8		640	tous groupes	200
10 000	autres groupes	10 000					9	940	tous groupes	200
5 000	groupe 2	5 000	0					0 380	groupe 2	5 000
5 000	autres groupes	5 000		1				0 980	autres groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000			2			3 380	groupe 4	5 000
5 000	groupe 2	5 000				3		6 110	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000					4	74 620	tous groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000	5					42 170	groupe 4	100 000
100 000	groupe 1	100 000		6				640	tous groupes	200
10 000	autres groupes	10 000			7			940	tous groupes	200
5 000	groupe 2	5 000				8		0 380	groupe 2	5 000
5 000	autres groupes	5 000					9	0 980	autres groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000	0					3 380	groupe 4	5 000
5 000	groupe 2	5 000		1				6 110	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000			2			74 620	tous groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000				3		42 170	groupe 4	100 000
100 000	groupe 1	100 000					4	640	tous groupes	200
10 000	autres groupes	10 000	5					940	tous groupes	200
5 000	groupe 2	5 000		6				0 380	groupe 2	5 000
5 000	autres groupes	5 000			7			0 980	autres groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000				8		3 380	groupe 4	5 000
5 000	groupe 2	5 000					9	6 110	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000	0					74 620	tous groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000		1				42 170	groupe 4	100 000
100 000	groupe 1	100 000			2			640	tous groupes	200
10 000	autres groupes	10 000				3		940	tous groupes	200
5 000	groupe 2	5 000					4	0 380	groupe 2	5 000
5 000	autres groupes	5 000	5					0 980	autres groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000		6				3 380	groupe 4	5 000
5 000	groupe 2	5 000			7			6 110	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000				8		74 620	tous groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000					9	42 170	groupe 4	100 000
100 000	groupe 1	100 000	0					640	tous groupes	200
10 000	autres groupes	10 000		1				940	tous groupes	200
5 000	groupe 2	5 000			2			0 380	groupe 2	5 000
5 000	autres groupes	5 000				3		0 980	autres groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000					4	3 380	groupe 4	5 000
5 000	groupe 2	5 000	5					6 110	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000		6				74 620	tous groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000			7			42 170	groupe 4	100 000
100 000	groupe 1	100 000				8		640	tous groupes	200
10 000	autres groupes	10 000					9	940	tous groupes	200
5 000	groupe 2	5 000	0					0 380	groupe 2	5 000
5 000	autres groupes	5 000		1				0 980	autres groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000			2			3 380	groupe 4	5 000
5 000	groupe 2	5 000				3		6 110	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000					4	74 620	tous groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000	5					42 170	groupe 4	100 000
100 000	groupe 1	100 000		6				640	tous groupes	200
10 000	autres groupes	10 000			7			940	tous groupes	200
5 000	groupe 2	5 000				8		0 380	groupe 2	5 000
5 000	autres groupes	5 000					9	0 980	autres groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000	0					3 380	groupe 4	5 000
5 000	groupe 2	5 000		1				6 110	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000			2			74 620	tous groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000				3		42 170	groupe 4	100 000
100 000	groupe 1	100 000					4	640	tous groupes	200
10 000	autres groupes	10 000	5					940	tous groupes	200
5 000	groupe 2	5 000		6				0 380	groupe 2	5 000
5 000	autres groupes	5 000			7			0 980	autres groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000				8		3 380	groupe 4	5 000
5 000	groupe 2	5 000					9	6 110	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000	0					74 620	tous groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000		1				42 170	groupe 4	100 000
100 000	groupe 1	100 000			2			640	tous groupes	200
10 000	autres groupes	10 000				3		940	tous groupes	200
5 000	groupe 2	5 000					4	0 380	groupe 2	5 000
5 000	autres groupes	5 000	5					0 980	autres groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000		6				3 380	groupe 4	5 000
5 000	groupe 2	5 000			7			6 110	autres groupes	5 000
5 000	autres groupes	5 000				8		74 620	tous groupes	5 000
5 000	tous groupes	5 000					9	42 170	groupe 4	100 000
100 000	groupe 1	100 000	0					640	tous groupes	200
10 000	autres groupes	10 000		1				940	tous groupes	200
5 000	groupe 2	5 000			2			0 380	groupe 2	5 000
5 000	autres groupes	5 000				3				

# Le Monde économie-régions

## LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE EUROPÉENNE

### LE PLAN DE REDRESSEMENT DE BRITISH LEYLAND

- 12 500 emplois supprimés en 1978
- 2,8 milliards de livres investies en cinq ans

De notre correspondant

Londres. — Le nouveau président de British Leyland, M. Edwards, a présenté le 1<sup>er</sup> février un plan de redressement destiné à sauver le grand groupe automobile britannique, qui connaît de graves difficultés. Ce plan, qui prévoit la suppression de douze mille cinq cents emplois en 1978 et une profonde refonte des structures du groupe, a été favorablement accueilli par les sept cents délégués d'atelier, qui ont ovationné M. Edwards.

M. Edwards propose une restructuration administrative visant, d'une part, à séparer la production rentable des camions et véhicules utilitaires de celle, déficitaire, des voitures de tourisme, et, d'autre part, à décentraliser et augmenter les pouvoirs des responsables des chaînes de production. Il comporte également, pour cette année, une réduction de main-d'œuvre affectant 12 500 personnes, soit environ 10 % des effectifs. Toutefois, M. Edwards a nettement indiqué que ce chiffre était un minimum (les premières estimations prévoyant la suppression de 30 000 emplois) et que d'autres réductions devraient être envisagées si l'entreprise n'arrivait pas à élargir sa part sur le marché britannique. Celle-ci, en effet, n'a cessé de décliner, passant de 21 % à 24 % l'an dernier pour tomber à 20,7 % en janvier 1978. Le résultat est, à court terme, comme à moyen terme, nous avons du personnel en surabondance, a dit M. Edwards, en indiquant que le programme de suppression d'emplois comporterait des départs « naturels » (mises à la retraite d'effectifs qui ne seront pas remplacés), la fermeture d'usines au Royaume-Uni comme à l'étranger et des compressions d'effectifs. Les délégués d'ateliers ont bien souligné que, tout en acceptant les initiatives visant à augmenter la productivité, les syndicats accepteraient mal des mesures massives de licenciement imposées unilatéralement.

M. Edwards, fort du soutien total du gouvernement travailliste, ne mâche pas ses mots : « Nous sommes dans la pagaille », déclare-t-il, « les quelques deux cent cinquante mille voitures que nous n'avons pas produites cette année, s'ajoutent à la très mauvaise qualité de beaucoup de voitures livrées, ont mis toute l'entreprise en danger ». (Au même moment, le département américain des transports a annoncé le retrait de Grande-Bretagne de cent quatre-vingt mille voitures Leyland, pour corriger un certain nombre de défauts.) M. Edwards évoque également les livraisons tardives et la mauvaise qualité des voitures, affectant les intérêts « négligés » des distributeurs. « A moins de rétablir leur confiance, nous sommes morts », a-t-il ajouté, précisant que B.L. n'envisageait pas d'attendre cette année l'objectif de production d'un million, mais seulement de huit cent dix-neuf mille voitures en 1978, soit 27 % du marché britannique.

Les mesures de réorganisation prévoient essentiellement un morcellement de l'empire Leyland. Sous la nouvelle désignation British Leyland Cars (B.L.C.), trois compagnies indépendantes poursuivront leurs activités séparément, à savoir : Austin-Morris pour le marché populaire, Jaguar-Rover-Triumph pour le marché « spécialisé » et British Leyland Components, produisant les pièces détachées et les onassis. Cette décision, qui implique des investissements dépassant 2,8 milliards de livres (26 milliards de F) au cours des cinq prochaines années, a pour objectif d'éviter qu'un échec d'une des compagnies n'entraîne des conséquences fâcheuses pour les autres. Néanmoins, la négociation des conventions collectives, des accords de salaires, reste centrale et est confiée à la direction de B.L.C.

Enfin, M. Edwards a confirmé la construction de nouveaux modèles : une nouvelle « Super-Mini » plus puissante et plus grande que la « Mini » actuelle, qui continuera d'être construite, une nouvelle voiture de type intermédiaire, en plus des « Princess » et « Martini », améliorées. La production très rentable des « Land-Rover » et des « Range-Rover » sera poussée.

Les milieux de l'industrie affichent quelque scepticisme sur l'efficacité du plan Edwards, qui, à leurs yeux intervient trop tard. D'autre part, étant donné que la main-d'œuvre actuelle avait été calculée sur la base d'une production représentant 35 % du marché, certains estiment que la réduction de 10 % des effectifs sera insuffisante.

● La politique britannique de soutien à l'industrie desilia, a déclaré devant la Chambre des communes M. Albert Booth, secrétaire d'Etat à l'emploi. Ces mesures, qui prévoient notamment des subventions aux petites entreprises pour chaque nouvel emploi créé et des facilités pour la retraite anticipée, seront reconduites pour un an à compter du 1<sup>er</sup> avril.

● Dans le conflit des dockers, un nouvel accord salarial est intervenu le 1<sup>er</sup> février entre les représentants syndicaux et patronaux. Cet accord prévoit le versement d'une somme forfaitaire de 112 douze-centimes au titre de mois de janvier, en plus de l'augmentation de 7 % des salaires pour onze mois inscrite dans l'accord du 28 janvier.

### LES MESURES PROTECTIONNISTES AMÉRICAINES PÉNALISENT LES EXPORTATIONS EUROPÉENNES

déclare M. Ferry

« Le dispositif américain de droits compensateurs sur les importations d'acier qui va être mis en place est réellement protectionniste et discriminatoire vis-à-vis des Européens », a déclaré M. Jacques Ferry, président de la chambre syndicale de la sidérurgie française, à notre confrère le « Républicain lorrain ». Fixé par référence à des prix japonais inférieurs de 7 % à 8 % aux prix américains sur la côte pacifique, ce système ne laisserait aux produits européens qu'une marge de pénétration de 2 % à 3 % sur la côte est et les Grands Lacs, avec même parfois des prix à l'importation égaux ou supérieurs.

Il faudrait donc s'attendre à une forte régression des exportations européennes d'acier vers les Etats-Unis. « On peut espérer, selon M. Ferry, que la Commission de Bruxelles saura obtenir des autorités américaines les appariements ou les aménagements nécessaires ».

En ce qui concerne le marché européen, après l'accord de Bruxelles sur une protection douanière transitoire, « le sentiment s'est généralisé qu'il n'est que licite désormais à tous les excès d'une concurrence désordonnée : les prix commencent à remonter et la confiance revient ». Mais, précise M. Ferry, « il faut pas s'attendre que le rétablissement de la situation financière de notre industrie s'opère spontanément du seul fait du relèvement offert des prix. Certains concours extérieurs sont indispensables, probablement dans un cadre communautaire ».

### DOUZE CARGOS SONT COMMANDÉS AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE ET A DUBI-GEON-NORMANDIE

Les Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, viennent de recevoir la commande de douze cargos de trois mille trois cents tonnes chacun, passés par la société de Gennevilliers Line. Huit de ces navires à six mâts seront construits à Saint-Nazaire et les quatre autres seront exécutés par Dubigeon-Normandie, à Nantes, pour le compte des Chantiers de l'Atlantique. Les dates de livraison s'échelonnent de février 1979 à janvier 1980. L'ensemble du contrat s'élève à quelque 500 millions de francs et représente deux millions et demi d'heures de travail pour les deux chantiers concernés.

Notons que cette commande arrive à point pour regarnir le carnet de commandes des Chantiers de l'Atlantique et de Dubigeon-Normandie qui, en raison de la crise mondiale, commencent à se rétracter dangereusement. C'est la première commande d'un montant substantiel enregistré par un chantier français depuis la fin de 1974. Grâce au régime d'aides budgétaires établi en juillet dernier, les chantiers concernés bénéficieront d'une prime de l'Etat d'environ 120 millions de francs.

### OPÉRATION DE RECONVERSION CHEZ SACLOR

Trois opérations de reconversion industrielle vont être lancées en Lorraine pour compenser la réduction d'activité de Saclor-S-lac, essentiellement celle de l'atelier central de mécanique et d'électricité d'Hayondange, qui emploie cinq cents personnes.

La Compagnie française d'entreprises métallurgiques (C.F.E.M.) va créer avec Saclor, qui prendra 15 % du capital, la Société mécanique de Lorraine, qui emploiera trois cent quarante personnes dans les locaux de l'ancien atelier central.

D'autre part, la C.F.E.M. toujours avec l'appui de Saclor, développera son usine de mécanosoudure de Mazières-les-Metz, offrant cent vingt emplois nouveaux, dont soixante cette année. Les investissements globaux atteignant une vingtaine de millions de francs. Enfin, la Compagnie électro-mécanique ouvrira un atelier à Mazières les Metz avec soixante-quinze emplois créés. Saclor passera avec ces trois entreprises des contrats de fournitures et d'entretien. L'objectif étant d'éviter la mise en pré-retraite ou le licenciement des cinq cents personnes menacées.

### JOURNÉE DÉCISIVE POUR MANUFRA

(De notre correspondant.) Saint-Etienne. — La réunion du conseil d'administration de Manufrance, prévue initialement pour le mercredi 1<sup>er</sup> février, a été reportée au samedi 4 février. Elle risque d'être historique. Ce jour-là, le P.-D.G., M. Jacques Petit, pourrait, en effet, annoncer soit qu'il abandonne, soit qu'il demeure à la barre de la Manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne.

La journée du 2 février pourrait être décisive pour la firme stéphanoise, dont le sort sera évoqué à Paris, d'une part, par les représentants d'un groupe à caractère mutualiste et coopératif, d'autre part, par des investisseurs institutionnels (on parle notamment de la caisse de retraite de P. Leaux, du C.N.R.C. (Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment), de la Mutuelle générale des fonctionnaires, de la Mutuelle artisanale de France, ainsi que d'un certain nombre de compagnies d'assurances), enfin par le Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (C.I.A.S.).

● PUK propose à des P.M.E. d'utiliser son réseau commercial à l'étranger. — Le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK) vient de prendre une initiative originale en proposant aux petites et moyennes entreprises fabricant des produits industriels voisins des siens d'utiliser les services de son réseau commercial à l'étranger. Après une période d'essai de quelques mois, les deux parties s'engageront par contrat, les services commerciaux de PUK étant rémunérés sous forme de commissions. D'ores et déjà, une quinzaine d'entreprises de la région Rhône-Alpes ont décidé de tenter l'expérience.

### Le « ras-le-bol » des constructeurs de machines-outils

Les constructeurs français de machines-outils ont « ras-le-bol » de voir constamment remettre en cause leur structure. Sur un ton, courtot mais ferme, M. Rouchaud, leur président ne l'a pas envoyé dire le 31 janvier en présentant à la presse le bilan de la profession pour 1977. Un bilan bien morose au demeurant, puisque la consommation nationale a pendant ces douze mois fléchi de 33 %. A quelque chose malheur est bon cependant : ce recul a entraîné une forte diminution des importations (-37 % en valeur, 15,2 % en volume, 15,2 % en valeur) si bien que le déficit commercial a été ramené de 358 à 83 millions de francs, les ventes de l'étranger représentant encore la moitié de la consommation nationale.

Pour M. Rouchaud, il est clair que l'essor de l'investissement explique pour l'essentiel les difficultés qui traversent actuellement la machine-outil française, difficultés qui, du reste, ne lui sont pas propres, puisque les industriels italiens et même, allemands sont également touchés. « La profession a fait face », a affirmé M. Rouchaud. Des entreprises ont dû fermer leurs portes, des licenciements ont été opérés depuis 1973, mais les effectifs ont proportionnellement moins diminué que la production en poids (-12,4 %, contre -21 %) et certains secteurs d'activité, comme la machine à bois, ont même vu leur personnel croître de 10 % en 1977.

Voilà pour le passé. Et l'avenir ? « Les choses bougent », constate M. Rouchaud. Les industriels français semblent redécouvrir — enfin — qu'il existe dans l'Hexagone des constructeurs de bonnes machines-outils. Parallèlement, la profession a pris un certain nombre d'initiatives pour se faire mieux connaître à

### APRÈS L'ÉCHEC DE LA RÉUNION DE BRUXELLES

Nous ne pouvons pas cautionner une atteinte grave au processus d'édification communautaire

déclare M. Cavallé

« L'obstination de la Grande-Bretagne à maintenir l'exigence de bandes côtières a mis fin aux espoirs de règlement rapide en matière de pêches maritimes », a déclaré M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, après l'échec des négociations des

Neuf sur la pêche. « La France et sept autres pays européens ne pouvaient évidemment pas cautionner cette atteinte grave au processus d'édification communautaire. L'attitude opportuniste du gouvernement français, au terme d'un travail énorme auquel la Commission a apporté une contribution exemplaire, a permis de préserver les intérêts des pêcheurs français. »

Pour sa part, M. Grudelach, commissaire européen chargé de ce dossier, s'est déclaré « déçu mais non découragé », tandis que M. Guernier, député R.F.R. du Finistère, a précisé : « Le R.F.P. ne saurait accepter une position de faiblesse de la délégation française, qui signifierait rapidement la ruine des pêcheurs français. » M. Louis Darinot, député socialiste de la Manche, délégué national aux questions maritimes, nous a déclaré : « Le P.S. réaffirme sa volonté de voir pris en compte les droits historiques et les vocations maritimes des Etats ou des régions. Nous souhaitons que ces négociations puissent reprendre avant que des mesures unilatérales et discriminatoires ne soient décidées par les Etats membres. »

Du côté des organisations professionnelles, M. Jacques Huret, président du comité des armateurs à la pêche, a déploré « le vide juridique désormais créé » et souligné que certains pêcheurs français « n'ont pas pris de précautions pour avoir des comportements déraisonnables ».

La fédération des syndicats maritimes (C.G.T.) demande pour sa part aux pêcheurs de « continuer à exercer leur métier dans les mêmes conditions et dans les eaux où ils ont l'habitude de travailler, la France devant prendre des mesures appropriées dans ce sens ».

● La Banque centrale de Belgique a décidé mercredi 1<sup>er</sup> février de réduire son taux de l'escompte de 7,5 à 6,5 % à partir du jeudi 2. C'est la troisième fois en un mois que la Banque de Belgique abaisse son taux de l'escompte qu'elle avait porté jusqu'à 9 % en décembre dernier.

## LES REMISES DE LA SAMARITAINE

Jusqu'au 18 Février

**sur tous les vêtements en mesure industrielle.**

**Boutique Monsieur S**

Costume 2 pièces 260 f 560 f  
 Complet 3 pièces 920 f 730 f  
 Pantalon 240 f 190 f

CREDIT SEMEUSE  
 PARKING SAMARITAINE

MAGASIN 2 - 2<sup>e</sup> ETAGE

**20%**

sur toutes les cravates en soie

**Samaritaine**

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

مكتبة من الأصل

AERONAUTIQUE

ENERGIE

OPEP n'ont pu s'accorder sur la fixation des prix du pétrole

INTERBANCAIRE DES

TAUX DES EURO-MONNAIES

PARIS TOKYO

SA

74206

سكوتنا للرحيل

IS  
NE

des constructeurs  
machines-outils

Le Brésil construira deux cent trente hélicoptères français dans un premier temps

Le Brésil construira deux cent trente hélicoptères français dans un premier temps

Le Brésil construira deux cent trente hélicoptères français dans un premier temps

Le Brésil construira deux cent trente hélicoptères français dans un premier temps

Le Brésil construira deux cent trente hélicoptères français dans un premier temps

Le Brésil construira deux cent trente hélicoptères français dans un premier temps

Le Brésil construira deux cent trente hélicoptères français dans un premier temps

Le Brésil construira deux cent trente hélicoptères français dans un premier temps

# AÉRONAUTIQUE

## LE BRÉSIL CONSTRUIRA DEUX CENT TRENTE HÉLICOPTÈRES FRANÇAIS DANS UN PREMIER TEMPS

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). — Le Conseil de développement industriel brésilien a accordé à la Société nationale industrielle aéronautique (ENIAS) l'autorisation de construire des hélicoptères au Brésil. Une société mixte doit être créée à cet effet. Elle sera chargée de construire dans un premier temps deux cents hélicoptères de type Scorpion.

Par le même contrat, le Brésil assemblera, toujours avec l'aide de la ENIAS, trente autres hélicoptères du modèle Lama.

La ENIAS détient 45 % des actions de cette société qui s'appellera EMBRAS et sera implantée à Itajubá (Minas-Gerais). Le Brésil a retenu ce projet, de pré-

férence à un autre proposé par la firme américaine Bell.

L'hélicoptère Scorpion AS-350 de la ENIAS a été conçu, essentiellement, pour les besoins du marché civil. Il s'agit d'un appareil monorotor transportant cinq passagers ou une charge de 900 kilogrammes à l'altitude. Le Brésil a déjà acheté à la ENIAS des versions civiles de deux de ses hélicoptères : le Puma et la Gazelle. D'autre part, le Brésil achète actuellement, auprès d'un autre constructeur français, deux hélicoptères Alouette-III. L'hélicoptère Lama, à cinq places lui aussi, a reçu une turbopropulseur puissante qui lui permet d'être un outil de travail en montagne (travail agricole et traitement des forêts) avec un équipement de charge d'une tonne à l'équipage.

# ÉNERGIE

## Les pays de l'OPEP n'ont pu s'accorder sur l'harmonisation des prix du pétrole lourd

La conférence qui, le 1<sup>er</sup> février, a réuni cinq pays de l'OPEP sur la valeur relative des pétroles lourds du Golfe, n'a duré qu'un seul jour et s'est terminée par un échec. Commentant cette réunion, l'agence Tass estime que les pays pétroliers mettent en cause la confiance dans le dollar américain et parle des « tentatives de certains États du Golfe de lever la tête contre le dollar ». Rappelant que ces pays ont perdu 20 % de leurs gains en raison de la baisse de la devise américaine, l'agence Tass dénonce la « diplomatie pétrolière américaine » qui consiste, « au moyen d'une alliance étroite avec les forces les plus réactionnaires de la région, à empêcher les exportateurs de disposer librement de leurs ressources naturelles ».

De notre correspondant

Genève. — Le « mini-sommet » de l'OPEP, qui a réuni à l'hôtel Intercontinental à Genève, le 1<sup>er</sup> février, sous la présidence de M. Valentín Hernández Acosta (Venezuela), les ministres du pétrole d'Arabie Saoudite, d'Irak, d'Iran et du Koweït, s'est séparé en début de soirée sans qu'aucune décision importante ait pu être prise dans le sens d'une harmonisation des prix du pétrole lourd. On sait cependant que la réunion a pris en considération les difficultés particulières du Koweït. Ce pays dispose essentiellement d'une qualité de brut en demandée sur le marché, car garder ses clients, il doit baisser ses prix. Or le ministre koweïtien du pétrole, M. Abdou Al Kazzam, a répété à plusieurs reprises que descendre de deux millions de barils par jour plusieurs mois consécutifs équivaudrait des promesses à l'économie du Koweït de la mesure où le gaz et l'électricité, aux dépenses pétrolières lui permet de générer son électricité. La fin de la conférence, le secrétaire général de l'OPEP, M. Malik, a lu une brève déclaration :

« Les ministres ont examiné la situation du pétrole brut lourd et moyen dans le Golfe. Ils ont pris note des difficultés et des divergences d'opinion au sujet de la décision de ce pays de prendre les mesures requises pour remédier à cette situation, quand et si cela s'avère nécessaire. » Il a ajouté qu'aucune décision n'avait été prise pour faire face à la baisse du dollar.

Le Koweït offrira de nouveaux rabais, mais le ministre koweïtien n'a formulé aucune précision quant aux nouvelles baisses de prix envisagées, non plus que sur les conséquences de la chute du dollar pour son pays, et sur les décisions essentielles qu'il devra prendre pour faire face. (Rappelons que le Koweït a déjà procédé à une diminution de 10 cents par baril de pétrole.) A Genève, certains observateurs estiment que le Koweït s'est accordé au Koweït, vraisemblablement pour effet de provoquer une réaction en chaîne, qui, toutefois, ne se répercuterait pas forcément sur le prix du pétrole raffiné.

ISABELLE VICHNIAC.

# LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
4.7875	4.7910	+ 60 + 90	+ 150 + 185
4.3000	4.3050	+ 50 + 80	+ 120 + 150
1.9800	1.9850	+ 80 + 120	+ 190 + 230
2.2500	2.2550	+ 90 + 120	+ 220 + 250
2.1100	2.1150	+ 60 + 85	+ 140 + 190
14.6900	14.6900	+ 100 + 270	+ 380 + 550
2.4100	2.4150	+ 100 + 150	+ 150 + 200
2.5170	2.5270	+ 400 + 200	+ 650 + 900
9.3250	9.3350	+ 150 + 220	+ 390 + 470

# TAUX DES EURO-MONNAIES

3 1/2	3 3/4	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5	5 1/2	5 3/4	6
11 1/2	11 3/4	12	12 1/4	12 1/2	12 3/4	13	13 1/4	13 1/2	13 3/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande que de la place.

# La difficulté de licencier ou comment s'en débarrasser...

Pourquoi les entreprises hésitent-elles à embaucher, même quand leurs affaires ne vont pas si mal ? La réponse des employeurs est quasi unanime : parce qu'il est devenu, sinon impossible, du moins difficile et onéreux de licencier. Les lois du 13 juillet 1973 sur le licenciement ont individualisé et celle du 3 janvier 1975 sur le licenciement pour raisons économiques ont en effet sérieusement limité l'exercice par le chef d'entreprise de son droit de réajuster le contrat de travail de ses salariés. Et chacun de se dire : « Je ne jure pas que l'embauche ne me conviendrait pas un certain temps, ou si mon carnet de commandes se dégrade et que je me trouve avec du personnel en surabondance, comment vais-je pouvoir m'en débarrasser ? »

Parfois les quelque huit cents personnes qui participent récemment à un colloque organisé par l'université de Paris-II et le revue Droit social sur « le nouveau droit des licenciements », plus de la moitié étaient des responsables de services de personnel ou de directeurs d'entreprises venus chercher une réponse à cette question. Et à la meilleure source, puisque l'organisateur, M. Jean-Jacques Dupuyroux, directeur du département du droit du travail de l'université de Paris-II et directeur de Droit social, avait réuni les plus grands spécialistes universitaires du droit du travail en France et que l'ancien président de séance n'était autre que le maître suprême en la matière, M. Jean Larocque, président de la chambre sociale de la Cour de cassation (1).

L'insistance mise par plusieurs des rapporteurs à débusquer les différentes formes de fraude aux lois sur le licenciement ne relevait pas du goût fréquent des juristes pour les arguties ; il visait à illustrer les insuffisances et les incohérences des régimes juridiques mis en place ces dernières années. « La fraude à la loi est difficile en présence d'un corps de règles simples dont l'application est surveillée et qui sont comprises par les citoyens », a souligné M. Gérard Lyon-Caen, professeur à l'université de Paris-I. « En multipliant les types de contrats de travail, les procédures de licenciement différentes, les motifs mal définis comme le motif économique, en tenant compte de la taille de l'entreprise, de l'ancienneté du salarié, en diversifiant les modalités de l'indemnisation du chômage, le législateur, a conclu M. Lyon-Caen, est le premier responsable de la fraude. »

Certes, les tribunaux font le chasse aux moyens utilisés par les employeurs pour éluder le licenciement. Comme l'a montré M. Jean-Pierre, professeur à l'université de Paris-M II à Orléans de Lyon, et directeur de l'Institut d'études du travail, le recours (1) Le compte rendu de ce colloque sera publié dans un prochain numéro de Droit social (3, rue Soufflot, 75005 Paris).

En raison des grèves des P.T.T., certains participants au colloque ont été contraints de partir à l'heure. Les bureaux de la recherche ont été fermés.

# Le dernier carré d'Hélio-Cachan

Cela fait trente-deux mois que des travailleurs de l'imprimerie Hélio-Cachan (Chilly-Mazarin (Seine-et-Oise)) espèrent redonner vie à leur usine. Ils viennent une nouvelle fois de proposer un « plan de relance » qui puisse mettre à la disposition de la plus ancienne en région parisienne. Si nombre des occupants de la première heure ont renoncé de guerre lasse, ceux qui restent attendent « aller jusqu'au bout ». Tout a commencé le 2 juillet 1975. Réunis en assemblée générale, la majorité des quelque deux cents employés de cette entreprise familiale déclaraient de ne plus quitter leur lieu de travail afin de protester contre le dépôt de bilan qui venait de leur être annoncé. Hélio-Cachan participait à des activités de production en hélogravure et l'impression de cartes postales dont elle assurait trois quarts de la production française. Fortement menacée par la concurrence étrangère, elle disposait pourtant d'un matériel qui, pour n'être plus ultra-moderne, comprenait de l'hélogravure, des « offset » de la typo, mais aussi des laboratoires photos, etc. Plongés du jour au lendemain dans les méandres d'une procédure de liquidation judiciaire, tous les éléments, les occupants purent « tenir le coup » grâce à la solidarité syndicale. Ils étaient évacués par la police un an et demi plus tard. Exactement le 2 janvier 1977.

Mais le 23 juillet 1977, apprenant que l'on commençait à démanteler les machines, ils revenaient à la charge et se réinstallèrent dans « leurs locaux ». Depuis, c'est l'attente. Faute d'un partage de tâches très élaborées, qu'il s'agisse de l'entretien, du ravitaillement, mais aussi des multiples démarches à accomplir pour ne pas sombrer dans l'oubli, il faut aussi de graves problèmes familiaux. « On ne se rend compte de la gravité de la situation que quand on se voit obligé de vendre son appartement », explique M. André B. Certaines épouses pensent que nous sommes des « fainéants ». Certains d'entre nous ont accepté de travailler pour 1.800 francs par mois uniquement parce qu'ils ne pouvaient plus leur psychologiquement. Pour-

# LA COUR D'APPEL DE RENNES ORDONNE L'ÉVACUATION DES OCCUPANTS DE LA SOCIÉTÉ RÉHAULT DE FOUGÈRES

(De notre correspondant.) Rennes. — A la demande des deux syndicats chargés de la liquidation des biens de la société Réhault de Fougères (Ille-et-Vilaine), la deuxième chambre civile de la cour d'appel de Rennes a prononcé l'évacuation immédiate par les occupants des locaux dépendant de cette entreprise, au besoin avec l'assistance de la force publique, infligeant ainsi une condamnation de 100 francs par jour de retard au président du tribunal de grande instance de Rennes, qui avait alors déboulé les syndicats de leur demande.

Dans son arrêt, prononcé le 31 janvier, la cour d'appel souligne que « dans la conception actuelle du droit français, cette occupation, effectuée au mépris des droits de propriété des sociétés Réhault et des droits légitimes de la masse des créanciers (...) constitue une voie de fait manifeste qui ne trouve d'explication que dans une motivation politique sans fondement juridique ». La liquidation des biens de la société Réhault, qui employait six cent cinquante personnes, avait été prononcée le 10 février 1976 par le tribunal de commerce de Rennes (le Monde du 19 février 1976).

# SOCIAL

## TRENTÉ-DEUX MOIS APRÈS LE DÉPÔT DE BILAN

tant, la solidarité est formidable. On ne peut pas l'expliquer — parce qu'on ne se l'explique pas nous-mêmes — mais cette lutte nous aura beaucoup appris. De fait, depuis qu'ils ne peuvent plus bénéficier de 90 % l'essentiel des ressources des occupants provient de la solidarité. Sous l'immense hangar qui abrite les différents ateliers, flotte encore une vague odeur d'usine asséchée. Tout est propre, mais les machines pleurent l'abandon. Sous des paquets de calendriers imprimés luxueusement rappellent la date de l'origine du conflit. Dans une des pièces, une ampoule éalaine les occupants qui assurent la permanence. On boit du café. On bavarde. L'enthousiasme des premières heures de lutte a depuis longtemps laissé la place à une calme détermination. L'aspect est actuellement représenté par un industriel qui serait prêt à reprendre le personnel, et sans doute le matériel, mais à la condition expresse que l'Etat accepte d'éponger le passif qui doit être remboursé par la société aux banques nationales, soit selon les occupants un peu moins de 5 millions de francs. Pour plaider cette cause, le député communiste M. Pierre Juquin a demandé un entretien au premier ministre. « La condition pour réussir, c'est que le gouvernement y mette du sien. Il est, depuis le premier jour, maître de la situation. »

Mais si la période prélectorale élimine les risques d'une nouvelle évacuation, elle ne garantit rien la volonté des pouvoirs publics de faire un effort pour sauver une entreprise à laquelle dans le centre de crise le dernier carré d'une cinquantaine d'employés.

Pas de courrier pour le Val-de-Marne. — Le secrétariat d'Etat aux P.T.T. demande aux usagers de suspendre tous leurs envois à destination du département du Val-de-Marne. En effet, une grève avec occupation des locaux bloque le trafic postal dans le centre de tri de Créteil, où cinquante mille objets de correspondance sont en souffrance.

Grève à la gare de Lyon. — Les fédérations de cheminots C.G.T., C.F.P.T. et F.G.A.O. (autonomes) appellent les agents de conduite du dépôt Paris-Sud-Est (gare de Lyon) à observer un mouvement de grève du vendredi 3 février à 4 heures au moment de la présentation de celle-ci et de supprimer à terme des emplois au service banlieue. A la direction de la S.N.C.F., on indique que cet arrêt de travail entraînera des perturbations dans le trafic des lignes de banlieue, mais que le service sera normalement assuré sur les grandes lignes.

Grève dans les parcs de stationnement. — Une partie du personnel des parcs de stationnement gérés par SOGEPARC à Paris et en province sont en grève pour une durée illimitée depuis ce mercredi 1<sup>er</sup> février. Les grévistes demandent une augmentation de 7 % des salaires, deux jours de repos consécutifs par semaine et cinq jours de congé d'hiver.

E.G.F. : 51,8 % des agents approuvent les thèses C.G.T. — Soixante-dix mille salariés de l'E.G.F. sur un effectif de 123 633 (soit 56,5 %) ont répondu au questionnaire de la C.G.T. sur la politique salariale. A la question : « La convention salariale signée par la C.F.T.C., F.O. et le e cadres, s'oppose-t-elle à une véritable remise en ordre des rémunérations ? », 63 706 ont dit oui, approuvant ainsi la C.G.T. (soit 51,8 % des inscrits). Aux dernières élections professionnelles, la C.G.T. avait obtenu 72 157 voix, soit 51,6 % des inscrits.

# PARIS TOKYO

a Copenhague. Choisissez le vol transsibérien samedi, il vous agréable et le mieux conçu pour traiter vos affaires au Japon, frais et dispos, dès le lundi matin.

Paris samedi 8 h 30  
Copenhague samedi 10 h 15  
Tokyo dimanche 9 h 15

## SAS

742.0614

# ABU DHABI

BAHREIN DUBAI

DOHA MUSCAT

## GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

# REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

### Société Nationale des Industries des Peaux et Cuir

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Industries des Peaux et Cuir, « SONIPEC », lance un appel d'offres international en vue de la réalisation de produits en main d'une unité de fabrication d'accessoires métalliques pour la chaussure et la maroquinerie à M'CHBDALLAH (W. de BOUIRA).

Les sociétés intéressées pourront retirer le cahier des charges à la SONIPEC - DIRECTION DES ETUDES - 100, rue de Tripoli, HUSSEIN DEY - ALGER, à partir de l'insertion de cet avis contre paiement de la somme de 200 DA.

Les offres devront parvenir par voie postale à la SONIPEC sous double pli cacheté avec mention « Ne pas ouvrir » - Soumission A.O. n° D.E/78/1, et ce au plus tard le 30 AVRIL 1978, le cachet de la poste faisant foi.

# RÉGIONS

## Ile-de-France

### La nuisance des routes et autoroutes en région parisienne

#### Le mètre de bruit à prix d'or

M. Alain Griotteray (P.R.), rapporteur général du budget de la région d'Ile-de-France, a présenté, le 27 janvier, le programme pluriannuel de lutte contre les nuisances provoquées sur les routes et autoroutes de la région parisienne.

Les autoroutes de la région parisienne ont été construites sans qu'on les équipe de systèmes antibruit. Actuellement, 450 kilomètres de voies rapides sont en service, dont 250 dans les agglomérations ; 103 kilomètres de voies provoquent des nuisances graves à quelque 335 000 riverains ; 18 kilomètres de voies sont particulièrement bruyants ; 5,5 kilomètres font l'objet de travaux. L'Etat a proposé un programme portant sur 10 kilomètres supplémentaires.

Restent donc à équiper environ 65 kilomètres d'autoroute. Divers moyens de protection sont envisagés : buttes de terre, isolation phonique, couverture de la voie (solution coûteuse et peu utilisée). Les crédits prévus au budget de la région d'Ile-de-France (20 millions de francs par an) permettront d'équiper 1 kilomètre d'autoroute (ou 2,5 kilomètres du boulevard périphérique) chaque année.

Les seuls travaux d'isolation phonique du boulevard périphérique de Paris coûteraient 450 millions de francs. C'est ce que révèle l'étude que viennent d'achever les services de la voirie de la Ville de Paris. Cette étude ne prévoit pas, pour des raisons techniques et financières, la couverture totale du boulevard péri-

### A PROPOS DE...

#### LES DIFFICULTÉS DE L'HOTELLERIE DE LUXE

#### Palaces arabes sur les bords de Seine

Les capitaux arabes s'intéressent à l'hôtellerie de luxe parisienne après avoir pris pied dans les palaces londoniens. Le Grand Hôtel, le Prince de Galles et le Meurice sont en passe de changer de mains.

Si le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat au tourisme ne s'y opposent pas, ces trois établissements et le Café de la Paix seront rachetés par une société en majorité libanaise, le First Arabian Corporation (FAC).

Un protocole d'accord a été signé récemment à Genève entre la FAC et la société italienne CIGA. Celle-ci est engagée à céder la totalité de sa participation (91 %) au sein de la Société nouvelle du Grand Hôtel (S.N.G.H.) propriétaire des quatre hôtels de commerce et de grand hôtel Meurice, du Grand Hôtel et du Café de la Paix, — à la société Limico, filiale à 100 % du groupe FAC. Cette vente a été signée sous la condition suspensive des autorisations administratives nécessaires.

Le ministre de l'économie et des finances attend, pour prendre position, l'avis du secrétaire d'Etat au tourisme. D'autre part, la Commission des opérations de bourse (COB) doit vérifier que les actionnaires minoritaires de la S.N.G.H. ne seront pas lésés par cette convention.

La CIGA, qui a connu des déboires, tant en France qu'en Italie, avait décidé d'abandonner tous ses investissements immobiliers pour se consacrer à sa seule vocation première de gestionnaire hôtelier. Ce changement de direction a été annoncé dans la recherche et l'accueil des activités du secteur tertiaire. A condition sans doute d'aller chercher ailleurs pour le renouvellement du monde rural.

Après l'élection de M. Lucotte, le premier secrétaire du P.S., a estimé que « le renouvellement de la droite pour l'année n'était pas seulement un moyen de donner à la région parisienne l'ordre du jour : au socialisme ».

M. Lucotte a précisé : « Les hommes seuls ont fait la Bourgogne, les hommes seuls la feront en se lançant obstinément dans la recherche et l'accueil des activités du secteur tertiaire. »

Après un très vif succès en début d'année, le reste des premiers résultats positifs du groupe de la région parisienne ont été obtenus par les moyennes et petites entreprises et l'artisanat de 2 milliards de francs en avril.

Les organisations rurales demandent le suris à exécution à tant que les autorités compétentes n'aient pas fait la preuve que ce projet est la meilleure des solutions possibles. Elles souhaitent que le Conseil d'Etat puisse examiner notamment une autre variante Nancy-Flaviigny-Charlemagne-Vittel-Langres. Ce tracé a les faveurs des agriculteurs vosgiens, des chambres de commerce et d'industrie, de la grande majorité des élus locaux et départementaux.

Ce tracé épargne 260 hectares des meilleures terres agricoles du département. Il drainerait un trafic plus important en direction d'Epinal, de Mirecourt et de Vittel. Il assurerait, enfin une desserte de l'aérodrome de Juvalincourt, actuellement déficient.

YVAN COLIN.

## Bourgogne

#### UN COUP D'ARRÊT A L'« ÉPARPILLEMENT » ET AU « SAUPOUDRAGE » DES CRÉDITS

(De notre correspondant.)

Dijon. — Par 19 voix contre 2 et 7 abstentions, le conseil régional de Bourgogne, qui compte quarante-huit membres, vient de voter son budget pour 1978, qui est en augmentation de 25,8 % par rapport à celui de l'année dernière. « Les objectifs que nous voulons atteindre sont un développement économique cohérent, une plus grande solidarité sociale et une meilleure qualité de la vie », a expliqué M. Pierre Dentot, président du conseil.

Le représentant du gouvernement n'a pas manqué de faire état de « l'état exceptionnel » dont le président de la République a voulu entourer les orientations qu'il a définies. Les conseillers régionaux ont aussi profité de la session budgétaire pour se livrer à une sorte d'autocritique.

« Il convient de donner à la région une impulsion et un souffle nouveaux », a dit le président sortant, M. Jean Chamant. Le nouveau président, M. Marcel Lucotte (P.R.), maire d'Autun (Saône-et-Loire), a observé, de son côté, qu'il fallait éviter le « saupoudrage » et l'« éparpillement ». Dans le programme, il se propose d'appliquer, le chapitre « super-prioritaire » est celui de l'emploi. Il conviendrait de « chercher d'autres voies » pour parvenir à des solutions.

Pour M. François Mitterrand, député P.S. de la Nièvre, la Bourgogne mérite bien la réputation de terre d'accueil, « mais faudrait pas qu'elle soit seulement terre de passage ».

Après l'élection de M. Lucotte, le premier secrétaire du P.S., a estimé que « le renouvellement de la droite pour l'année n'était pas seulement un moyen de donner à la région parisienne l'ordre du jour : au socialisme ».

M. Lucotte a précisé : « Les hommes seuls ont fait la Bourgogne, les hommes seuls la feront en se lançant obstinément dans la recherche et l'accueil des activités du secteur tertiaire. »

Après un très vif succès en début d'année, le reste des premiers résultats positifs du groupe de la région parisienne ont été obtenus par les moyennes et petites entreprises et l'artisanat de 2 milliards de francs en avril.

Les organisations rurales demandent le suris à exécution à tant que les autorités compétentes n'aient pas fait la preuve que ce projet est la meilleure des solutions possibles. Elles souhaitent que le Conseil d'Etat puisse examiner notamment une autre variante Nancy-Flaviigny-Charlemagne-Vittel-Langres. Ce tracé a les faveurs des agriculteurs vosgiens, des chambres de commerce et d'industrie, de la grande majorité des élus locaux et départementaux.

Ce tracé épargne 260 hectares des meilleures terres agricoles du département. Il drainerait un trafic plus important en direction d'Epinal, de Mirecourt et de Vittel. Il assurerait, enfin une desserte de l'aérodrome de Juvalincourt, actuellement déficient.

YVAN COLIN.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE RÉASSURANCE SCOR

Créée en 1970 avec le concours de toutes les principales sociétés d'assurance françaises, la SCOR a connu depuis cette date une forte expansion qui lui a permis d'accéder aux premières places de la réassurance mondiale.

En sept ans, son chiffre d'affaires est passé de 325 millions de francs en 1970 à 2 070 millions en 1976, soit une progression moyenne de 30 % l'an.

Cette expansion a porté essentiellement sur les affaires en devises étrangères, qui ont représenté 60 % de son chiffre d'affaires en 1976, contre 40 % en 1970.

Un effort particulier a été fait aux Etats-Unis, où, depuis 1974, la SCOR a créé une filiale à 100 %, dont l'activité a permis de réaliser sur le marché américain un volume d'affaires de l'ordre de 500 millions de francs en 1977.

La SCOR a également établi des filiales en Grande-Bretagne et au Canada, ainsi que des implantations à Hongkong, à Singapour, en Australie, en Espagne et au Mexique.

Les résultats de la société ont permis pendant un mois, période d'autocritique au rythme moyen de 8 % par an. Ce résultat a été obtenu grâce à un bilan de 130 millions de francs, à l'origine, à 230 millions à fin 1976 et à 300 millions à fin 1977, non compris un montant non négligeable de réserves latentes.

Le conseil d'administration a estimé que les perspectives de développement et de rentabilité de la société au cours des prochaines années justifiaient un apport de capitaux extérieurs qui a fait l'objet des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie le 18 janvier 1978.

Cette assemblée générale a décidé : — Une distribution d'actions gratuites à raison d'une action nouvelle pour six actions anciennes par incorporation au capital de 20 millions de francs de réserves ; — Une augmentation de capital en numéraire pour une tranche de 70 millions réalisable immédiatement, assortie d'une prime d'émission de 11,2 millions de francs (16 %).

A l'issue de ces opérations, le capital sera ainsi porté de 120 à 150 millions de francs.

L'assemblée générale a autorisé d'autre part le conseil d'administration à accroître le capital dans les cinq ans à venir jusqu'à un montant maximum de 25 millions de francs.

Le conseil a également indiqué qu'il entendait demander l'introduction en Bourse des actions de la SCOR dès que la société aura réuni à brève échéance les conditions nécessaires à la consolidation des comptes et des filiales, qui conditionnent l'admission des sociétés cotées à la Bourse de Paris.

Ces mesures permettront à la société de poursuivre son expansion en France et à l'étranger à un rythme correspondant au plein emploi de ses capacités, tout en maintenant ses fonds propres à un niveau satisfaisant eu égard à la bonne répartition de ses investissements sur le plan international.

Elles contribueront ainsi à renforcer les concours de la réassurance française à un moment où les marchés internationaux de réassurance accusent de fortes demandes de capitaux de protection engendrées par le développement industriel et les progrès de la technologie.

Les mesures prises par la SCOR ont été approuvées par le conseil d'administration, réuni le 18 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, à la suite des comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

## CRÉDIT NATIONAL

Le Crédit national doit prochainement émettre un emprunt sur le marché intérieur.

## BAN INVESTISSEMENT

Le conseil d'administration du Ban Investissement est réuni le 30 janvier 1978 pour examiner les comptes de l'exercice 1977.

Les résultats de l'exercice 1977 ont été approuvés par le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, à la suite des comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.

Après le 31 décembre 1977, avec un nombre de 1 330 332 actions en circulation contre 1 435 022 à fin 1976, le dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, a été versé à 122,74 millions de francs, soit 192,25 millions en un an, au prorata et à la valeur liquidative ajustée, soit à 132,37 F contre 133,97 F en 1976.

## ASSURANCES PLACEMENTS

Au 31 décembre 1977, le capital de la société s'élevait à 48 900 000 F. L'actif net, d'un montant de 83 039 242,42 F, se répartissait comme suit :

- Obligations françaises... 42,08 %
- Obligations étrangères... 12,97 %
- Actions françaises... 6,13 %
- Actions étrangères... 22,21 %
- Autres éléments d'actif... 15,92 %

## SOLEIL INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 1977, le capital de la société s'élevait à 48 900 000 F. L'actif net, d'un montant de 83 039 242,42 F, se répartissait comme suit :

- Obligations françaises... 42,08 %
- Obligations étrangères... 12,97 %
- Actions françaises... 6,13 %
- Actions étrangères... 22,21 %
- Autres éléments d'actif... 15,92 %

## MATRA

CHIFFRES D'AFFAIRES HORS TAXES POUR 1977

SOCIÉTÉ MÈRE

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société mère s'élevait, pour l'exercice 1977, à 1 793,7 millions de francs. Compte tenu de la finalisation de l'activité industrielle en 1977, ce chiffre doit être complété par le chiffre d'affaires hors taxes de la nouvelle filiale Matra Informatica, soit 24 millions de francs, ce qui porte le chiffre d'affaires hors taxes de la société mère à 1 817,7 millions de francs.

## LES ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES EN FRANCE (\*)

Avec un montant global de 62,7 milliards de francs, les émissions de valeurs mobilières en France ont atteint 20,5 % par rapport à l'année 1976, et même 16,2 % par rapport à l'exercice précédent. L'accroissement a porté principalement sur les émissions classiques de 1<sup>er</sup> catégorie qui ont représenté 44,4 % des montants collectés par le secteur public.

En ce qui concerne le secteur privé, les émissions de valeurs mobilières ont représenté 55,6 % des montants collectés par le secteur public.

Les émissions de valeurs mobilières ont représenté 16,2 % par rapport à l'exercice précédent, et même 11,2 % par rapport à l'exercice précédent.

## Avant de louer un véhicule Renseignez-vous sur les prix

**MATTEI**

Le moins cher des grands loueurs

VOITURES PARTICULIÈRES - UTILITAIRES JUSQU'A 3,5 T.

PARIS : 205, Rue de Bercy (Métro de Lyon) 348.11.50  
12 - 108, Bd Diderot 628.27.50 • 18 - 102, Rue Ordener 076.52.90

## IRAN AIR

Reservation : 225.99.06+

**PARIS TEHERAN**

SANS ESCALE

BOEING 747 SP : Mardi - Samedi 9 h 15 - 15 h 45  
BOEING 747 : Mercredi - Dimanche 15 h 45  
BOEING 707 : Lundi 15 h 45

## Etablissements MAUREL ET PROM S.A.

Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1978, sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 6 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit globalement 6,97 F.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

La baisse s'accélère
Le mouvement de baisse s'est un peu accéléré, mercredi, à la Bourse de Paris...

LONDRES

La reprise technique amorcée mercredi en fin de séance n'est pas suivie d'effets...

NEW-YORK

Mieux orienté
Surmontant son précédent accès de faiblesse, le marché de New-York s'est sensiblement redressé...

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 1er FEVRIER - COMPTANT

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists gold prices.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. MÈS
  - PROCHE-ORIENT : « Le formalisme de M. Begin », par Robert Mischel ; « Méfiance au rapprochement », par Mahmoud Bencheikh ; « Désescalader le conflit », par Dov Faden.
- 3. ÉTRANGER
  - Les difficultés du dialogue israélo-égyptien.
- 4. AFRIQUE
  - Le rapport annuel du Pentagone.
  - M. Caronakis et l'entrée de la Grèce dans la C.E.E.
- 5. EUROPE
  - Les Canaries, meilleur de l'Espagne (II), par Charles Vacheco.
- 7 à 12. POLITIQUE
  - La préparation des élections législatives.

**LE MONDE DES LIVRES**  
Pages 13 à 18

**LE FEUILLETON** de Bertrand Poirot-Delpech : « Corrigés ».

**POÉSIE** : La nouvelle symphonie de Pierre Emmanuel.

**LETTRÉS ÉTRANGERS** : Kuznietz, citoyen de la « Mittel-Europa » ? Connaissez-vous Peretz ?

**ROMANS** : Amours mystérieux et coups d'épée... un siècle de lettres.

**TEXTES** : Julien Green et la crise de l'Église.

- 19. SOCIÉTÉ
  - Le suicide d'un élève de lycée technique de Champagne-Marne.
  - « Adoption et abandon » (III), par Christian Colombani.
- 20. ÉDUCATION
  - La tendance minoritaire de la FEM a cessé de gager du terrain.
- 20. JUSTICE
  - Critique d'un comité national de la sécurité.
- 21 à 23. CULTURE
  - MUSIQUE : La Femme sans ombre, par Riber et Svoboda.
- 28 à 30. ÉCONOMIE - RÉGIONS

**LIRE ÉGALEMENT**

**RADIO-TELEVISION (24)**  
Annonces classées (25 et 26) ; Aujourd'hui (27) ; Bulletin d'enseignement (27) ; Caract (28) ; Journal officiel (27) ; L'éclair national et Loto (27) ; Météorologie (27) ; Mots croisés (27) ; Bourso (31).

(Publicité)

**ÉLECTIONS : LA RÉVOLUTION PASSE PAR LE PISTOLET**

On ne peut plus désormais attacher partout et sur tout. En effet, tout mur, édifice, ou affiche, peut être protégé par la F.A.R. Ce produit économique, fabriqué, commercialisé par le Groupement Européen de Traitement Chimique, s'applique au pistolet ou au pneu, il est efficace immédiatement.

Documentation : GETRAC, 003-53-51, Parc industriel - 77300 TORCY.

## APRÈS LES CAS D'INTOXICATION AUX PAYS-BAS PAR DES ORANGES IMPORTÉES D'ISRAËL Des fruits contaminés en provenance d'Espagne ont été découverts en Allemagne fédérale

Les oranges en provenance d'Israël ne seraient pas les seules à porter des traces de mercure. Selon une information communiquée ce jeudi 2 février, en République fédérale d'Allemagne, par les services de la police criminelle de Stuttgart, plusieurs oranges importées d'Espagne, également traitées au mercure, ont été découvertes à Heldenheim, près d'Ulm, dans le Bade-Wurtemberg. Cette affaire des oranges a été révélée le 1<sup>er</sup> février aux Pays-Bas, où cinq enfants de Maastricht avaient dû subir, la semaine dernière, un lavage d'estomac après avoir consommé des oranges dans lesquelles se trouvaient des gouttelettes de mercure. Le ministre néerlandais de la Santé a fait savoir que quatorze fruits contaminés avaient été découverts après enquête ; huit d'entre eux faisaient partis d'un livraison en provenance d'Israël.

Dans une lettre adressée à dix-huit pays européens et arabes, une organisation s'intitulant « Armée arabe révolutionnaire - Contenant dement palestiniens » a revendiqué l'empoisonnement de ces fruits, dans le but de « subvertir l'économie israélienne ». L'O.L.P. et le F.P.L.P. (Front populaire pour la libération de la Palestine) ont aussitôt affirmé qu'il n'existait pas de mouvement palestinien portant ce nom, et dénoncé « une manœuvre visant à porter atteinte à la résistance palestinienne ».

Selon un rapport du ministère néerlandais de la Santé confirmé par le centre anti-poisons de Paris, la consommation des fruits contaminés n'est pas toxique. Le mercure mélangé est une substance inerte, dont la présence est repérable par l'aspect qui prend l'écorce de l'orange « traitée ». Il faudrait, selon ce rapport, consommer au moins 15 kilos de ces fruits pour que cela soit néfaste pour l'organisme. Cependant, des contrôles ont été effectués dans plusieurs pays européens et les oranges importées d'Israël ont été retirées provisoirement de la vente, notamment en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas, en Belgique et au Danemark.

Selon le ministère israélien de l'Agriculture, les fruits auraient été contaminés à leur arrivée en Europe, alors des signes évidents de pourriture auraient été décelés à la livraison. La presse israélienne accuse, ce jeudi 2 février, les « terroristes palestiniens », qui selon le *Jerusalem Post*, « obtiennent aux formes les plus ignobles de la guerre ». — (A.F.P., Reuters.)

## Orange, feu rouge

Cela pourrait commencer comme le sketch de Fernand Reynaud : « A vendre de belles oranges par chèques ». Mais la chute est moins drôle : cinq enfants sont hospitalisés aux Pays-Bas après avoir mangé des oranges piquées au mercure par un ne sait quels main criminelles, au nom d'une « armée palestinienne » fantôme.

Ce ne sont pas les traces de mercure qui sont le plus étonnant dans cette affaire (on sait fort bien l'imaginaire de détraqués ou de combattants clandestins), mais la traînée de poudre qui s'est parcourue instantanément l'Europe une fois la nouvelle apprise. Les amateurs des films de James Bond en ont vu d'autres, mais le déferlement de cette formidable psychose de crainte est à considérer de près. Elle manifeste que la sensibilité collective est prête à recevoir de la manière la plus dramatique, la plus globale, un fait divers local qui, sans les moyens d'information d'aujourd'hui, n'aurait pas eu d'importance au-delà des frontières de son pays.

La littérature insiste de plus en plus sur la vulnérabilité de notre monde (l'imprimeur, John l'Entier, etc.), mais on fait encore le pari trop mécaux aux ordres de choc psychologiques de tel ou tel événement, très très localisé. Comme si tout était bon pour faire la lit du Malin, comme si le drame à haute fréquence et à grande diffusion avait pour vertu d'extraire les populations de leur ennui... — P. D.

**RECUIL DE LA C.G.T. A LA R.A.T.P.**

Aux élections des représentants du personnel aux conseils de discipline à la R.A.T.P., la C.G.T. enregistre un important recul par rapport au précédent scrutin de 1975 (49,5 % des suffrages au lieu de 43,1 %), au profit des autonomes et de F.O.

La perte d'influence de la C.G.T. est surtout observée dans le collège ouvrier (46,7 % au lieu de 51,3 %) ; elle est plus légère chez les agents de maîtrise (41,7 % au lieu de 42,4 %), tandis que chez les cadres la C.G.T. maintient ses positions (31,2 % au lieu de 31,1 %).

(Les résultats tous collèges réunis sont les suivants : inscrits, 34 496 (31 268 en 1975) ; exprimés : 24 923 (25 578). Ont obtenu : C.G.T., 11 995 voix (48,1 %) ; F.O., 5 622 voix (22,6 %) ; autonomes, 4 183 voix (16,7 %) (14,1 %) ; C.F.D.T., 2 233 voix (9 %) (8,7 %) ; C.R.T., 1 196 voix (4,8 %) ; autres, 44 voix (0,4 %) (0,4 %). Indépendants, 703 voix (2,8 %) (2,3 %).]

## LA RÉPRESSION EN ARGENTINE ET EN URUGUAY

**Création d'une association des parents de Français disparus ou emprisonnés**

Une association de parents de Français disparus ou emprisonnés en Argentine et en Uruguay a annoncé sa création à Paris, au cours d'une conférence de presse, mercredi 1<sup>er</sup> février (I). Elle regroupe des représentants des familles d'une dizaine de vingt personnes en difficulté dans ces deux pays du « cône sud » du continent américain. Elle se propose de mener, en liaison avec les autorités françaises, les partis politiques, sans exclusive, et les organisations humanitaires, toutes les actions nécessaires pour obtenir des pouvoirs publics argentins et uruguayens qu'ils garantissent aux prisonniers leur droit à un juste procès, et qu'ils fassent diligence pour que soient retrouvés les disparus.

En Argentine, neuf Français (dont cinq, selon l'association, ont également la nationalité argentine) sont détenus. Il s'agit de MM. Gérard Barrero, Michel Banassy, Gérard Guillemet, Michel Lhades, Michel Ortiz, Henri de Solan, Julio Plumato et Hector Abriles, et de Mme Viviana Jacob. Quatre d'entre eux seulement, MM. Banassy, Lhades, Ortiz et Solan, font en fait l'objet d'une action judiciaire. M. Banassy, quant à lui, a été acquitté, mais demeure détenu.

Neuf autres Français ont disparu en Argentine. Le cas de deux religieuses, Mmes Alice Demen et Renée Duquet (sœur Léonie), a été spontanément rapporté et commenté. Parmi les sept autres disparus, figure M. Georges Deprez, ancien aide de camp avec le grade de colonel, du maréchal Pétain, à Vichy, enlevé le 19 mai dernier, dans un saut de vieillards de Buenos-Aires. Les autres victimes sont : Mme Françoise Durthier et MM. Marcel Amiel, Robert Boudet, Jean Claude, Yves Demsque et Maurice Jaeger.

L'ordre des Missions étrangères, auquel appartiennent Sœurs Alice et Léonie, s'est joint à l'association. Sœur Thérèse, représentant l'ordre, s'est déclaré, au cours de la conférence de presse, que ce qui émeut sans doute le plus les deux religieuses est d'être « tenus de vivre avec les prisonniers », conformément à ce que préconisent les évêques français et argentins.

Sans s'autoriser à poser la question de l'opportunité de la participation de la France à la Coupe du monde de football dans un pays où semblables drames peuvent se produire, M. Michel, ancien avocat des familles des otages du Pelissier et défenseur de l'association, a déclaré : « Neus souhaitons que cette fête du sport ne devienne pas une fête du désespoir pour certains. Que l'en n'oublie pas qu'il y a une autre... équipe de Français dans les geôles argentines ».

En Uruguay, deux Français sont détenus depuis, respectivement, cinq ans et demi et quatre ans ; il s'agit de MM. Jean-Charles Serat et Frank Oswald.

Plusieurs représentants des familles ont tenu à préciser qu'ils avaient reçu des autorités françaises l'assistance qu'ils en attendent.

(1) 128, avenue de Paris, 94300 Vincennes. Président : M. Denis Le Meunier.

## DEUX ATTENTATS EN CORSE CONTRE DES CLUBS DE VACANCES

Deux attentats à l'explosif ont été commis, dans la matinée du jeudi 2 février, aux environs de Calvi.

La première explosion a détruit le bâtiment central du camp de vacances l'Escale, à Algajola, appartenant à M. Antoine Geronimi, premier adjoint communiste au maire d'Aregno. Les services de restauration de l'établissement ont particulièrement souffert de la déflagration.

Une heure plus tard, à quelques kilomètres de là, un second attentat a eu lieu contre les locaux du Club Méditerranée de Sant'Ambrógio, causant d'importants dégâts à l'économat, aux cuisines et aux chambres froides. Ces attentats n'ont pas été revendiqués.

Le Club Méditerranée exploite trois villages en Corse. Dans la nuit du 21 au 22 avril 1977, le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) avait commis un attentat à l'explosif contre le village de Carpiè. En raison du climat tendu dans cette région de l'île, M. Gilbert Trigano, président du Club, avait répondu à ouvrir le village, la saison dernière.

## Trois marins-pêcheurs bretons périrent dans le naufrage de leur chalutier

Trois marins-pêcheurs ont péri, mercredi 1<sup>er</sup> février, dans le naufrage de leur chalutier, le *Pescadore*, devant le port de Saint-Guénolé (Finistère). Le petit chalutier s'est retourné, alors que soufflait un vent de près de 80 kilomètres/heure. Un hélicoptère de la protection civile et deux Super-Frelon de la marine nationale se sont rendus sur les lieux, mais n'ont pu sauver les trois hommes.

## Création d'une association des parents de Français disparus ou emprisonnés

Une association de parents de Français disparus ou emprisonnés en Argentine et en Uruguay a annoncé sa création à Paris, au cours d'une conférence de presse, mercredi 1<sup>er</sup> février (I). Elle regroupe des représentants des familles d'une dizaine de vingt personnes en difficulté dans ces deux pays du « cône sud » du continent américain. Elle se propose de mener, en liaison avec les autorités françaises, les partis politiques, sans exclusive, et les organisations humanitaires, toutes les actions nécessaires pour obtenir des pouvoirs publics argentins et uruguayens qu'ils garantissent aux prisonniers leur droit à un juste procès, et qu'ils fassent diligence pour que soient retrouvés les disparus.

En Argentine, neuf Français (dont cinq, selon l'association, ont également la nationalité argentine) sont détenus. Il s'agit de MM. Gérard Barrero, Michel Banassy, Gérard Guillemet, Michel Lhades, Michel Ortiz, Henri de Solan, Julio Plumato et Hector Abriles, et de Mme Viviana Jacob. Quatre d'entre eux seulement, MM. Banassy, Lhades, Ortiz et Solan, font en fait l'objet d'une action judiciaire. M. Banassy, quant à lui, a été acquitté, mais demeure détenu.

Neuf autres Français ont disparu en Argentine. Le cas de deux religieuses, Mmes Alice Demen et Renée Duquet (sœur Léonie), a été spontanément rapporté et commenté. Parmi les sept autres disparus, figure M. Georges Deprez, ancien aide de camp avec le grade de colonel, du maréchal Pétain, à Vichy, enlevé le 19 mai dernier, dans un saut de vieillards de Buenos-Aires. Les autres victimes sont : Mme Françoise Durthier et MM. Marcel Amiel, Robert Boudet, Jean Claude, Yves Demsque et Maurice Jaeger.

L'ordre des Missions étrangères, auquel appartiennent Sœurs Alice et Léonie, s'est joint à l'association. Sœur Thérèse, représentant l'ordre, s'est déclaré, au cours de la conférence de presse, que ce qui émeut sans doute le plus les deux religieuses est d'être « tenus de vivre avec les prisonniers », conformément à ce que préconisent les évêques français et argentins.

Sans s'autoriser à poser la question de l'opportunité de la participation de la France à la Coupe du monde de football dans un pays où semblables drames peuvent se produire, M. Michel, ancien avocat des familles des otages du Pelissier et défenseur de l'association, a déclaré : « Neus souhaitons que cette fête du sport ne devienne pas une fête du désespoir pour certains. Que l'en n'oublie pas qu'il y a une autre... équipe de Français dans les geôles argentines ».

En Uruguay, deux Français sont détenus depuis, respectivement, cinq ans et demi et quatre ans ; il s'agit de MM. Jean-Charles Serat et Frank Oswald.

Plusieurs représentants des familles ont tenu à préciser qu'ils avaient reçu des autorités françaises l'assistance qu'ils en attendent.

(1) 128, avenue de Paris, 94300 Vincennes. Président : M. Denis Le Meunier.

## Les autorités de Montevideo violent de façon flagrante les droits de l'homme

**DÉCLARE UN JURISTE AMÉRICAIN**

Alors que la sous-commission compétente s'apprête à décider à Genève de l'opportunité d'inscrire à l'ordre du jour des Nations unies la question des violations des droits de l'homme en Uruguay, la répression dans cette petite république des bords du Rio-de-la-Plata n'est pas moindre que dans le reste du « cône sud » du continent américain.

Retour d'une mission menée en décembre dernier à Montevideo, en compagnie de M. Jean-Louis Weil, avocat à la cour de Paris, M. Robert Goldman, professeur de droit international à l'Université américaine (Washington D.C.), a fait état de « violations flagrantes et croissantes des droits de l'homme perpétrées par le gouvernement uruguayen » depuis le coup d'Etat militaire de juin 1973 : « Arrestations sans mandat, détentions administratives prolongées, pratique systématique de la torture physique et psychologique, enlèvements de citoyens sur le territoire national ou sur celui de l'Argentine, etc. »

M. Goldman a insisté sur des points particuliers : utilisation rétroactive d'une loi relative à la sécurité nationale pour inquiéter des juges civils estimés trop complaisants envers la « subversion » ; mépris total des droits de la défense, et arrestation d'avocats de prisonniers politiques, enlèvement d'enfants (cinq cas connus), établis ouvertement antécédents de certaines autorités, désintérêt total des pouvoirs publics envers les ressortissants uruguayens inquiétés à l'étranger et singulièrement en Argentine.

La sœur Jo-Marie Griesgraber, sous-directrice de l'organisation américaine Washington Office on Latin America, qui a effectué une mission en août dernier à Montevideo, a rappelé qu'avec un nombre de prisonniers compris entre cinq mille et sept mille l'Uruguay était sans doute le pays du monde occidental qui, proportionnellement à sa population (deux millions sept cent mille habitants) détenait le record des détenus. Elle a indiqué que les prisonniers politiques devaient payer à l'Etat des frais d'hébergement ! Que la censure sur la presse s'exerçait même à l'encontre des bulletins paroisiaux.

Plusieurs parents de disparus ont, enfin apporté leur propre témoignage. Mme Gatti, épouse d'un militant syndical connu de Montevideo (21 octobre 1976), a déclaré : « En un an, j'ai vu détruit ma famille. Le 9 juin 1976, mon mari a été séquestré à Buenos-Aires. Je me suis alors réfugiée en France avec mes deux fils. Ma fille, âgée de dix-huit ans, qui était demeurée en Argentine, et qui était enceinte de huit mois, a disparu il y a onze mois... » M. Gatti a été vu en juillet 1976 par un de ses compatriotes, M. Washington Perez, lui-même dirigeant syndical connu, alors qu'il était détenu, et torturé par des Argentins et des Uruguayens appartenant, selon toute vraisemblance, à des services de police.

Mme Gatti a, en outre, rappelé le cas de soixante-deux Uruguayens qui avaient disparu en Argentine en 1976. Les autorités de Montevideo ont reconnu, un peu plus tard, qu'elles les détenaient. « Or seuls les noms de quatorze d'entre eux ont, depuis lors, été publiés. Que sont devenus les quarante-huit autres ? », a demandé Mme Gatti.

« Depuis dix-huit mois, rien... » tel est, enfin, le simple témoignage qu'a donné la mère de Mme Helena Diaz, enlevée, en juillet 1976, dans l'enceinte de l'ambassade du Venezuela à Montevideo — ce qui avait justifié la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

**CEFAF**  
Centre d'Etudes et de Formation Appliquées

**SÉMINAIRE DE LECTURE RAPIDE**

Prochains stages :  
5, 16, 23 février ; 15, 16, 17 février ; 21, 22, 23 février ;  
7, 14, 22 mars ; 20, 21, 22 mars ; 11, 18, 25 avril.

Hôtel SOTIFEL-SÈVRES à PARIS

RENSSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :  
CENTRE D'ÉTUDES ET DE FORMATION APPLIQUÉES (CEFAF),  
85 bis, rue du Louvre, 75002 Paris - Tél. : 261-62-29 et 261-62-78.

**L'ÉTÉ PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS**

phone: (94) 9700.04 / telex: 470.235 à S TROPÉZ

PRESSES UNIVERSITAIRES DE GRENOBLE  
BP 47 N. 38040 GRENOBLE CEDEX

**soldes BERTEIL**  
PARIS - DEAUVILLE - ROUEN

Hommes et Femmes  
Tweed, cashmere, flanelle, lambswool.  
Aquascutum - Austin Reed.

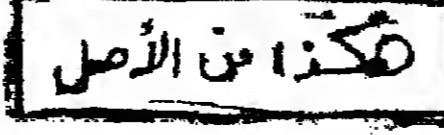
3, place St-Augustin, 75008 Paris, 265.28.52  
de 10 heures à 18 heures 30.

LE CHAPELIER DE PARIS

Investissement Immobilier  
**cica** : 227.04.30  
43, rue de Courcelles - 75008 Paris

du 1<sup>er</sup> au 18 février  
offre spéciale d'avant-saison  
**NICOLL**  
COSTUME SUR MESURES  
formule industrielle **990 F**  
avec gilet 1150 F  
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN  
29, RUE TRONCHET / PARIS 8<sup>e</sup>

A B C D E F G Le numéro du « Monde » daté 2 février 1978 a été tiré à 550 054 exemplaires.



CONFILITS S'AGGRAVENT  
L'ÉTÉ  
UNE VACANCE

GA  
Ch  
da